

# PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCI

*Les défis du commerce et de l'intégration  
dans un contexte d'incertitudes croissantes*

# 2020



ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE  
CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET  
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES







# PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'OCI 2020

*Les défis du commerce et de l'intégration  
dans un contexte d'incertitudes croissantes*



© Octobre 2020 | Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (SESRIC)

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatic Site, 06450 Oran, Ankara - Turquie

Téléphone +90-312-468 6172

Internet [www.sesric.org](http://www.sesric.org)

E-mail [pubs@sesric.org](mailto:pubs@sesric.org)

Le matériel présenté dans cette publication est protégé par les droits d'auteur. Les auteurs accordent la permission de visionner, copier, télécharger et imprimer les données fournies par ce rapport tant que ces matériaux ne seront réutilisés, sous aucune condition, à des fins commerciales. Pour obtenir l'autorisation de copier ou réimprimer toute partie de ce document, veuillez adresser votre demande, en fournissant tous les renseignements nécessaires, au Département des publications du SESRIC.

Le présent rapport est un produit du personnel du SESRIC. La responsabilité concernant le contenu, les opinions, les interprétations et les conditions exprimées ici ne peut en aucun cas être considérée comme reflétant les opinions du SESRIC ou de ses États membres, ses partenaires ou de l'OCI. Les frontières, couleurs et toutes autres informations illustrées sur n'importe quelle carte n'impliquent aucun jugement de la part du SESRIC quant au statut juridique d'un territoire ou de la reconnaissance de ses frontières. La version finale du rapport est disponible sur le site web du SESRIC.

Veuillez citer cette publication comme suit : SESRIC (2020). *Perspectives économiques de l'OCI: Les défis du commerce et de l'intégration dans un contexte d'incertitudes croissantes* Études sur le développement économique. Le Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques. Ankara.

Le rapport a été préparé par M.Kenan Bagci (partie II et III) et M. Cem Tintin (partie I).

Toutes les demandes relatives aux droits et licences doivent être adressées au Département des publications du SESRIC à l'adresse susmentionnée.

ISBN: 978-625-7162-05-0

La traduction de ce rapport a été faite par M. Denis Rmouch and Mme Najah Elyahyaoui, Unité de traduction et de rédaction

La conception de la couverture a été faite par M.Savaş Pehlivan, Département des publications, SESRIC.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Département de la recherche, SESRIC au courriel suivant: [research@sesric.org](mailto:research@sesric.org)

# Table des matières

Acronymes.....	iii
Avant-propos .....	v
<b>Résumé analytique.....</b>	<b>1</b>
<b>PARTIE I: DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LE MONDE .....</b>	<b>9</b>
<b>1 Tendances et perspectives économiques mondiales.....</b>	<b>10</b>
<b>PARTIE II: DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LES PAYS DE L'OCI .....</b>	<b>30</b>
<b>2 Production, croissance et emploi .....</b>	<b>31</b>
2.1 Production et croissance .....	32
2.2 Revenu, emploi et prix .....	43
<b>3 Commerce et finance.....</b>	<b>56</b>
3.1 Commerce des biens et services.....	57
3.2 Investissement et finance .....	65
<b>PARTIE III: LES DEFIS DU COMMERCE ET DE L'INTEGRATION DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDES CROISSANTES.....</b>	<b>77</b>
<b>4 La montée du protectionnisme et ses implications pour le commerce .....</b>	<b>78</b>
4.1 La menace du protectionnisme dans l'économie mondiale .....	79
4.2 Implications du protectionnisme commercial pour les pays de l'OCI.....	84
4.3 Répondre à la COVID-19 face au protectionnisme croissant.....	88



<b>5 Impacts de la pandémie de COVID-19 sur les chaînes de valeur mondiales et régionales et ses implications pour les pays de l'OCI .....</b>	<b>94</b>
5.1 Perturbations de la chaîne d'approvisionnement dans le contexte du "Covid-19" et de la montée du protectionnisme .....	96
5.2 Commerce des produits intermédiaires et participation aux chaînes de valeur mondiales.....	100
5.3 Relocalisation potentielle des chaînes de valeur mondiales et orientations alternatives .....	107
5.4 Défis et opportunités politiques pour les pays de l'OCI dans le cadre de la "nouvelle normalité.....	110
 Annexe: Classifications des pays .....	 116
Références.....	119



# Acronymes

BAD	Banque asiatique de développement
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
DOTS	Direction des statistiques commerciales
CE	Commission européenne
BCE	Banque centrale européenne
UE	Union européenne
IDE	Investissements directs étrangers
FBC	Formation brute de capital
PIB	Produit intérieur brut
FBCF	Formation brute de capital fixe
RNB	Revenu national brut
GTA	Global Trade Alert
CVM	Chaîne de valeur mondiale
PPTE	Pays pauvres très endettés
TIC	Technologies de l'information et de la communication
SFI	Statistiques financières internationales
OIT	Organisation internationale du travail
FMI	Fonds monétaire international
DPI	Droits de propriété intellectuelle
BID	Banque islamique de développement
CITI	Classification internationale type, par industrie
CCI	Centre du commerce international
ALC	Amérique latine et Caraïbes
PMA	Pays les moins avancés
MENA	Moyen-Orient et Afrique du nord
VAM	Valeur ajoutée manufacturière
APD	Aide publique au développement

OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCI	Organisation de la coopération islamique
EPI	Équipements de protection individuelle
PPA	Parité de pouvoir d'achat
R-D	Recherche et développement
TCR	Taux de change réel
ACR	Accord commercial régional
CVR	Chaînes de valeur régionales
ODD	Objectif de développement durable
PME	Petites et moyennes entreprises
ASS	Afrique subsaharienne
STI	Science, technologie et innovation
TdE	Termes de l'échange
PTP	Partenariat transpacifique
SPC-OCI	Système de préférences commerciale de l'OCI
PTCI	Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement
EAU	Émirats Arabes Unis
ONU	Organisation des nations unis
CNUCED	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
ONUDI	l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
UNSD	Division de statistique de l'ONU
USA	États-Unis d'Amérique
USD	Dollar américain
BM	Banque mondiale
IDM	Indicateurs de développement mondiaux
FEM	Forum économique mondial
PEM	Perspectives économiques mondiales
OMC	Organisation mondiale du commerce



# Avant-propos

C'est avec grand plaisir que je vous présente l'édition 2020 du rapport phare du SESRIC « *Perspectives économiques de l'OCI 2020* », qui analyse et présente les développements économiques récents et les projections à court terme dans l'économie mondiale et ses implications sur les économies des pays membres de l'OCI. Le rapport constitue la seule publication annuelle sur les économies du groupe des pays de l'OCI qui fournit un large éventail de statistiques comparatives et d'aperçus utiles, qui aident les lecteurs à comprendre les principales tendances économiques et les défis du développement dans les pays de l'OCI.

L'édition 2020 du rapport sur les perspectives économiques de l'OCI est préparée à un moment où le niveau d'incertitude dans l'économie mondiale est à son maximum en raison de la montée du protectionnisme et de l'émergence de la pandémie COVID-19. Alors que l'économie mondiale était déjà en lambeaux en raison d'une baisse de la demande et de tensions commerciales accrues, la pandémie COVID-19 a déclenché l'une des pires récessions économiques de l'histoire moderne en provoquant un arrêt brutal de toutes les activités économiques et des perturbations généralisées dans les chaînes de valeur mondiales. En conséquence, l'économie mondiale devrait se contracter de 4,9 % en 2020, avec un taux de croissance négatif prévu de 8% dans les économies développées. La contraction dans le monde en développement, dont le groupe des pays de l'OCI fait partie, devrait se situer à un niveau plus modéré de 3%. La croissance économique mondiale devrait se stabiliser en 2021 dans l'espoir qu'un vaccin soit fabriqué ou qu'une immunité collective soit obtenue pour pouvoir reprendre la vie normale.

Comme c'est le cas dans d'autres parties du monde, la pandémie COVID-19 constitue un défi sans précédent avec de graves conséquences économiques et sociales pour de nombreux pays membres de l'OCI. La situation est particulièrement alarmante étant donné l'affaiblissement continu de la performance économique de nombreux pays de l'OCI au cours des dernières années. Comme le souligne le rapport, c'est la troisième année consécutive où la performance économique moyenne des pays de l'OCI, avec un taux de croissance de 2,4 % en 2019, est restée inférieure à la moyenne mondiale. En 2020, les économies de l'OCI devraient se contracter et enregistrer un taux de croissance négatif de 2,0%, c'est-à-dire un taux de contraction inférieur à la contraction moyenne mondiale de 4,9%. Au total, 35 pays de l'OCI devraient connaître des taux de croissance négatifs en 2020. Le taux de chômage moyen dans les pays de l'OCI (6,7%) reste supérieur à la moyenne mondiale de 5,4%, avec des taux de chômage particulièrement élevés chez les jeunes (14,5%) en 2019. Dans le contexte actuel de récession économique mondiale, le nombre total de chômeurs dans les pays de l'OCI passerait de 47,7 millions à 53,3 millions en 2020, selon les estimations précédentes.



L'un des principaux messages de ce rapport est que les pays de l'OCI devraient déployer davantage d'efforts pour créer un environnement favorable à la promotion de la production et du commerce et pour attirer davantage d'investissements étrangers. Cela est particulièrement important face à une éventuelle transformation des chaînes de valeur mondiales due à la montée des politiques commerciales protectionnistes et à la propagation de la pandémie. En 2019, près de 7% seulement des flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) ont été attirés vers les pays de l'OCI. En revanche, les pays de l'OCI ont connu un ralentissement des activités commerciales, leurs exportations ayant diminué de 4,4% en 2019, soit une baisse plus importante que celle enregistrée la même année au niveau des exportations mondiales (3,0%). En outre, les pays de l'OCI ne représentaient que 10% des exportations mondiales de biens intermédiaires, ce qui indique leur participation plus faible aux chaînes d'approvisionnement mondiales.

Le rapport souligne également les défis et les opportunités en relation avec la montée du protectionnisme et du nationalisme économique, qui devrait affecter de manière significative le fonctionnement actuel des chaînes de valeur à travers le monde. Afin de bénéficier de la réorientation des chaînes d'approvisionnement, les pays de l'OCI doivent réduire les coûts commerciaux, améliorer les capacités technologiques et accroître leur préparation à faire face aux risques de la chaîne d'approvisionnement. Les capacités existantes dans de nombreux pays de l'OCI ne sont pas assez profitables pour attirer de grands investissements pendant la période post-pandémique. Toutefois, leur proximité géographique avec les grands centres économiques pourrait les placer dans une position avantageuse. De bonnes politiques pendant la période de pandémie peuvent également fournir des avantages supplémentaires pour attirer les entreprises étrangères à établir de nouvelles chaînes de valeur.

*Perspectives économiques de l'OCI 2020* est le résultat d'un investissement substantiel en temps, effort et dévouement par l'équipe de recherche du SESRIC. Je tiens à les remercier de leurs contributions en espérant que vous trouverez le rapport intéressant, mais surtout utile et instructif.

Nebil DABUR  
Directeur Général  
SESRIC



# Résumé analytique

## LES DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LE MONDE

### Tendances et perspectives économiques mondiales

#### *Croissance*

L'économie mondiale ralentit et de grands risques géopolitiques et sanitaires augmentent. Après une accélération en 2016-2017, les taux de croissance ont ralenti tant dans les pays développés que dans les pays en développement, entraînant une baisse du taux de croissance du PIB réel mondial qui est passé de 3,6% en 2018 à 2,9% en 2019. La pandémie de COVID-19 a assombri les perspectives économiques en 2020. Toutes les grandes institutions internationales de développement ont prévu un ralentissement économique important en 2020 et une reprise très lente et progressive en 2021. Cependant, les incertitudes dans l'économie mondiale sont de plus en plus grandes. Par exemple, une deuxième vague probable de la pandémie COVID-19 pourrait modifier les attentes d'une reprise mondiale, ce qui pourrait entraîner une pression supplémentaire considérable sur les pays développés et en développement en 2020 et 2021.

#### *Chômage*

Les nouvelles données fournies par l'Organisation internationale du travail (OIT) pour 2019 indiquent que le taux de chômage dans le monde est resté à 5,4% en 2018. Cependant, on estime que le nombre de chômeurs dans le monde passera de 185,8 millions en 2018 à 187,7 millions en 2019. Une fois que les impacts de la pandémie seront comptabilisés en 2020, l'OIT prévoit qu'elle aura un effet dévastateur sur le marché du travail. Sur la base de différents scénarios, les estimations de l'OIT pour 2020 indiquent une augmentation supplémentaire du chômage mondial comprise entre 5,3 millions (scénario "faible") et 24,7 millions (scénario "élevé") par rapport à un niveau de base de 187,7 millions en 2019, en raison notamment des fermetures économiques et des mesures de confinement.

#### *Commerce*

La politique commerciale reste le plus grand risque pour la croissance économique mondiale. La croissance du volume du commerce mondial des exportations et des importations de biens et de services est passée de 5,9% en 2017 à 4% en 2018. Et la tendance négative de la croissance du commerce s'est poursuivie en 2019, mesurée à 0,8%. En particulier, le ralentissement de l'économie mondiale, les discussions de Brexit en Europe et la tension commerciale entre les États-Unis et la Chine ont été parmi les principales raisons de cette situation en 2019. La croissance du commerce mondial devrait se contracter de 13,4% en 2020 en raison de la propagation du coronavirus. Les volumes d'exportation et d'importation devraient diminuer considérablement, car les mesures de confinement ont une incidence négative sur l'offre et la demande.

### *Investissements*

La légère reprise de la part des investissements dans le PIB s'est poursuivie en 2019, atteignant 22% dans les pays développés et 32,7% dans les pays en développement. Les projections faites avant la pandémie étaient optimistes pour 2020 et 2021. Néanmoins, la pandémie devrait affecter les investissements de manière négative, notamment en raison d'une augmentation des dépenses dans le secteur de la santé, de la réduction des recettes fiscales et des incertitudes croissantes. Les flux mondiaux d'IDE ont diminué de 12% en 2018, passant de 1,7 trillion de dollars en 2017 à 1,49 trillion de dollars en 2018. En 2019, ils ont encore augmenté et ont atteint 1,5 trillion de dollars. En particulier, les pays développés ont davantage bénéficié des entrées d'IDE en 2019 qui ont augmenté de 5% et ont atteint 800 milliards de dollars. Les nouvelles estimations montrent que les flux mondiaux d'IDE devraient diminuer jusqu'à 40% en 2020 en raison de la pandémie. Cela porterait l'IDE en dessous de 1000 milliards de dollars des États Unis pour la première fois depuis 2005.

### *Conditions financières*

Durant la période de décembre 2018 à décembre 2019, les conditions financières mondiales ont été relativement stables pour les activités économiques mondiales. Néanmoins, la pandémie a changé la donne de manière inattendue au début de l'année 2020. Les mesures de confinement et l'arrêt soudain des activités économiques ont non seulement affecté les perspectives économiques, mais ont également changé de façon spectaculaire les attentes et ont alimenté l'incertitude. Le resserrement des conditions en 2020 continue de toucher tant les pays développés que les pays en développement. La chute des cours des actions et l'élargissement des écarts de taux des entreprises n'ont été que marginalement compensés par la baisse des taux d'intérêt.

### *Balance des comptes courants*

Les balances des comptes courants sont restées relativement stables dans les pays développés en 2018 et 2019, au niveau de 0,7 % du PIB. Les pays en développement ont connu une amélioration : un déficit de 0,1% en 2018 s'est transformé en un excédent de 0,1% en 2019. La pandémie a considérablement modifié les perspectives pour 2020 et 2021. En 2020, les pays en développement devraient générer un déficit des comptes courants de 0,9% en 2020, en raison notamment des perturbations dans les chaînes de valeur mondiales, de l'arrêt soudain des activités touristiques et d'une réduction de la demande dans les pays développés. La chute des prix du pétrole due à la réduction de la demande devrait affecter de manière remarquable la balance des comptes courants des pays exportateurs de pétrole en 2020.

### *Solde budgétaire*

Dans les pays développés, le déficit budgétaire moyen est passé de 2,7% en 2018 à 3,3% en 2019. Il devrait passer à 16,6% en 2020 et devrait atteindre 8,3% en 2021. Dans les pays en développement, le déficit a également augmenté en 2018 et 2019. Avec le début de la pandémie en 2020, on prévoit que le déficit représentera une part de 10,6% du PIB dans les pays en développement. En 2021, cette part devrait revenir à 8,5%.

### *Inflation*

Le ralentissement de l'économie mondiale devrait réduire la pression inflationniste sur les principaux produits de base dans les pays développés et en développement. Le taux d'inflation mondial en 2018



était d'environ 3,6% et est resté presque au même niveau en 2019. En 2020, une légère baisse des prix des matières premières, en particulier des prix de l'énergie, devrait encore faire baisser l'inflation mondiale en 2020.

## DEVELOPPEMENTS ECONOMIQUES RECENTS DANS LES PAYS DE L'OCI

### Production, croissance et emploi

#### *Production*

Les pays de l'OCI ont connu une tendance ascendante de l'activité économique et leur PIB est passé de 17,6 billions de dollars en 2015 à 21,5 billions de dollars en 2019 mesuré en PPA. En tant que groupe, les pays de l'OCI ont produit 15,1% de la production mondiale et 25,4% de celle des pays développés en 2019. En prix courants, la part des pays de l'OCI dans le PIB total mondial est de 8,2% seulement. La baisse de la part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement indique que les économies de l'OCI n'ont pas obtenu d'aussi bons résultats que les pays en développement non membres de l'OCI dans l'accroissement de leur production. En 2019, les 10 premiers pays de l'OCI en matière de volume du PIB ont produit 74,2% de la production totale du groupe OCI.

#### *Croissance*

La croissance du PIB des pays de l'OCI s'est ralentie pour se situer à 2,4% en termes réels en 2019, comparé à 3,0% en 2018. On s'attend à ce que les économies des pays de l'OCI se contractent de plus de 2% en raison de la pandémie. Les pays de l'OCI à faible revenu ont connu une croissance inférieure à la moyenne de l'OCI au cours de la période 2015-2017, ce qui implique un écart croissant entre les pays riches et les pays pauvres de l'OCI. Ils ont toutefois atteint des taux de croissance légèrement supérieurs à la moyenne de l'OCI en 2018-2019. Sur le plan national, la Libye, avec un taux de croissance de 9,9% en 2019, est l'économie du groupe des pays de l'OCI dont la croissance est la plus rapide. Au total, 33 pays de l'OCI ont enregistré un taux de croissance supérieur à la moyenne mondiale de 2,9% en 2019.

#### *Production par secteurs*

Bien que le secteur agricole représente une part importante de l'emploi dans l'économie, sa part dans le PIB total est généralement faible en raison de la sous-productivité dans ce secteur. Cependant, il reste un secteur important pour les pays de l'OCI, qui représente 10,7% de l'activité économique totale. En termes de parts moyennes de la valeur ajoutée des quatre principaux secteurs dans le PIB de l'OCI en 2018, le secteur des services a eu la plus grande part avec 53,8%. La part du secteur manufacturier, qui a un plus grand potentiel pour promouvoir la productivité et la compétitivité, est passée de 14,3% en 2014 à 14,6% en 2018.

#### *PIB par poste de dépenses principales*

L'analyse du PIB mondial selon les principaux postes dépenses révèle que la part de la consommation finale (à la fois par ménage et par gouvernement) a continué à être la plus élevée dans le PIB total au cours des années. En 2018, la consommation des ménages dans les pays de l'OCI a représenté la plus grande part du PIB (57,7%), suivie des investissements (27,5%) et des dépenses publiques générales (13,7%). La part des exportations nettes dans le PIB mondial a été négligeable.

### *Revenu et pauvreté*

Le revenu moyen par habitant dans les pays de l'OCI est passé de 8785 dollars en 2010 à 10 275 dollars en 2019, soit une augmentation de 17,0% au total. Au cours de la même période, les pays en développement non membres de l'OCI ont atteint des taux de croissance plus élevés (41,1%) dépassant le niveau moyen du revenu par habitant des pays de l'OCI pour atteindre 11796 dollars en 2019. Le taux moyen de croissance du revenu par habitant dans les pays de l'OCI a été enregistré à 2,2% en 2010-2015, qui est tombé à 1,3% au cours de la période 2016-2019. Parmi les pays de l'OCI, le Qatar a enregistré le PIB par habitant le plus élevé en 2019, soit 17,5 fois plus que la moyenne des pays de l'OCI en tant que groupe. Dans le groupe de l'OCI, 13 pays ont des taux de pauvreté supérieurs à 30%.

### *Chômage*

Les pays de l'OCI continuent d'enregistrer des taux de chômage moyens sensiblement plus élevés que ceux du monde, des pays développés et des pays en développement non membres de l'OCI. Depuis 2014, le taux de chômage total dans les pays de l'OCI est en hausse, atteignant 6,7% en 2019 contre 5,9% en 2014. Les taux de chômage des jeunes actifs sont généralement plus élevés que ceux des adultes dans tous les groupes de pays. Le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI a augmenté régulièrement de son niveau de 12,9% en 2014 à 14,5% en 2019 et a atteint le plus haut niveau par rapport aux autres groupes de pays, alors qu'il reste à 10,5% dans les pays développés et se maintient à 13,8% dans les pays en développement non membres de l'OCI.

### *Productivité du Travail*

Au niveau mondial, la productivité du travail a connu une tendance à la hausse au cours de la dernière décennie. La production par travailleur dans les pays de l'OCI a augmenté à un taux de croissance composé de 2,3% entre 2000 et 2009, mais ce taux a baissé à 1,7% entre 2010 et 2019. En 2019, la productivité moyenne du travail dans les pays de l'OCI a été mesurée à 28.411 dollars, mesurée en prix internationaux constants basés sur la parité du pouvoir d'achat (PPA). La production par travailleur dans les pays développés est estimée à 95.523 dollars en 2019, ce qui indique qu'un travailleur moyen dans les pays de l'OCI produit seulement 29,7% de la production réalisée par un travailleur moyen dans les pays développés.

### *Inflation*

Avec le ralentissement des activités de croissance de l'économie mondiale, les taux d'inflation dans le monde sont demeurés à des niveaux modérés au cours des dernières années. Bien que les taux de croissance aient baissé dans les pays de l'OCI entre 2016 et 2018, les taux d'inflation ont été à la hausse au cours de cette même période. Ils sont passés de 5,8% en 2016 à 9,1% en 2018. Cependant, la hausse des prix moyens à la consommation s'est ralentie pour atteindre 8,1% en 2019. Sur le niveau global, les prix à la consommation ont augmenté de 51,0% dans les pays de l'OCI, 25,7% dans les pays en développement non membres de l'OCI et 7,8% dans les pays développés durant 2013-2019.

### *Solde budgétaire*

Au cours des dernières années, les pays membres de l'OCI ont connu une forte détérioration de leur solde budgétaire. La forte dépendance à l'égard des exportations de produits de base et de biens



primaires rend de nombreux pays de l'OCI particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix. Dix pays de l'OCI affichaient un excédent budgétaire en 2018. Ce nombre est tombé à huit en 2019.

## Commerce et finance

### *Commerce des marchandises*

Conformément à la tendance mondiale, les pays de l'OCI ont connu un ralentissement de leurs exportations totales vers le monde et leurs exportations globales ont tombé à 1,79 billion de dollars en 2019. La part des pays de l'OCI dans les exportations totales des pays en développement est tombée à 23,8 % en 2019, contre 24,2 % en 2018. La part collective des pays de l'OCI dans les exportations mondiales totales de marchandises a également légèrement diminué à 9,8% en 2019 contre 9,9% en 2018. En 2019, les 5 plus grands exportateurs de l'OCI représentaient 59,5% des exportations totales de marchandises de tous les pays membres. De même, le total des importations de marchandises des pays de l'OCI a diminué, passant de 1,78 billion de dollars en 2018 à 1,74 billion de dollars en 2019. La part des pays de l'OCI dans le total des importations de marchandises a été enregistrée à 9,2% en 2019. Les cinq premiers importateurs représentaient 52,1% du total des importations de marchandises de l'OCI en 2019.

### *Commerce des services*

En 2019, les exportations mondiales de services ont représenté un total de 6,1 billions de dollars. Les pays de l'OCI ont exporté 427 milliards de dollars de services, ce qui est le nombre le plus élevé enregistré par le groupe des pays de l'OCI. D'autre part, les importations totales de services du groupe de l'OCI ont atteint 525 milliards de dollars la même année et, par conséquent, les pays de l'OCI en tant que groupe ont continué à rester importateurs nets de services. En 2019, les pays de l'OCI en tant que groupe ont représenté 6,9% des exportations de services et 9,0% des importations de services dans le monde. Les Émirats arabes unis, avec 73,5 milliards de dollars d'exportations et 17,2% de part dans le total des exportations de services de l'OCI, a été le principal exportateur de services de l'OCI en 2019.

### *Balance commerciale*

Les pays de l'OCI sont devenus un importateur net de produits manufacturés au cours de la période 2015-2017, principalement en raison de la chute des prix des produits de base. En 2018, les pays de l'OCI en tant que groupe ont enregistré à nouveau un excédent d'un montant de 87 milliards de dollars. Ce montant est tombé à 53 milliards de dollars en 2019. D'autre part, les pays de l'OCI sont restés en permanence un importateur net de services au cours de la période considérée. Au total, les pays de l'OCI n'ont enregistré qu'un déficit commercial de 45 milliards de dollars en 2019, qui a atteint 95 milliards de dollars en 2018.

### *Commerce des marchandises au niveau intra-OCI*

Les flux d'exportation intra-OCI ont augmenté régulièrement depuis 2016, passant de 254 milliards de dollars des États-Unis à 331 milliards en 2019. Au cours des trois dernières années, les exportations intra-OCI ont augmenté de plus de 30 %, ce qui est une réalisation considérable. Pourtant, elle reste inférieure aux valeurs totales enregistrées en 2012. Les flux commerciaux intra-OCI se sont maintenus entre 18 et 19% au cours de la période 2012-2019. Malgré la forte baisse à 18,1 % en 2018, les pays

de l'OCI ont réussi à faire remonter les flux commerciaux intra-OCI à 19% en 2019. Toutefois, la faible croissance des flux commerciaux intra-OCI réduit les perspectives d'atteindre l'objectif de 25%.

### *Les flux et stocks d'IDE*

Les flux d'IDE vers les pays de l'OCI sont généralement restés inférieurs à leur potentiel. Après avoir atteint 142 milliards de dollars en 2012, la valeur totale des flux d'IDE vers les pays membres de l'OCI a suivi une tendance négative jusqu'en 2016 pour atteindre 103,6 milliards de dollars seulement. En 2017, la valeur totale des flux d'IDE destinés aux pays de l'OCI s'élevait pour la première fois depuis 2011, ce qui a été enregistrée à 109,3 milliards de dollars, correspondant à une augmentation de 5,5% par rapport à l'année précédente. Il a légèrement augmenté en 2018 pour atteindre 110,7 milliards de dollars. En 2019, les flux d'IDE vers les pays de l'OCI ont diminué de 3,6% est tombé à un montant de 106,7 milliards de dollars.

### *Développement du secteur financier, dette extérieure et réserves*

Le niveau de développement du secteur financier dans les pays de l'OCI est resté faible. Le volume moyen de la monnaie au sens large par rapport au PIB des pays de l'OCI a été enregistré à 63,9% en 2019, comparé à pas moins de 135% dans les pays en développement non membres de l'OCI et 127% de la moyenne mondiale. L'encours total de la dette extérieure des pays de l'OCI a continué d'augmenter, atteignant 1,68 billion de dollars en 2018. En termes de structure des échéances de la dette extérieure, les dettes à court terme représentaient 15,2% de la dette extérieure totale des pays de l'OCI, tandis que 30,9% de la dette totale des pays en développement non membres de l'OCI étaient à court terme. La Turquie est resté le pays membres de l'OCI le plus endetté en 2018 avec plus de 445 milliards de dollars de dette. Les réserves monétaires totales mondiales, y compris l'or, ont atteint 13,1 billions de dollars en 2019, dont 1,6 billion appartient aux pays de l'OCI. La part des pays de l'OCI dans les réserves totales mondiales a diminué, passant de 14,3% en 2015 à 12,4% en 2019.

### *ODA et envois de fonds*

En 2018, les flux nets d'APD de tous les donateurs aux pays en développement ont atteint 165,8 milliards de dollars. Alors que plus de 33% des flux d'APD restent inexpliqués (aucune information disponible sur les pays vers lesquels ils ont été acheminés), sur les 108,5 milliards de dollars restants, 57,7% ont été versés aux pays de l'OCI en 2018. Les 5 premiers pays ont reçu 44,1% du total des flux d'APD vers la région de l'OCI alors que les 10 premiers ont reçu 61,5%. Les flux d'envois de fonds personnels vers les pays membres de l'OCI sont passés de 142,6 milliards de dollars en 2014 à 163,3 milliards de dollars en 2019.

## LES DEFIS DU COMMERCE ET DE L'INTEGRATION DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDES CROISSANTES

### **La montée du protectionnisme et ses implications sur le commerce**

Au cours des dernières décennies, les droits de douane et autres barrières commerciales ont considérablement diminué à mesure que la pensée économique libérale dominait de plus en plus l'élaboration des politiques économiques. Le taux tarifaire moyen appliqué au niveau mondial est passé de 8,6% en 1994 à 2,6% en 2017, ce qui reflète l'intégration économique et la connectivité accrues entre les économies. Cependant, ces dernières années ont été marquées par un appétit croissant pour un protectionnisme accru, alimenté par des motivations unilatérales. Outre les droits



de douane à l'importation, le recours aux mesures réglementaires et aux barrières non tarifaires s'est accru depuis 2018, entraînant une augmentation générale des distorsions commerciales.

L'adoption de mesures protectionnistes a suscité des craintes de guerre commerciale et a mis à mal les flux commerciaux et les décisions d'investissement en raison de la détérioration du climat du marché et de l'appétit pour le risque au niveau mondial. Les chaînes d'approvisionnement mondiales sont menacées en raison du risque croissant de guerres commerciales. L'incertitude liée au commerce a poussé les entreprises à reporter leurs décisions d'investissement et à adopter une approche attentiste avant de juger de la nécessité d'un éventuel remaniement des chaînes d'approvisionnement. Dans un monde caractérisé par des chaînes de valeur mondiales complexes, lorsque des droits de douane sont appliqués à des biens intermédiaires, les coûts commerciaux s'accumulent car les marchandises traversent les frontières plusieurs fois.

Les pays de l'OCI peuvent être touchés de manière disproportionnée par les politiques protectionnistes mises en œuvre par les grandes économies. Les politiques existantes indiquent déjà une position défavorable envers les pays de l'OCI. Au cours de la période 2009-2018, 323.200 mesures commerciales ont été mises en œuvre dans le monde en termes bilatéraux. Seulement 12% d'entre elles ont été initiées par les pays de l'OCI, tandis que 48% ont été mises en œuvre par des pays développés et 40% par des pays en développement non membres de l'OCI. Malgré la grande puissance économique des pays développés, il est remarquable de noter qu'ils sont enclins à s'enrichir par des politiques "d'égoïsme sacré".

Avec l'émergence du nouveau coronavirus (COVID-19), qui menace la santé de millions de personnes, l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle crise. Tous les pays ne produisent pas suffisamment de fournitures médicales pour faire face à la pandémie. La plupart des pays en développement dépendent fortement des importations pour répondre à leurs besoins en fournitures médicales essentielles. Il existe également une forte interdépendance mondiale dans la production de produits médicaux liés à COVID-19. Les politiques telles que les restrictions à l'exportation sont néfastes et peuvent faire monter les prix et retarder la production de ces produits essentiels. Dans ce contexte, il est clairement nécessaire de maintenir la fluidité des échanges, à la fois pour garantir l'approvisionnement en produits essentiels et pour envoyer un signal de confiance à l'économie mondiale. Il est également essentiel d'investir dans des capacités permettant d'atteindre l'autonomie en matière de produits critiques et stratégiques dans un contexte de montée des politiques protectionnistes et unilatérales.

### **Impacts de la pandémie de COVID-19 sur les chaînes de valeur mondiales et régionales et ses implications sur les pays de l'OCI**

C'est la stabilité du système commercial mondial qui a encouragé les entreprises à mettre en place des réseaux mondiaux de production et à classer les différentes étapes de production dans différents pays. Mais cette situation a changé et les incertitudes se font plus nombreuses. La combinaison des chocs politiques et commerciaux et de la pandémie COVID-19 a généré de grandes incertitudes sur l'avenir des chaînes de valeur mondiales et a suscité une réflexion sur la durabilité des chaînes de valeur sur de longues distances. Il y a des arguments plus forts qui indiquent que la mondialisation sera freinée par des raisons de sécurité nationale utilisés pour justifier le protectionnisme.

À cet égard, il est impératif que les pays de l'OCI prennent les mesures nécessaires pour s'adapter à la nouvelle normalité, où le nationalisme économique et le protectionnisme sont susceptibles de devenir une norme dans l'élaboration des politiques économiques. La montée du nationalisme économique pourrait nuire à certains pays de l'OCI qui sont déjà bien intégrés dans les chaînes de valeur mondiales, mais pourrait offrir des possibilités également. Afin de bénéficier de la réorientation des chaînes d'approvisionnement, les pays de l'OCI doivent réduire les coûts commerciaux, améliorer les capacités technologiques et accroître leur préparation à faire face aux risques de la chaîne d'approvisionnement.

Les capacités existantes dans de nombreux pays de l'OCI ne sont pas assez profitables pour attirer de grands investissements pendant la période post-pandémique. Toutefois, leur proximité géographique avec les grands centres économiques pourrait les placer dans une position avantageuse. De bonnes politiques pendant la période de pandémie peuvent fournir des avantages supplémentaires pour attirer les entreprises étrangères à établir de nouvelles chaînes de valeur. Compte tenu de la montée du protectionnisme et de l'importance croissante du régionalisme, faciliter la circulation régionale des biens et des personnes pendant la période post-pandémique peut être particulièrement important pour attirer les multinationales.



PARTIE I: DEVELOPPEMENTS  
ECONOMIQUES RECENTS  
DANS LE MONDE





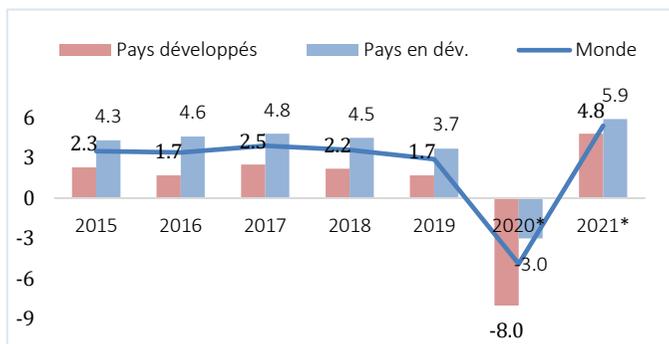
## CHAPITRE UN

# Tendances et perspectives économiques mondiales



L'économie mondiale ralentit et de grands risques géopolitiques et sanitaires augmentent. La reprise mondiale synchronisée qui existait après 2016 a perdu son élan. Le taux de croissance du PIB réel mondial est passé de 3,6% en 2018 à 2,9% en 2019. La décélération de la croissance est devenue plus visible en 2019, notamment en raison des risques géopolitiques croissants, du Brexit et de l'incertitude en Europe, et des guerres commerciales dans les pays développés et en développement.

**Graphique 1.1:** Croissance du PIB réel (en pourcentage)



Source: FMI, Perspectives économiques mondiales mises à jour, juin 2020.  
Remarques: Les valeurs avec\* sont des projections (Monde: N = 194; Pays développés: N = 39; Pays en développement: N = 155)

L'année 2020 a commencé avec une mauvaise nouvelle pour le monde. En 2020, la pandémie COVID-19 a un coût humain élevé et croissant dans le monde entier, et les mesures de protection et de confinement nécessaires affectent gravement l'activité économique, tant du côté de la demande que de l'offre. En conséquence, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse ses projections sur le taux de

croissance du PIB mondial pour 2020 et 2021. L'économie mondiale connaîtra une contraction de 4,9% en 2020, mais elle sera en voie de se stabiliser vers 2021, dans l'espoir qu'un vaccin ou une immunité collective contribuera à limiter les effets de la pandémie sur les économies (graphique 1.1). Un large éventail de plans de relance budgétaire et d'énormes volumes d'injection de liquidités par les pays développés et en développement devraient contribuer à la reprise des activités économiques dans le monde entier. Néanmoins, au niveau de chaque pays, la mesure dans laquelle ces interventions sont canalisées vers des secteurs plus productifs pourrait déterminer le niveau de leur efficacité économique. La solidité des systèmes de santé nationaux est un autre facteur qui affecte la résilience des économies du monde entier pendant la pandémie et un déterminant pour la période de reprise (FMI, 2020a ; SESRIC, 2020).

**Graphique 1.2:** Projections de croissance du PIB réel mondial (%)

	2020	2021
FMI	-4.9	5.4
Banque Mondiale	-5.2	4.2
OCDE*	-6.0	5.2
OCDE**	-7.6	2

Source: Projections officielles des organisations mentionnées. Scénario à impact unique de l'OCDE\* . Scénario à double impact de l'OCDE\*\*

Comparées au FMI, les projections de croissance du PIB réel mondial d'autres grandes institutions de prévision comme la Banque mondiale, Oxford Economics et l'Economist Intelligence Unit (EIU) sont moins

optimistes et indiquent un ralentissement plus marqué de la croissance du PIB dans les années à venir. Une projection de l'OCDE prévoit que la contraction économique mondiale sera d'environ 7,6% et que le PIB réel mondial n'augmentera que de 2% en 2021 (graphique 1.2).

Les projections relatives à l'économie mondiale reposent sur un certain nombre d'hypothèses clés concernant la politique économique et l'environnement international. Bien que les prévisions ne puissent jamais être entièrement exactes, elles sont utiles pour évaluer les tendances futures de l'économie mondiale. À cet égard, il est important de noter que le nombre de pays ayant des taux de croissance négatifs va considérablement augmenter de 19 en 2019 à 154 en 2020, selon les estimations du FMI (graphique 1.3). Presque toutes les régions du monde, les petites et grandes économies ainsi que les pays développés et en développement devraient connaître des taux de croissance du PIB négatifs en raison du COVID-19 qui en fait une crise mondiale comme aucune autre au cours des décennies précédentes. Le FMI prévoit également qu'avec le début de la reprise économique à la fin de 2020, presque toutes les économies du monde atteindront une certaine croissance en 2021. Néanmoins, certaines économies auront peut-être besoin de plusieurs années pour atteindre la valeur de leur PIB pré-pandémique, car la pandémie a non seulement réduit la demande et l'offre intérieures, mais elle a également frappé durement les chaînes de valeur mondiales, le commerce international et les flux de capitaux ainsi que les activités touristiques (Banque mondiale, 2020).

Les grandes économies comme les États-Unis et le Royaume-Uni devraient se contracter de 10,2% et 8%, respectivement, en 2020. Les principales économies d'Europe, l'Allemagne et la France devraient également enregistrer des taux de croissance négatifs de 7,8% et 12,5% au cours de la même année. La durée et l'intensité de la pandémie étant incertaines, certaines institutions internationales comme l'OCDE prévoient qu'une deuxième vague probable de la pandémie de COVID-19 pourrait modifier les prévisions de reprise mondiale, ce qui pourrait entraîner une pression supplémentaire considérable sur les pays développés et en développement en 2020 et 2021 (OCDE, 2020).

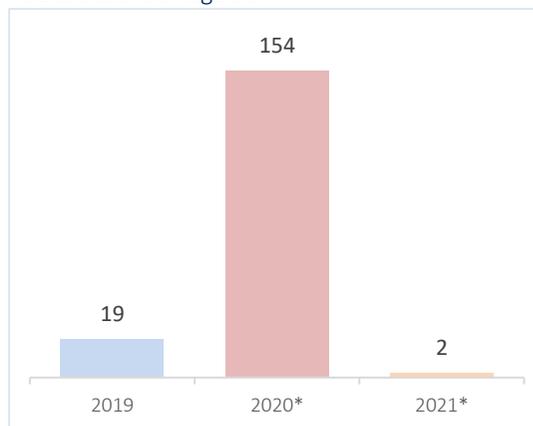
---

#### ■ COVID-19 compromet la croissance mondiale

---

Le ralentissement de l'économie mondiale en 2019 s'explique par différents facteurs de risque, notamment la menace croissante du protectionnisme, la vulnérabilité des marchés émergents, les négociations Brexit et les facteurs géopolitiques croissants en Asie. En outre, la tension

**Graphique 1.3:** Nombre de pays avec des taux de croissance négatifs

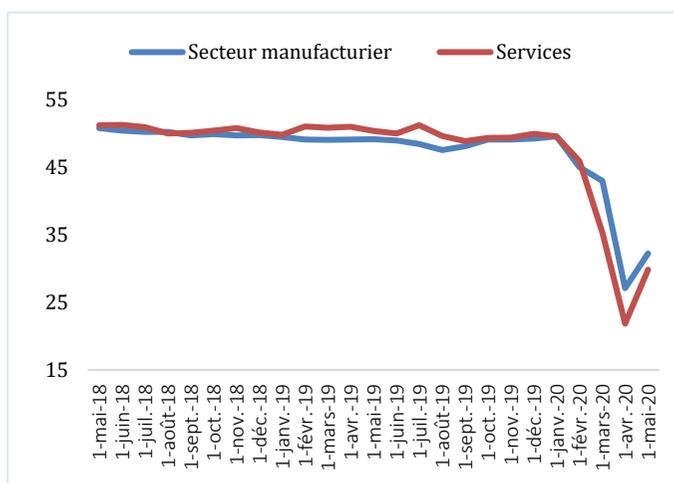


Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales. Remarques: Les valeurs avec\* sont des projections (Monde: N = 194; Pays développés: N = 39; Pays en développement: N = 155)



croissante dans les relations commerciales entre les États-Unis et la Chine est apparue comme un facteur de risque majeur supplémentaire dans l'économie mondiale et le commerce international. Les politiques commerciales déloyales et le ralentissement du multilatéralisme ont mis la coopération internationale sous pression ces dernières années. Puisque la pandémie COVID-19 a obligé les pays à réduire les relations commerciales internationales, notamment en raison des mesures d'endiguement et des perturbations dans les chaînes de valeur mondiales, le rétablissement de la confiance dans le multilatéralisme nécessitera du temps et des efforts supplémentaires, notamment une série de réformes des mécanismes commerciaux internationaux (par exemple, droits de douane, barrières non tarifaires et règlement des différends). De tels efforts contribueraient à accroître la prévisibilité de l'économie mondiale au cours des prochaines années et à accélérer le rythme de la reprise économique mondiale (OMC, 2020a).

**Graphique 1.4:** Indices PMI mondiaux des nouvelles commandes à l'exportation



Source: IHS Markit et OMC

Notes: Les nouvelles commandes à l'exportation sont mesurées par l'indice PMI (Purchasing Managers' Index). Les valeurs du PMI supérieures à 50 indiquent une expansion de l'activité économique ; les valeurs inférieures à 50 indiquent une contraction.

La prolongation des risques et des perturbations provoquées par la pandémie a déjà alimenté une incertitude mondiale ce qui affecte négativement l'activité industrielle et le commerce des marchandises au niveau mondial. Comme le montre le graphique 1.4, en 2019, le secteur manufacturier et les nouvelles commandes d'exportation mesurées par l'indice IDA (Indice des directeurs d'achat) se sont considérablement ralenties par rapport au début de 2018, quand

l'environnement économique mondial était beaucoup plus favorable. Depuis le début de la pandémie au début de l'année 2020, les indices ont été en chute libre jusqu'en mai 2020 et ont enregistré des niveaux historiquement bas en avril (27,1 dans l'industrie manufacturière et 21,8 dans les services), qui ont commencé à rebondir en mai 2020.

Selon les conclusions du rapport trimestriel de l'Institut Ifo sur l'économie mondiale, le climat économique mondial a commencé à se dégrader au deuxième trimestre de 2018 et la détérioration s'est poursuivie en 2019 en raison des conditions économiques défavorables et des risques accrus ainsi que des incertitudes. L'indicateur est passé de 26 au premier trimestre 2018 à -2,2 à la fin de l'année 2018. Au fur et à mesure que les risques globaux augmentaient et que

**Graphique 1.5:** Climat économique mondial

Source: Ifo Institute, CESifo Group

Notes: Ce graphique résume les résultats des enquêtes trimestrielles menées par l'Ifo Institut. L'enquête porte sur l'information qualitative, c.-à-d. l'évaluation de la situation économique générale du pays et les attentes concernant les principaux indicateurs économiques. Le point zéro signifie que la part des réponses positives et négatives est égale.

les incertitudes devenaient plus remarquables, l'indicateur a encore baissé et a enregistré -18,8 points au quatrième trimestre de 2019 (graphique 1.5). Comme la pandémie de COVID-19 a frappé l'économie mondiale en 2020, l'indicateur Ifo sur le climat économique mondial ne devrait pas devenir positif dans le courant de l'année 2020.

▪ **Le ralentissement économique a frappé les économies développées et il faut s'attendre à des taux de croissance négatifs**

Les chiffres de la croissance du PIB réel sont en baisse, ce qui indique un

ralentissement de la croissance dans les pays développés au cours des dernières années. Le taux de croissance globale a été reculé, passant de 2,2% en 2018 à 1,7% en 2019. Un taux de croissance négatif de 8% est prévu en 2020 dans les pays développés en raison de la pandémie et des perturbations majeures observées dans l'économie mondiale. Toutefois, 2021 sera une année où le taux de croissance économique devrait atteindre 4,8% grâce aux prévisions de reprise économique mondiale et à l'augmentation progressive potentielle des activités économiques (graphique 1.6).

**Graphique 1.6:** Croissance du PIB réel dans les pays développés (en pourcentage)

Source: FMI, Perspectives économiques mondiales mises à jour, juin 2020.

Remarques: Les chiffres pour 2020 et 2021 sont des prévisions (Développés: N = 39)

Le taux de croissance de la production américaine est passé de 2,9% en 2018 à 2,3% en 2019. Il devrait se contracter de 8% en 2020. En 2021, les activités économiques aux États-Unis devraient générer un taux de croissance de 4,5% (graphique 1.6). Toutefois, les prochaines élections de



l'automne 2020 constituent un important facteur d'incertitude qui pourrait affecter les perspectives de croissance de l'économie américaine en 2020 et 2021. Le plan de relance budgétaire du gouvernement fédéral visant à réduire les impacts de la COVID-19 pourrait potentiellement augmenter la pression sur les soldes budgétaires tout en aidant à restaurer la demande intérieure. La politique monétaire expansionniste suivie par la FED depuis la mi-2019 et les mesures politiques supplémentaires prises au début de 2020 pour limiter les impacts économiques de la pandémie pourraient préparer le marché à se rétablir rapidement. Néanmoins, l'incertitude accrue des entreprises due aux tensions commerciales croissantes vis-à-vis de pays tels que la Chine et le Mexique continue de menacer l'économie américaine. Comme il n'existe toujours pas de vaccin efficace contre le COVID-19, il est possible qu'une deuxième vague de la pandémie frappe plus sévèrement les activités économiques aux États-Unis en 2020 et au début de 2021.

Le climat économique dans la zone euro s'est considérablement détérioré depuis la fin de 2018, notamment en raison de la détérioration de l'environnement commercial mondial et de la contraction du secteur manufacturier. Le ralentissement de la croissance économique chinoise, dû en partie aux retombées de la guerre commerciale, s'est étendu à l'Allemagne et à d'autres pays européens, ce qui a entraîné une hausse des coûts de la chaîne d'approvisionnement et un affaiblissement de la demande mondiale. Les préoccupations croissantes concernant l'avenir de l'UE et les discussions sur le Brexit ont également alimenté les incertitudes. La croissance économique dans la zone euro est passée de 1,9% en 2018 à 1,3% en 2019. Le FMI prévoit une contraction de 10,2% en 2020, principalement due à la pandémie et aux mesures d'endiguement sur le continent, qui passera ensuite à 6% en 2021 (graphique 1.6). Cette tendance se confirme dans les principaux pays de l'UE, dont l'Allemagne, la plus grande économie de l'UE, dont l'économie devrait se contracter de 7,8% en 2020. La Banque centrale européenne (BCE) a dévoilé un ensemble de mesures visant à minimiser l'impact de la pandémie et à stimuler davantage les économies européennes.

La croissance économique au Japon a légèrement augmenté, passant de 0,3% en 2018 à 0,7% en 2019. Néanmoins, le ralentissement de la croissance économique sur les marchés européen et américain limite les perspectives de croissance de l'économie japonaise axée sur l'exportation. La contraction de l'économie mondiale en 2020 affectera également de manière significative la croissance de l'économie japonaise dont le taux de croissance devrait être de -5,8% en 2020. Comme dans d'autres grandes économies, la reprise commencera après la pandémie et le taux de croissance devrait atteindre 2,4 % en 2021 (graphique 1.6). Au cours des dernières années, le Japon a été confronté à un défi démographique en raison du vieillissement de la population, qui affecte négativement les revenus de certaines industries telles que le transport et la construction, tout en limitant la croissance de la demande intérieure.

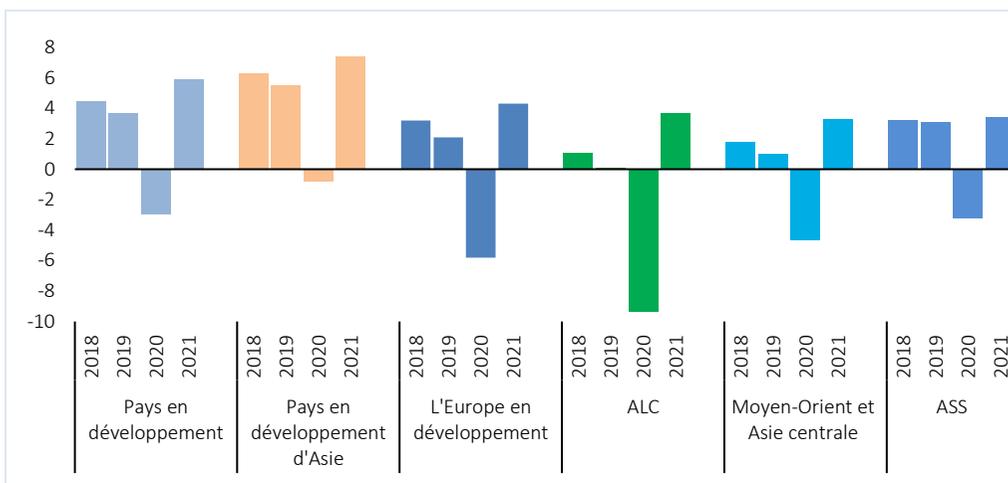
La croissance de l'économie britannique a été stable en 2018 et 2019, avec des taux de 1,3% et 1,4% respectivement. Le Royaume-Uni étant l'un des pays les plus sévèrement touchés par la COVID-19, son PIB va se contracter de 10,2% en 2020 en raison de la résilience de son système de santé. Le Royaume-Uni étant l'un des pays les plus sévèrement touchés par la COVID-19, son PIB va se contracter de 10,2% en 2020 en raison de la résilience de son système de santé. Le plan

de relance ambitieux et une série d'interventions financières dans le pays devraient jouer un rôle essentiel dans l'atténuation des effets négatifs de la pandémie sur les activités économiques.

- **La croissance économique des pays en développement se ralentit et la pandémie devrait détériorer leurs perspectives de croissance**

En moyenne, les économies développées ont connu des taux de croissance économique plus faibles que les pays en développement. Néanmoins, le taux de croissance moyen des pays en développement est également en déclin et a décéléré, passant de 4,5% en 2018 à 3,7% en 2019. Le FMI prévoit que le PIB des économies en développement diminuera en moyenne de 3% en 2020 en raison de la pandémie, des confinements et des mesures d'endiguement. Il est également prévu que les activités économiques des économies en développement s'accroissent et que le taux de croissance moyen atteigne 5,9% en 2021 (graphique 1.7). Les projections du FMI révèlent que les économies en développement connaîtront une contraction limitée en 2020 et se redresseront plus rapidement en 2021 par rapport aux pays développés.

**Graphique 1.7:** Croissance du PIB réel dans les pays développés (en pourcentage)



Source: FMI, Perspectives économiques mondiales mises à jour, juin 2020.

Remarques: Les chiffres pour 2020 et 2021 sont des prévisions (En développement: N = 155)

Dans toutes les régions en développement, les taux de croissance moyens ont baissé en 2019 par rapport à leurs performances de 2018. L'Asie en développement reste la région la plus dynamique au monde sur le plan économique, dont la croissance en termes réels devrait s'établir autour de 5,5% en 2019 (graphique 1.7). Les projections du FMI montrent que le taux de croissance sera de -0,8% en 2020 en raison de la pandémie et d'autres risques géopolitiques. Néanmoins, la contraction en 2020 sera suivie d'une rapide reprise économique où le taux de croissance devrait être de 7,4% en 2021. En Chine, moteur de la croissance de la région, le taux de croissance économique réel devrait être de 1,0% en 2020 et le rythme de la reprise devrait être de 3,8% en 2021. Les projections soulignent que l'économie chinoise restera robuste malgré les tensions commerciales croissantes avec les États-Unis. Toutefois, l'économie chinoise présente des risques d'origine interne, tels que le niveau d'endettement élevé des entreprises d'État et des



gouvernements locaux. La probabilité d'une seconde vague de la pandémie dans le pays en l'absence d'un vaccin pour la COVID-19 a également le potentiel de réduire les projections de croissance en Chine en 2020 et 2021. Avec une croissance de 6,1% du PIB réel en 2018, l'Inde continue de figurer parmi les économies à la croissance la plus rapide, principalement grâce à l'industrie manufacturière et à l'agriculture. Néanmoins, le ralentissement mondial en 2019 a également touché l'économie indienne et le taux de croissance a été mesuré à 4,2% en 2019. L'économie devrait se contracter de 4,5 % en 2020. On s'attend à ce que l'Inde retrouve son rythme de croissance rapide en 2021, où le taux de croissance devrait être de 6% en 2021.

Le taux de croissance économique de l'Europe en développement est passé de 3,2% en 2018 à 2,1% en 2019. Les projections montrent qu'une contraction de 5,8% est prévue dans la région en 2020 en raison de la pandémie et des préoccupations des économies européennes. Un ralentissement significatif des économies de l'UE, qui est le principal partenaire commercial de la région de l'Europe en développement en raison de sa proximité géographique, a gravement affecté les capacités commerciales et de production de la région. Une reprise est attendue dans la région en 2021, où le FMI prévoit un taux de croissance de 4,3%. La Turquie, qui est l'une des plus grandes économies de la région, a connu une croissance de 0,9% en 2019, mais elle devrait se contracter de 5% en 2020. La dépréciation de sa monnaie nationale, le déficit structurel des comptes courants et le niveau élevé de la dette libellée en devises étrangères détenue par le secteur privé sont quelques-uns des facteurs de risque dans l'économie, notamment en termes de déséquilibres financiers extérieurs. La croissance du PIB réel de la Turquie devrait être de 5% en 2021 grâce à la dynamique attendue du commerce international et à la reprise complète des activités touristiques au lendemain de la pandémie.

Parmi les régions en développement, l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) a enregistré la plus faible croissance économique en 2019, qui est passée de 1,1% en 2018 à 0,1% en 2019. La pandémie a commencé à toucher un nombre croissant de grandes économies de la région, ce qui devrait entraîner un taux de croissance de -9,4 % en 2020. Si cette projection se réalise, l'ALC sera la région en développement la plus sévèrement touchée au monde en termes de taux de croissance économique moyen. Les tensions politiques actuelles dans certains pays de la région, les mesures dysfonctionnelles et inefficaces pour lutter contre la COVID-19, et les mesures inadéquates pour normaliser les économies de la région peuvent être énumérées parmi les principales raisons qui se cachent derrière ce tableau (FMI, 2020a).

La croissance économique dans la région du Moyen-Orient et de l'Asie centrale s'est ralentie, passant de 1,8% à 1,0% en 2019. La projection sur le taux de croissance économique de la région faite par le FMI était de 3,2% pour l'année 2020 avant la pandémie. Néanmoins, la pandémie a modifié toutes les projections et a commencé à toucher les pays de la région. Les projections les plus récentes du FMI montrent qu'une contraction de 4,7% est prévue en 2020 dans la région, qui sera suivie d'une expansion de 3,3% en 2021 (graphique 1.7). L'Arabie saoudite, la plus grande économie de la région, a connu une croissance de 0,3% en 2019. Le ralentissement économique dû à la pandémie et la baisse des prix mondiaux du pétrole devraient entraîner une contraction de 6,8% de l'économie en 2020. À la suite de la pandémie, la croissance économique devrait atteindre 3,1% en 2021. La croissance du PIB réel en Iran a été mesurée à -7,6% en 2019 et il est

prévu d'enregistrer une nouvelle contraction de 6% en 2020. Le pays devrait enregistrer un taux de croissance de 3,1% en 2021.

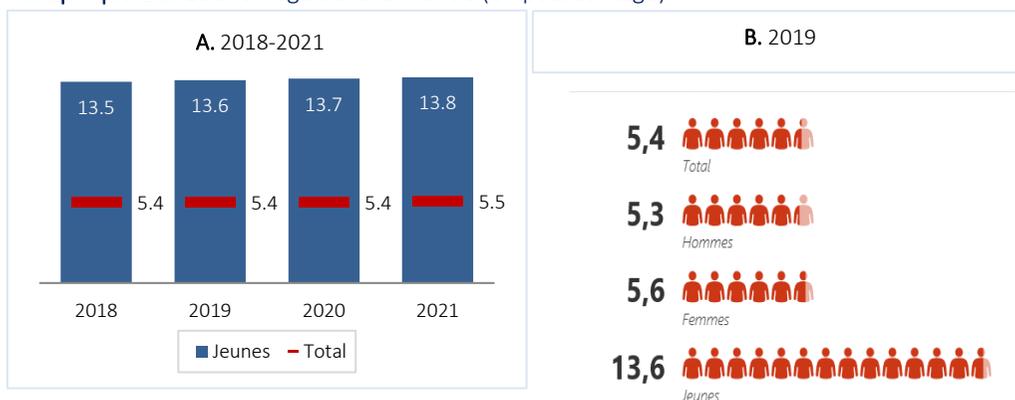
En 2018 et 2019, les économies d'Afrique subsaharienne ont connu une croissance moyenne de 3,2% et 3,1%, respectivement. La pandémie devrait éloigner ces pays de leur trajectoire de croissance et entraîner une contraction de 3,2% en 2020. Un ralentissement de la croissance économique mondiale constitue des risques pour l'Afrique subsaharienne, en particulier dans le domaine des investissements directs étrangers et du commerce international en raison de la baisse des prix de l'exportation des produits de base. En tant que région qui accueille plusieurs pays les moins avancés, une contraction économique entraîne également des risques associés sur l'augmentation de la pauvreté et des inégalités. La production de la région connaîtra une augmentation en 2021 et le taux de croissance devrait être d'environ 3,4%.

#### ■ La pandémie devrait avoir un effet dévastateur sur le marché du travail

Les nouvelles données fournies par l'Organisation internationale du travail (OIT) pour 2019 indiquent que le taux de chômage dans le monde est resté à 5,4% en 2018 (graphique 1.8). Cependant, on estime que le nombre de chômeurs dans le monde passera de 185,8 millions en 2018 à 187,7 millions en 2019 (OIT, 2020a). Les projections de l'OIT avant le déclenchement de la pandémie de la COVID-19 indiquaient que le nombre de chômeurs continuera à augmenter en 2020 et qu'il devrait atteindre 190,3 millions en raison de l'augmentation de la population active.

Néanmoins, la pandémie a commencé à affecter les perspectives d'emploi. Les mesures d'endiguement, les confinements et le ralentissement de la croissance du PIB mondial devraient tous avoir des effets négatifs sur les résultats du marché du travail, tant dans les pays développés que dans les pays en développement (OIT, 2020b). Le recours au télétravail avec le début de la pandémie a également limité le nombre de nouvelles offres d'emploi dans certains secteurs. Les incertitudes et les risques liés à la pandémie ont réduit les nouveaux investissements à réaliser par les investisseurs nationaux et étrangers. En conséquence, l'OIT prévoit une augmentation significative du chômage et du sous-emploi à la suite de la pandémie la COVID-19.

**Graphique 1.8:** Le chômage dans le monde (en pourcentage)



Source: Estimations modélisées de l'OIT.



Sur la base de différents scénarios, les estimations de l'OIT indiquent une augmentation du chômage mondial comprise entre 5,3 millions (scénario « faible ») et 24,7 millions (scénario « élevé ») par rapport à un niveau de base de 187,7 millions en 2019. Le scénario « moyen » suggère une augmentation de 13 millions de chômeurs. Il est prévu que plus de la moitié de ces personnes (environ 7,4 millions) se trouvent dans les pays développés. Selon McKibbin et Fernando (2020), tous les pays souffriront de la pandémie en termes d'impacts sur les marchés du travail. Bien que les estimations restent très incertaines en raison de la pandémie en cours et du changement des hypothèses, diverses projections indiquent une hausse substantielle du chômage mondial. Il est également évident que dans les pays en développement, il est plus difficile de faire des estimations précises lorsque les informalités sur le marché du travail sont plus fréquentes que dans les économies développées (OIT, 2020a). Par conséquent, il est probable que la pandémie frappera davantage la population active des pays en développement où le problème du chômage structurel persiste, où les taux d'informalité sont relativement élevés et où les filets de sécurité sociale sont inadéquats (Banque mondiale, 2020 ; SESRIC, 2020).

La sous-utilisation de la main-d'œuvre est plus de deux fois plus élevée que le chômage, touchant plus de 470 millions de personnes dans le monde en 2019 (OIT, 2020a). Un taux plus élevé de sous-utilisation de la main-d'œuvre s'accompagne d'une diminution des revenus du travail, d'une aggravation des inégalités de revenus dans les sociétés et d'une augmentation des taux de pauvreté, en particulier dans les pays en développement.

Parmi les jeunes âgés de 15 à 24 ans, on estime que 429 millions (36%) avaient un emploi en 2019, et 509 millions (42%) suivaient des études ou une formation sans avoir un emploi en même temps (OIT, 2020a). Le manque de possibilités d'emploi pour les jeunes reste un autre défi mondial majeur. En 2019, le taux mondial du chômage des jeunes était de 13,6%, soit 2,5 fois plus élevé que le taux de chômage total (graphique 1.8). Ce ratio devrait augmenter en 2020 et 2021. En particulier, la pandémie aggravera encore la situation des jeunes sur le marché du travail en réduisant les nouvelles possibilités d'emploi qui leur sont offertes (SESRIC, 2020).

**Graphique 1.9:** Chômage selon le sexe (2019, pourcentage)



Source: Estimations modélisées de l'OIT.

Selon les estimations modélisées de l'OIT, le taux de chômage mondial des femmes en 2019 - à 5,6% - est de 0,3 point de pourcentage plus élevé que le taux des hommes. De plus, le taux de participation des femmes au marché mondial du travail - à 48,5 % en 2019 - représente 27 points de pourcentage inférieur au taux enregistré pour leurs homologues masculins. Comme pour les jeunes, la population féminine sera plus touchée sur le marché du travail en raison du ralentissement provoqué par la pandémie. Dans ce contexte, le taux de chômage des femmes devrait augmenter en 2020 et 2021 (SESRIC, 2020 ; OIT, 2020b).

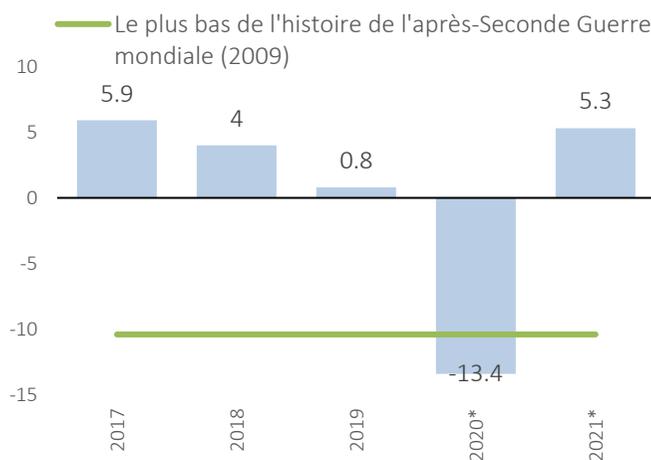
Les différences entre les taux de chômage des femmes et des hommes dans les régions développées comme l'Amérique du Nord sont relativement faibles. Cependant, dans les régions en développement telles que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, les taux de chômage des femmes sont plus de deux fois supérieurs à ceux des hommes, en raison de certaines normes sociales et de facteurs spécifiques à chaque pays (SESRIC, 2018). Il ressort clairement du graphique 1.9 que pour les femmes, il est plus difficile d'obtenir un emploi dans de nombreuses régions en développement dans le monde.

#### ▪ Le commerce international est sur le point de s'effondrer en raison de la propagation du coronavirus

La croissance du volume du commerce mondial des exportations et des importations de biens et de services est passée de 5,9% en 2017 à 4% en 2018 (graphique 1.10). La tendance négative de la croissance du commerce s'est poursuivie en 2019 et le taux de croissance a été mesuré à 0,8%. En particulier, le ralentissement de l'économie mondiale, les discussions sur le Brexit en Europe et la tension commerciale entre les États-Unis et la Chine ont été parmi les principales raisons à l'origine de cette situation en 2019 (OMC, 2020a). La croissance du commerce mondial devrait se contracter de 13,4% en 2020 en raison de la propagation du coronavirus. Les volumes

d'exportation et d'importation devraient diminuer, comme les mesures d'endiguement ont une incidence négative sur l'offre et la demande. Le transport international et les chaînes de valeur mondiales ont également été remarquablement perturbés pendant les fermetures des économies. La croissance commerciale négative prévue (-13,4 %) en 2020 devrait dépasser le taux de croissance négatif le plus élevé (-10,4%) enregistré après la Seconde Guerre

Graphique 1.10: Croissance du commerce dans le monde (%)



Source: Banque mondiale

Note: Les valeurs de 2020 et 2021 sont des prévisions. Le commerce est la moyenne des volumes d'importation et d'exportation.



mondiale. Cela indique que la pandémie de la COVID-19 est une crise comme aucune autre, y compris en termes de commerce international. En 2021, un taux de croissance de 5,3% est prévu avec l'ouverture progressive des économies et le rétablissement de la confiance dans le système commercial mondial.

Le volume des exportations de marchandises a augmenté de 9,9% dans le monde en 2018. La croissance la plus rapide a été observée au Moyen-Orient (17,7 %) et suivie par les régions d'Afrique (14,2%) (tableau 1.1). En 2019, le taux de croissance mondial du volume des exportations de marchandises est tombé à -2,9 %, le plus fort ralentissement ayant été observé dans la région du Moyen-Orient (-12,5%). En termes de volume d'importation de marchandises, la variation globale a été de 10,4% en 2018, ce qui dépasse le taux de croissance moyen (2,5%) enregistré au cours de la période 2010-2019 (tableau 1.1). Les disparités régionales existent dans les importations comme dans les exportations. La plus forte croissance du volume des importations de marchandises a été enregistrée dans la région Asie (13,2%) en 2018. Contrairement à 2018, un taux de croissance négatif (-2,8%) a été observé en 2019 dans l'économie mondiale en termes de volume d'importation de marchandises. La croissance négative était présente dans toutes les régions du monde. La plus forte contraction (-5,5%) a été observée en Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans la région des Caraïbes au cours de la même année.

Le volume des exportations de services commerciaux a augmenté de 9,1% dans le monde en 2018. La croissance la plus rapide a été enregistrée en Asie (12,1%) et suivie par les régions d'Afrique (10,8%). D'autres régions du monde ont également connu une croissance du volume des exportations de services commerciaux en 2018. En 2019, le taux de croissance mondial du volume des exportations de services commerciaux a été mesuré à 2%, toutes les régions ayant connu des taux de croissance modestes. En termes de volume d'importation de services commerciaux, la variation globale a été mesurée à 7,6% en 2018, ce qui dépasse le taux de croissance moyen (4,7%) enregistré au cours de la période 2010-2019 (tableau 1.1).

La région la plus performante a été l'Afrique, où le volume des importations a augmenté de 13,7% en 2018. L'économie mondiale a connu un ralentissement en 2019, et le volume des importations de services commerciaux n'a donc augmenté que de 2,2%. En 2019, des taux de croissance positifs ont été enregistrés dans trois régions du monde (Amérique du Nord, Europe et Afrique). D'autres régions, à savoir l'Amérique du Sud et centrale et les Caraïbes (-4,1%), le Moyen-Orient (-1,9%) et l'Asie (-1,2%) ont connu une contraction de leur volume d'importation de services commerciaux en 2019.

L'OMC prévoit que 2020 sera une année où le commerce mondial sera durement touché par la pandémie (OMC, 2020a). Les mesures prises par les pays pour ralentir la propagation de la pandémie, l'incertitude quant à l'avenir proche de la pandémie, la baisse de confiance dans le multilatéralisme et la tension permanente entre les États-Unis et la Chine, notamment sur les questions commerciales, devraient affecter les performances du système commercial mondial. Les risques liés au commerce sont devenus assez particulièrement importants ces dernières années, avant que la pandémie ne commence à avoir des effets néfastes sur l'économie mondiale. Les taux de croissance du PIB réel mondial pourraient être à risque de ralentir

**Tableau 1.1:** Variation en pourcentage du commerce mondial des marchandises et du commerce des services commerciaux par régions sélectionnées, 2010-2019

Exportations			Importations		
2010-19	2018	2019	2010-19	2018	2019
Marchandises					
<b>2.3</b>	<b>9.9</b>	<b>-2.9</b>	<b>2.5</b>	<b>10.4</b>	<b>-2.8</b>
3.0	8.0	-0.5	3.0	8.4	-1.7
0.0	8.4	-6.4	0.5	11.6	-5.5
2.3	9.6	-3.0	1.9	9.8	-3.2
-1.3	14.2	-4.5	1.9	11.7	-1.2
0.7	17.7	-12.5	2.4	1.5	-0.2
3.2	8.5	-1.5	3.3	13.2	-3.7
Services commerciaux					
<b>5.0</b>	<b>9.1</b>	<b>2.0</b>	<b>4.7</b>	<b>7.6</b>	<b>2.2</b>
4.6	3.9	1.6	3.4	3.0	3.4
3.9	3.3	0.3	2.5	1.1	-4.1
4.8	9.9	1.6	4.8	8.2	5.0
2.8	10.8	2.6	2.4	13.7	3.0
...	6.6	3.8	...	6.3	-1.9
...	12.1	2.8	...	9.2	-1.2

Source: OMC (2020a)

davantage si le protectionnisme commercial augmente entre les États-Unis et leurs principaux partenaires commerciaux. La Banque mondiale (2020) met en garde sur le fait que les politiques commerciales protectionnistes peuvent affecter les économies en développement plus sévèrement que les pays développés, faisant comprendre que des réformes politiques et institutionnelles favorables à l'augmentation des investissements sont plus que jamais nécessaires. Dans ce contexte, l'évolution vers le protectionnisme et l'adoption de mesures plus restrictives pour le commerce ne devrait pas être la réponse des pays pour réduire les impacts de la pandémie dans leurs économies respectives. Le renforcement du multilatéralisme et la garantie d'une plus grande coopération internationale et régionale aideraient les pays à rétablir la confiance et à s'associer à des gains plus importants du commerce international, tant pour les pays exportateurs que pour les pays importateurs.

#### ▪ L'augmentation des investissements nationaux est suivie par une forte baisse des IDE

Le graphique 1.11 indique qu'il y a eu une légère accélération des investissements mondiaux depuis 2017. Parmi les pays développés et les pays en développement, la légère reprise de l'investissement dans le PIB a continué, atteignant 22,0 % en 2019 pour les pays développés, et 32,7% pour les pays en développement. Les projections pour 2020 et 2021 indiquent que l'investissement continuera à fournir une stimulation de la croissance économique dans le monde.

Les niveaux d'investissement varient entre les différentes régions en 2019. Par exemple, la part de l'investissement dans le PIB a atteint 39,5% dans la région de l'Asie en développement. Toutefois, dans les régions ASS et ALC, il est resté à des niveaux relativement plus faibles, soit 21,2% et 19,4

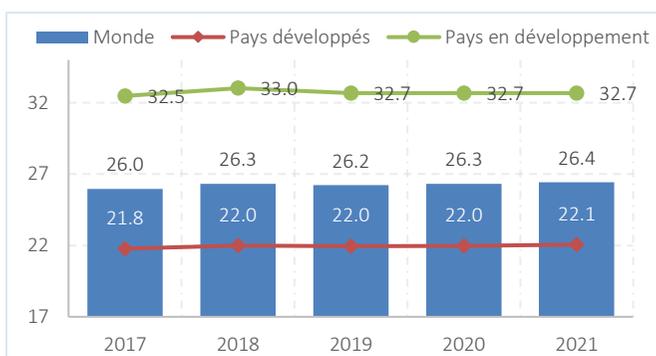


%, respectivement. La pandémie de la COVID-19 devrait avoir une incidence négative sur la part des investissements dans le PIB en 2020 par rapport aux projections précédentes en raison de l'incertitude accrue dans le monde entier. Les investisseurs préfèrent attendre plutôt que de réaliser des investissements en période de forte incertitude. Les investissements publics pourraient également connaître un déclin en raison de l'augmentation des dépenses publiques dans le secteur de la santé, de la réduction des recettes fiscales et de l'attribution de sources supplémentaires pour les filets de sécurité sociale (SESRIC, 2020).

L'investissement direct étranger (IDE) reste une source fiable importante pour les économies des pays développés et en développement. En particulier, pour un certain nombre de pays en développement, il s'agit de la plus grande source de financement externe (CNUCED, 2020a). Comme le montre le graphique 1.12, les entrées d'IDE dans le monde ont considérablement diminué entre 2015 et 2019. Les flux mondiaux d'IDE ont particulièrement diminué de 12% en 2018, passant de 1,7 billion de dollars en 2017 à 1,49 billion de dollars. En 2019, ils ont encore augmenté et ont atteint 1,5 billion de dollars. Les flux d'IDE vers les pays développés ont augmenté de 5% pour atteindre 800 milliards de dollars. Les flux d'IDE vers les pays en développement ont diminué de 2% et se sont élevés à 685 milliards de dollars en 2019. En raison de l'augmentation des IDE dans les pays développés, la part des économies développées dans les IDE mondiaux est passée de 51% en 2018 à 52% en 2019.

Les IDE en Asie ont diminué, passant de 498,6 milliards de dollars en 2018 à 473,9 milliards de dollars des États Unis. Cependant, l'Asie reste le plus grand bénéficiaire d'IDE dans le monde

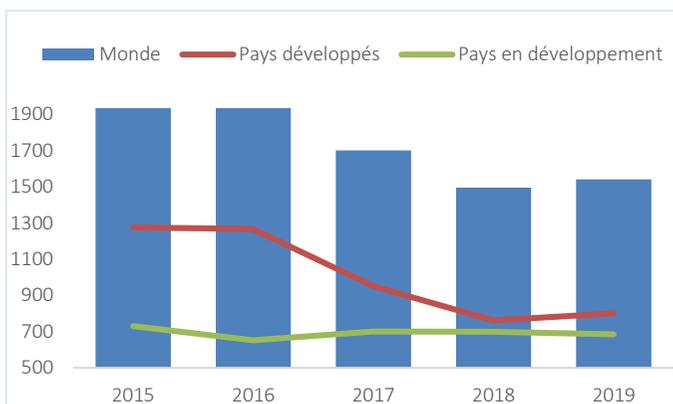
**Graphique 1.11:** Part des investissements dans le PIB (%)



Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales oct. 2019.

Remarques: Les chiffres pour 2019, 2020 et 2021 sont des projections. Les projections n'incluent pas l'impact de COVID-19.

**Graphique 1.12:** Entrées d'IDE dans le monde (milliards de \$)



Source: CNUCED (2013a).

(473,9 milliards de dollars) en 2019, contrairement à l'Afrique où les flux d'IDE ne s'élèvent qu'à 45,4 milliards de dollars en 2019. L'Afrique reste en dessous de son potentiel étant donné sa population jeune et dynamique avec des ressources naturelles abondantes.

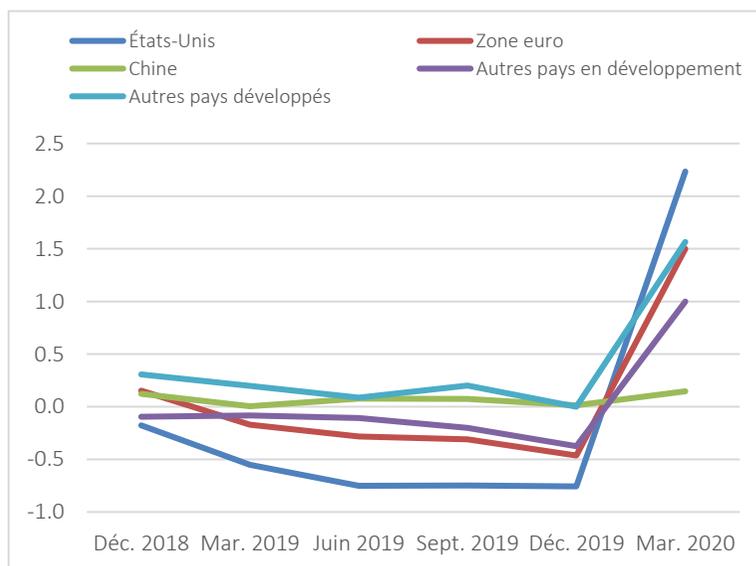
La CNUCED (2020a) a évalué l'impact potentiel de la COVID-19 sur les IDE. L'étude estime que les flux mondiaux d'IDE devraient diminuer jusqu'à 40% en 2020, par rapport à leur valeur de 1500 milliards de dollars en 2019. Cela porterait l'IDE en dessous de 1000 milliards de dollars des États Unis pour la première fois depuis 2005. La tendance négative des IDE dans le monde sera principalement due à la perturbation des chaînes de valeur mondiales, au protectionnisme croissant et à l'évolution industrielle vers la durabilité. Ce processus de changement entraînera d'énormes défis, en particulier pour les pays en développement, car leurs stratégies de développement et d'industrialisation dépendent fortement de l'attraction des IDE et d'une participation accrue aux chaînes de valeur mondiales. Par exemple, en raison de la COVID-19, les flux d'IDE vers l'Afrique devraient diminuer de 25 à 40% en 2020 (CNUCED, 2020a). La réduction des flux d'IDE peut également contraindre certains pays en développement à rechercher d'autres sources de financement extérieur.

#### ▪ Les conditions de financement sont serrées au niveau mondial

Les conditions financières sont cruciales pour l'activité économique parce qu'elles déterminent souvent les plans de dépenses, d'épargne et d'investissement. Durant la période de décembre 2018 à décembre 2019, les conditions financières mondiales ont été relativement stables en ce qui concerne les activités économiques mondiales. Néanmoins, la pandémie a changé la donne de manière inattendue au début de l'année 2020. Les mesures de confinement et l'arrêt soudain des activités économiques ont non seulement affecté les perspectives économiques, mais ont également changé de façon spectaculaire les attentes et ont alimenté

l'incertitude. En particulier, la forme et la durée de la future reprise restent très incertaines. Toutefois, à mesure que la COVID-19 se répandait dans le monde, les prix des actifs risqués et des matières premières ont commencé à chuter à une vitesse sans précédent, tandis que les prix

**Graphique 1.13:** Indices des conditions financières mondiales (Écarts types par rapport à la moyenne)



Source: Rapport du FMI sur la stabilité financière mondiale, avril 2020



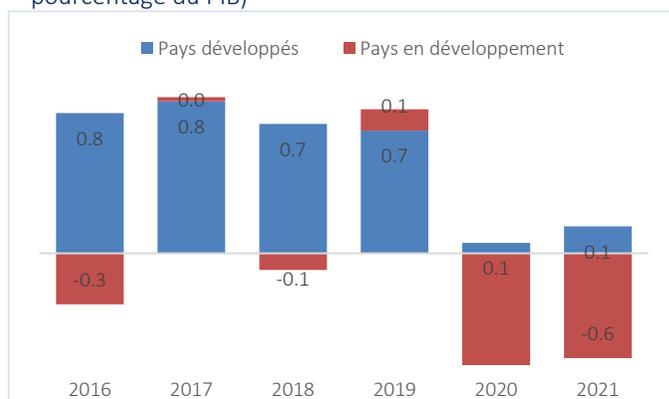
des actifs refuges, comme l'or et les bons du Trésor américain, ont augmenté, les investisseurs recherchant la stabilité plutôt que la rentabilité pendant les crises (FMI, 2020b)

Les conditions financières mondiales, qui s'étaient progressivement assouplies au cours de l'année 2019 et au début de l'année 2020, se sont fortement resserrées en mars 2020 (graphique 1.13). Le resserrement des conditions touche tant les pays développés que les pays en développement. La chute des cours des actions et l'élargissement des écarts de taux des entreprises n'ont été que marginalement compensés par la baisse des taux d'intérêt. Néanmoins, il n'est pas facile de rétablir la confiance des investisseurs alors que la deuxième vague de la pandémie est prononcée. Le FMI (2020b) affirme que le changement inattendu des perspectives économiques et l'aggravation des attentes dues à la pandémie en 2020 entraînent une augmentation significative des risques de baisse de la croissance et de la stabilité financière. Une détérioration aussi remarquable des principaux indicateurs financiers et économiques fait de la crise pandémique le choc le plus grave de la proche histoire de l'économie mondiale. Les pays en développement, notamment les moins avancés, auront des difficultés à accéder aux sources financières extérieures alors qu'ils en ont le plus besoin en raison des incertitudes et de la détérioration des perspectives financières.

- **La pandémie a accru la fragilité des comptes courants dans certains pays et régions en développement**

Les balances des comptes courants sont restées stables dans les pays développés en 2018 et 2019, se maintenant à 0,7% du PIB. Les pays en développement ont connu une amélioration : un déficit de 0,1% en 2018 s'est transformé en un excédent de 0,1% en 2019. Néanmoins, les perspectives pour 2020 et 2021 ont considérablement changé en raison de la pandémie. On s'attend à ce que les pays développés connaissent une baisse de leur excédent des comptes courants, en moyenne, qui devrait passer de 0,7% en 2019 à 0,1% en 2020. Les pays en

**Graphique 1.14:** Balance des comptes courants (en pourcentage du PIB)



Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales avril 2020.

Remarques: Les chiffres pour 2020 et 2021 sont des prévisions (Développés: N = 39; Pays en développement: N = 155)

développement devraient voir leur déficit des comptes courants augmenter de 0,9% en 2020. Le ralentissement des activités économiques, les perturbations dans les chaînes de valeur mondiales, l'arrêt soudain des activités touristiques et la réduction de la demande dans les pays développés devraient entraîner les déficits des comptes courants des pays en développement en 2020 et 2021 (graphique 1.14).

Comme la pandémie a entraîné un ralentissement des activités économiques et une réduction de la demande mondiale de pétrole, la tendance négative observée dans les prix du pétrole a commencé à toucher en particulier les balances des comptes courants des pays exportateurs de pétrole. De même, les balances des comptes courants devraient se détériorer dans les grandes économies émergentes comme la Chine et l'Inde en raison des perturbations dans les chaînes de valeur mondiales. La tension entre les relations commerciales entre les États-Unis et la Chine est également un autre facteur de risque qui pourrait affecter l'économie mondiale et la balance des comptes courants en 2020.

**Tableau 1.2:** Balance des comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2017	2018	2019	2020	2021
Pays en développement d'Asie	0.9	-0.1	0.6	0.1	0.5
Pays en développement d'Europe	-0.4	1.7	1.4	-0.4	-0.5
Amérique latine et les Caraïbes	-1.6	-2.4	-1.7	-1.5	-1.6
Moyen-Orient et Asie centrale	-0.7	2.5	0.4	-5.7	-4.6
Afrique subsaharienne	-2.2	-2.5	-4.0	-4.7	-4.2

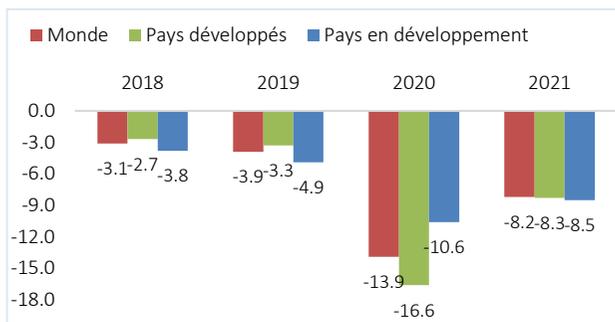
Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales avril 2020. Remarques : Les valeurs de 2020 et 2021 sont des prévisions. (Pays en développement d'Asie: N = 30; Pays en développement d'Europe: N = 16; Amérique latine et Caraïbes: N = 33; Moyen-Orient et Asie centrale: N = 31; Afrique subsaharienne: N=45.

Les États-Unis continuent à avoir un déficit commercial qui a entraîné un déficit des comptes courants de 2,3% en 2019. On s'attend à ce qu'en 2020, ce déficit atteigne 2,6 % (en pourcentage du PIB). L'Allemagne et le Japon ont dégagé d'importants excédents commerciaux qui leur ont permis d'afficher un excédent des comptes courants de 7,1% et 3,6% respectivement en 2019. Les deux pays seront touchés par le ralentissement provoqué par la pandémie en 2020. En conséquence, leurs excédents devraient s'élever à environ 6,6% et 1,7%, respectivement. Les soldes des comptes courants se sont légèrement détériorés dans les régions en développement d'Europe, du Moyen-Orient et d'Asie centrale, ainsi qu'en ASS en 2019. Les déficits des comptes courants devraient se creuser dans la région de l'Afrique subsaharienne en 2020 (tableau 1.2). Les régions en développement d'Europe et du Moyen-Orient et d'Asie centrale devraient générer des déficits plutôt que des excédents en 2020 en raison du ralentissement économique, de la réduction des potentiels commerciaux et de la baisse des prix du pétrole.

#### ▪ Les soldes budgétaires devraient se détériorer

Comme l'illustre le graphique 1.15, le solde budgétaire mondial se détériore depuis 2018, passant de -3,1% à -3,9% en 2019. En 2020, le solde budgétaire mondial moyen devrait continuer à se détériorer et devrait atteindre -13,9%. Une lente reprise mondiale devrait le ramener à -8,2 % en 2021. Le ralentissement économique et la réduction significative de la demande dans la grande majorité des pays développés et en développement ont commencé à réduire remarquablement les recettes publiques en 2020. Les dépenses supplémentaires des gouvernements pour les mesures d'endiguement de la COVID-19 et les mesures de relance financière visant à atténuer



**Graphique 1.15:** Solde budgétaire des administrations publiques (en pourcentage du PIB)


Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales Juin 2020. Remarques: Les chiffres pour 2020 et 2021 sont des prévisions (Développés: N = 39; Pays en développement: N = 155).

**Tableau 1.3:** Résumé des mesures fiscales en réponse à la pandémie de COVID-19 (en pourcentage du PIB) par régions et pays sélectionnés, 2020

	Dépenses supplémentaires et recettes perdues	Prêts, participations et garanties
Indonésie	2.4	1.1
Turquie	0.2	9.1
Arabie saoudite	2.3	0.9
France	2.7	16.2
Corée	3.1	9.7
Espagne	3.4	10.6
Italie	3.5	34.0
Chine	4.1	0.5
Royaume-Uni	6.2	16.9
Brésil	6.5	5.4
Allemagne	9.4	31.5
Japon	11.3	24.0
États-Unis	12.3	2.6
Pays en développement	3.1	2.0
Pays développés	8.9	10.9

Source: FMI, Base de données du Moniteur des finances publiques sur les mesures fiscales des pays en réponse à la pandémie de COVID-19 (juin 2020)

les effets de la pandémie ont entraîné une augmentation du déficit budgétaire des gouvernements du monde entier (FMI, 2020c).

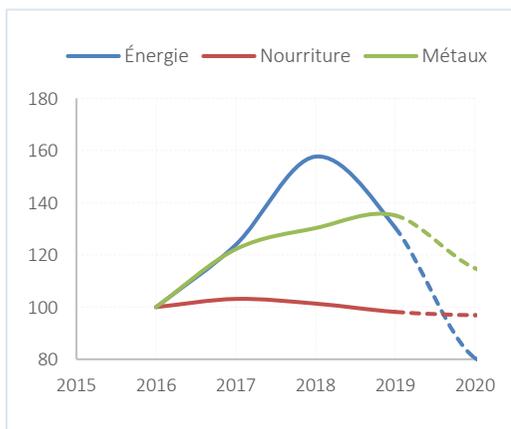
Dans les pays développés, le déficit budgétaire moyen est passé de 2,7% en 2018 à 3,3% en 2019. Il devrait passer à 16,6% en 2020 avant de revenir à 8,3 % en 2021. Dans les pays en développement, le déficit a également augmenté en 2018 et 2019. Avec le début de la pandémie en 2020, on prévoit que le déficit représentera une part de 10,6% du PIB dans les pays en développement. En 2021, cette part devrait tomber à 8,5%.

Parmi les pays développés, les États-Unis sont confrontés à un important déficit budgétaire qui a atteint 6,3% en 2019 et qui devrait augmenter jusqu'à 23,8% du PIB en 2020. Au sein du groupe des pays en développement, en Chine, le déficit augmentera de 5,8 points de pourcentage et atteindra 12,1% en 2020, selon les projections du FMI. Des pays comme le Brésil, la Turquie et l'Arabie saoudite verront tous leur solde budgétaire se détériorer de manière significative. Comme le résume le tableau 1.3, l'augmentation des déficits est principalement due à des dépenses supplémentaires et à

des pertes de recettes, ainsi qu'à des prêts, des fonds propres et des garanties. Dans les pays développés, les dépenses supplémentaires et les recettes perdues représentent une part de 8,9% du PIB, alors que cette part est de 3,1% du PIB dans les pays en développement. Les dépenses en prêts, fonds propres et garanties visant à atténuer les effets de COVID-19 devraient représenter 10,9% du PIB dans les pays développés, tandis que dans les pays en développement, cette part devrait se situer autour de 2% en 2020.

Le graphique 1.16 montre que l'indice des prix de l'énergie a régressé de 158 en 2018 à 130 en 2019. Il diminuera encore pour atteindre 80, principalement en raison de la réduction de la demande mondiale d'énergie. Cela posera des problèmes financiers supplémentaires à de nombreuses économies exportatrices de pétrole. En raison du ralentissement de la demande mondiale, la période de 2018 à 2019 a également connu une légère baisse de l'indice des prix alimentaires. En 2020, l'indice des prix alimentaires est estimé à 97, ce qui est inférieur à la valeur de 100 de l'année de référence (2016). L'indice des prix des métaux a légèrement augmenté, passant de 130 en 2018 à 135 en 2019. Le ralentissement de l'économie mondiale devrait ramener la valeur de l'indice à 115 d'ici la fin de 2020. Le taux d'inflation mondial en 2018 était d'environ 3,6% et est resté au même niveau en 2019. En 2020, une légère baisse des prix des matières premières, en particulier des prix de l'énergie, devrait faire baisser l'inflation mondiale en 2020 (graphique 1.17). En 2020, tant les pays développés que les pays en développement devraient connaître une baisse de l'inflation, principalement due au refroidissement des économies. En 2021, les taux d'inflation dans les pays développés devraient augmenter grâce aux plans de relance économique et financière et à l'assouplissement des politiques monétaires. Les pays en développement devraient suivre une trajectoire d'inflation plus équilibrée en 2020 et 2021.

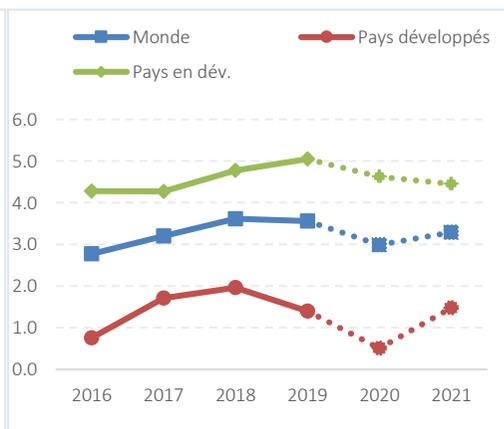
**Graphique 1.16:** Cours mondiaux des produits de base (2016 = 100)



Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales avril 2020 .

Remarques: Les lignes pointillées sont des prévisions (Monde: N = 194)

**Graphique 1.17:** Inflation (variation en pourcentage)



Source: FMI, Base de données des Perspectives économiques mondiales avril 2020 .

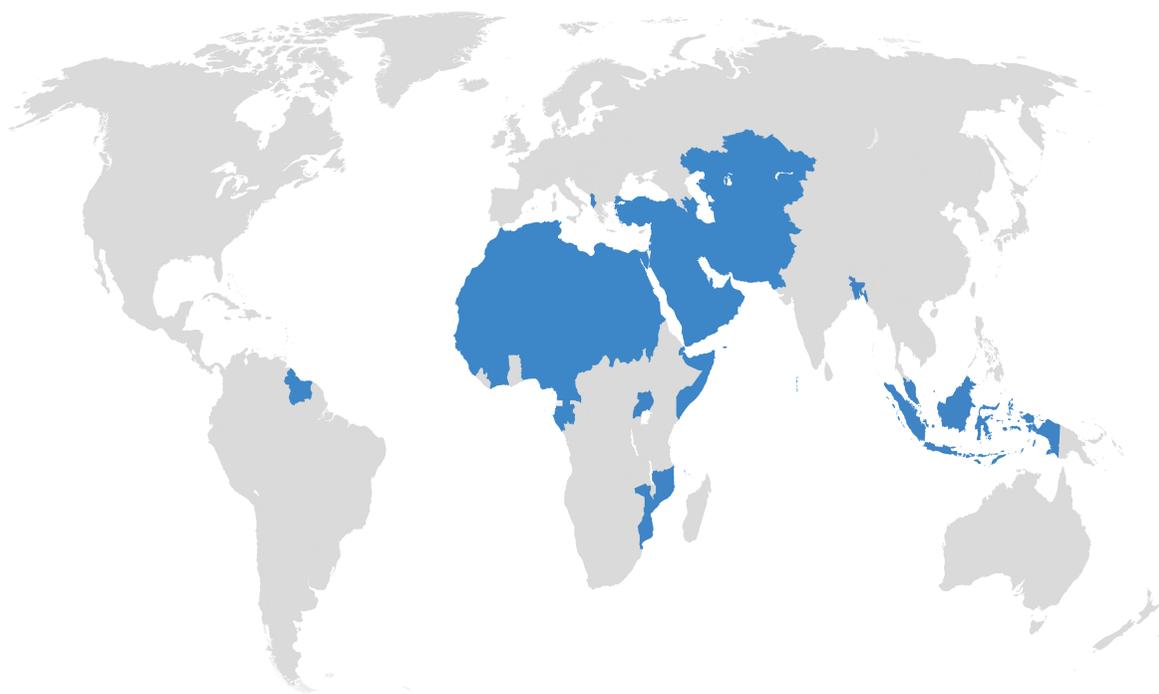
Remarques: Prix moyens à la consommation (Monde : N = 194; Pays développés: N = 39; Pays en développement: N = 155)



Pour conclure, on peut dire que l'économie mondiale a subi des tensions croissantes à mesure que la croissance économique s'est ralenti et que les tensions commerciales ont augmenté en 2019. En 2020, le début de la pandémie a apporté des incertitudes supplémentaires et importantes. La pandémie est apparue comme une crise sans précédent dans l'histoire contemporaine proche. Le risque d'une deuxième vague plus importante de la pandémie est un facteur de risque réel et crédible qui peut toucher les pays développés comme les pays en développement. Les problèmes et tensions géopolitiques actuels provoquent également la panique et alimentent les facteurs de risque, notamment pour les investisseurs en Asie. Le débat sur la manière dont le processus Brexit sera géré et les discussions sur l'avenir de l'UE font également partie des questions clés qui peuvent affecter les performances des économies de l'UE et du Royaume-Uni ainsi que de leurs principaux partenaires commerciaux.

## PARTIE II: DEVELOPPEMENTS

### ECONOMIQUES RECENTS DANS LES PAYS DE L'OCI





## CHAPITRE DEUX

# Production, croissance et emploi



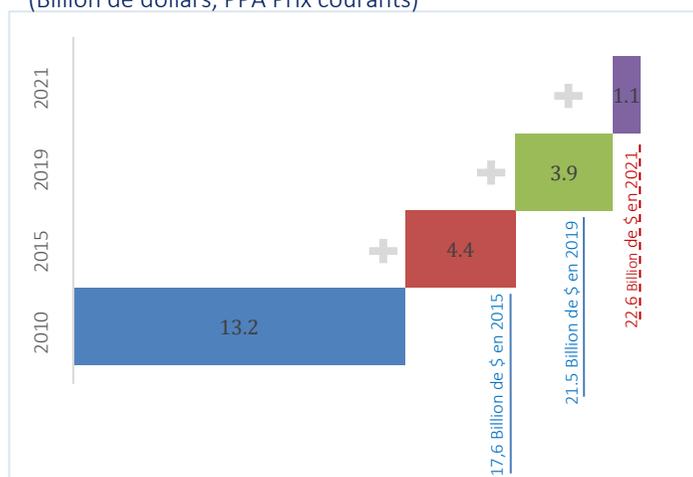
## 2.1 Production et croissance

L'économie mondiale a connu une transformation fondamentale causée par la performance économique remarquable des pays en développement au cours des dernières décennies. Bien que les taux de pauvreté diminuent dans de nombreuses régions du monde en développement, les résultats en matière de santé, d'éducation et d'emploi continuent de s'améliorer. Comme les pays en développement continuent de croître plus vite que les pays développés, leur croissance est de plus en plus marquée dans la chaîne de valeur mondiale, poussant le centre de gravité économique mondial à se déplacer vers le Sud.

Pourtant, la pandémie de COVID-19 a perturbé les activités économiques partout dans le monde. La pandémie a deux effets majeurs sur les économies : l'un est lié à l'offre de biens et de services en raison des perturbations de la chaîne de valeur aux niveaux national et international, et l'autre est lié à la demande de biens et de services en raison de la perte de revenus et des incertitudes croissantes. Cela expose les entreprises à des pertes de revenus, à une réduction des investissements et de la capacité de production, au licenciement des travailleurs et, en fin de compte, à la faillite. Les ménages et les entreprises ont tendance à dépenser moins et à épargner davantage en réponse aux incertitudes croissantes, qui font baisser la demande globale et les prix des principaux produits de base et actifs. En outre, la demande de liquidités et l'aversion croissante pour le risque provoquent des tensions majeures sur les marchés financiers, avec des effets importants sur le prix des actifs et le financement de la dette. Alors que cette partie du rapport se concentrera principalement sur les réalisations des principaux indicateurs économiques, la partie suivante accordera une plus grande attention aux impacts de la pandémie sur les économies de l'OCI.

- **Production** : La part des pays de l'OCI dans le PIB mondial est demeurée à 15,2% en 2018

**Graphique 2.1:** Produit Intérieur Brut des Pays de l'OCI  
(Billion de dollars, PPA Prix courants)



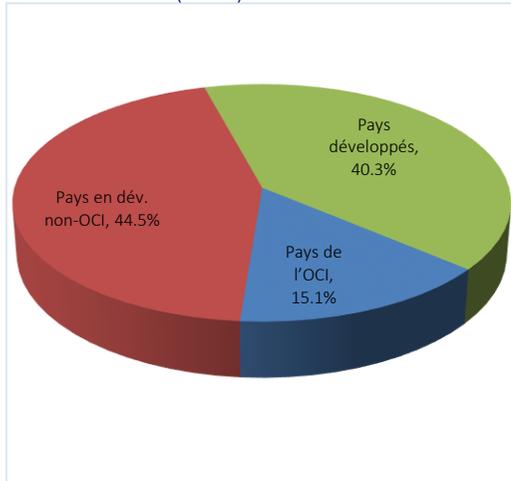
Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur le FMI, base de données des Perspectives économiques mondiales avril 2020. Couverture des données: 55 pays de l'OCI.

Au fil des années, les pays de l'OCI ont assez amélioré leurs capacités productives pour générer plus de production par des activités économiques accrues. La production totale des pays de l'OCI a augmenté de 63% au cours de la période 2010-2019 et a atteint 21,5 milliards de dollars des États-Unis - exprimés en dollars courants et basés sur la PPA - en 2019, contre 13,2 milliards en 2010 (graphique 2.1). Elle devrait augmenter de 5% supplémentaires

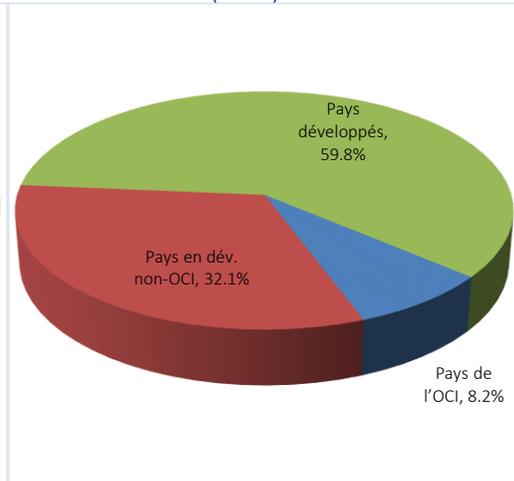


jusqu'à la fin 2021 pour atteindre 22,6 billions de dollar des États-Unis de capacités de production, malgré les effets néfastes de la pandémie de COVID-19.

**Graphique 2.2a:** Produit intérieur brut, en \$ PPA courants (2019)



**Graphique 2.2b:** Produit intérieur brut, en dollars courants (2019)



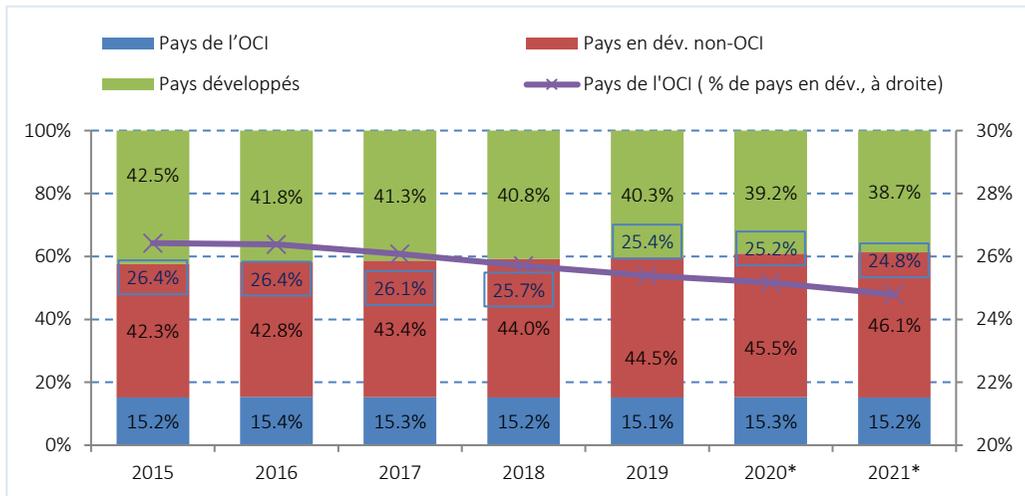
Source: Calculs effectués par le personnel du SESRIC basés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale avril 2020 et octobre 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 99 pays non-OCI, et 39 développés.

Malgré les résultats obtenus au cours des dernières décennies, les niveaux de développement économique et humain dans de nombreux pays de l'OCI sont restés sous le niveau espéré. En 2019, ayant représenté près de 24,3% de la population totale mondiale, les pays membres de l'OCI ont produit 15,1% du PIB total mondial - exprimé en dollar américain courant et fondé sur la parité du pouvoir d'achat (PPA) (graphique 2.2a). Cependant, lorsqu'elle est mesurée en prix courants, la part des pays membres de l'OCI ont représenté seulement 8,2% de la production mondiale en 2019 (graphique 2.2b).

Au cours de la période 2015-2019, le groupe des pays de l'OCI n'a pas pu augmenter sa part dans la production mondiale, qui est même tombé à son plus bas niveau pour atteindre 15,1% en 2019 (graphique 2.3). Toutefois, leur part devrait augmenter légèrement pour atteindre 15,3% en 2020, puis retomber à 15,2% en 2021, malgré les taux de croissance négatifs prévus pour les pays de l'OCI en 2020 en raison de la pandémie. Notant que la part de certains pays tels que les États-Unis et la Chine (15,1% et 19,2% respectivement en 2019 fondé sur la PPA) est supérieure à la part collective des pays de l'OCI, la contribution des pays de l'OCI en tant que groupe à la production mondiale est relativement faible. D'autre part, la part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement a diminué régulièrement et a été enregistrée à 25,4% en 2019, une baisse de (1) un point de pourcentage depuis 2015 (graphique 2.3).

La baisse de la part des pays de l'OCI dans le PIB total des pays en développement indique que les économies de l'OCI n'ont pas obtenu d'aussi bons résultats que les pays en développement non membres de l'OCI dans l'accroissement de leur production. Au cours de la même période, les pays non membres de l'OCI ont connu une augmentation plus rapide de leur production dans

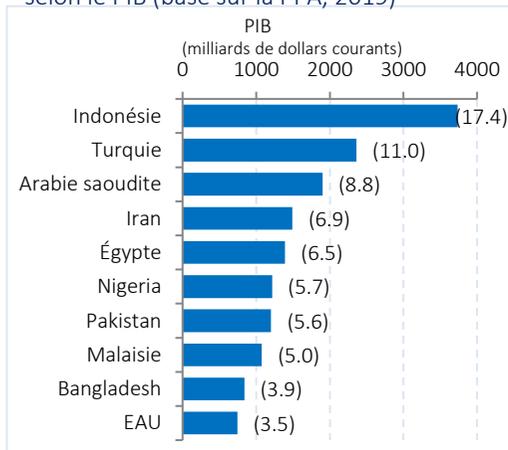
**Graphique 2.3:** Produit intérieur brut, \$ PPA courants



Source: Calculs du personnel de SESRIC, fondés sur la FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2020. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 99 pays non-OCI, et 39 développés. (\*) Prévisions.

le PIB total, atteignant 63,2 billions de dollars en 2019, un niveau qui est nettement supérieur à leur performance de 2015 qui était de 49,1 billions de dollars.

**Graphique 2.4:** Les 10 premiers pays de l'OCI selon le PIB (basé sur la PPA, 2019)



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2020. Les chiffres entre parenthèses indiquent la part du PIB du pays concerné dans le PIB global des pays de l'OCI comme groupe.

En outre, il est constaté que le PIB total des pays de l'OCI est toutefois produit par quelques pays membres. En 2019, les 10 premiers pays de l'OCI ont produit 74,2% du PIB total des pays de l'OCI (graphique 2.4). En prix courants, l'Indonésie a la part la plus élevée dans le PIB de l'OCI (17,4%), suivie par la Turquie (11,0%), l'Arabie saoudite (8,8%) et l'Iran (6,9%). La performance économique globale du groupe des pays membres de l'OCI est très dépendante de l'évolution de ces dix pays. En effet, les carburants sont la principale source de revenus à l'exportation pour 4 de ces 10 pays de l'OCI, à savoir l'Arabie saoudite, l'Iran, les Émirats Arabes Unis et le Nigeria.

- **Croissance économique :** Les taux de croissance dans les pays de l'OCI connaissent une nouvelle décélération en 2019

La baisse de la part des pays de l'OCI dans le PIB mondial peut s'expliquer par la baisse des taux de croissance économique enregistrés dans les pays de l'OCI. La croissance du PIB des pays de



**Graphique 2.5:** Taux de croissance du PIB dans les pays de l'OCI



Source: Calculs du personnel de SESRIC, fondés sur la FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2020. Couverture des données: 55 pays de l'OCI. (\*) Prévisions.

l'OCI a ralenti pour se situer à 2,4% en termes réels en 2019, contre 6% en 2010 et 4,5% en 2016 (graphique 2.5). Cependant, les taux de croissance des pays de l'OCI, en moyenne, ont été supérieurs à la moyenne mondiale jusqu'en 2016, ce qui a entraîné une augmentation de la part de l'OCI dans le PIB mondial. En 2017, avec un taux de croissance moyen de 3,7 %, la croissance de l'OCI est tombée en dessous de la moyenne mondiale (tableau 2.1).

La pandémie de COVID-19 a toutefois provoqué des perturbations majeures dans les chaînes d'approvisionnement

mondiales et des interruptions dans les activités de fabrication. Les mesures préventives et les

**Tableau 2.1:** Taux de croissance du PIB

	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021*
<b>Monde</b>	3.5	3.4	3.9	3.6	2.9	-4.9	5.4
<b>OCI</b>	3.7	4.5	3.7	3.0	2.4	-2.0	5.4
<i>Égypte</i>	4.4	4.4	4.1	5.3	5.6	2.0	2.0
<i>Indonésie</i>	4.9	5.0	5.1	5.2	5.0	-0.3	6.1
<i>Nigeria</i>	2.7	-1.6	0.8	1.9	2.2	-5.4	2.6
<i>Arabie saoudite</i>	4.1	1.7	-0.7	2.4	0.3	-6.8	3.1
<i>Turquie</i>	6.1	3.2	7.5	2.8	0.9	-5.0	5.0
<b>Pays en dév. non-OCI</b>	4.5	4.7	5.2	5.0	4.1	-0.7	7.1
<i>Brésil</i>	-3.6	-3.3	1.3	1.3	1.1	-9.1	3.6
<i>Chine</i>	6.9	6.9	7.0	6.7	6.1	1.0	8.2
<i>Inde</i>	8.0	8.3	7.0	6.1	4.2	-4.5	6.0
<i>Russie</i>	-2.0	0.3	1.8	2.5	1.3	-6.6	4.1
<i>Afrique du Sud</i>	1.2	0.4	1.4	0.8	0.2	-8.0	3.5
<b>Pays développés</b>	2.4	1.7	2.5	2.2	1.7	-8.0	4.8
<i>Allemagne</i>	1.7	2.2	2.5	1.5	0.6	-7.8	5.4
<i>Japon</i>	1.2	0.5	2.2	0.3	0.7	-5.8	2.4
<i>Royaume-Uni</i>	2.4	1.9	1.9	1.3	1.4	-10.2	6.3
<i>États-Unis</i>	2.9	1.6	2.4	2.9	2.3	-8.0	4.5

Source: Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, avril 2020 et juin 2020. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 pays développés. (\*) Prévisions. Les données projetées pour 2020 et 2021 sont basées sur la mise à jour de juin 2020 des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, à l'exception des moyennes des pays en développement membres et non membres de l'OCI.

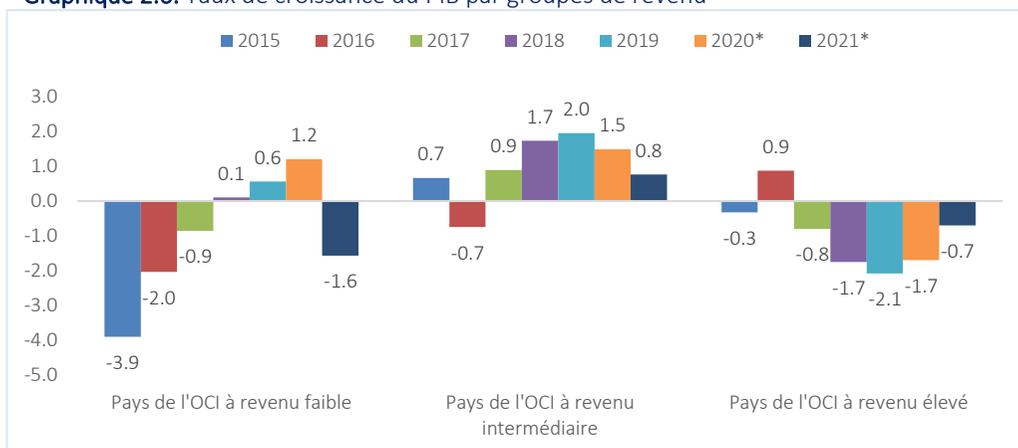
restrictions visant à contenir l'épidémie ont eu des conséquences désastreuses pour toutes les activités économiques, y compris les services et les activités agricoles. La chute des prix des matières premières et les turbulences sur les marchés financiers dues aux incertitudes croissantes ont provoqué une chute importante des prix des actifs et des marchés boursiers, aggravant encore plus les répercussions économiques et abaissant le niveau des revenus moyens. Les sorties de capitaux, les pénuries de dollars et les dépréciations de devises dans les pays en développement, y compris les pays de l'OCI, limitent leur capacité rembourser leur dette et à prendre des mesures de soutien adéquates pour stabiliser l'économie.

En conséquence, les pays de l'OCI devraient initialement se contracter de 2% en 2020, avec une forte reprise à suivre en 2021. Toutefois, des estimations tardives ont révélé que la contraction économique mondiale devrait être plus sévère que prévu initialement. Selon les estimations du FMI de juin 2020, l'économie mondiale devrait se redresser à un taux de 5,8% en 2021 après une baisse de 3% du PIB mondial en 2020. Par rapport aux autres groupes de pays, les pays de l'OCI devraient être moins gravement touchés que les pays développés, mais à peu près au même niveau que les pays en développement non membres de l'OCI (tableau 2.1).

Notant la diversité des ressources et des capacités économiques des différents pays de l'OCI, l'un des résultats souhaités pour l'OCI est de parvenir à la prospérité pour tous les pays membres. Pour analyser les modèles de convergence des pays de l'OCI, ces derniers sont regroupés en trois grands groupes en fonction de leur niveau de revenu par habitant. Ensuite, les taux de croissance moyens sont calculés pour les pays à faible revenu, à revenu intermédiaire et à revenu élevé des pays de l'OCI. Les taux de croissance plus élevés des pays à faible revenu comparativement aux pays à revenu plus élevé seraient une indication d'une convergence des revenus entre les pays membres de l'OCI.

Le graphique 2.6 présente la différence entre les taux de croissance moyens réalisés par les pays dans des groupes de revenus spécifiques et le taux de croissance moyen réalisé par les pays de

**Graphique 2.6:** Taux de croissance du PIB par groupes de revenu

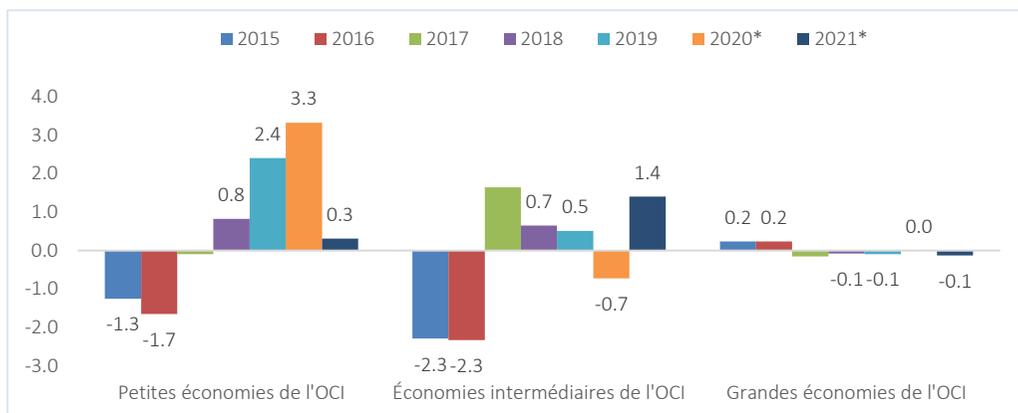


Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2020. Couverture des données: 18 pays de l'OCI à faible revenu, 19 à revenu moyen et 19 à revenu élevé. Classification des pays basée sur les valeurs de PPA du PIB en 2019.



l'OCI en tant que groupe. Les pays de l'OCI à faible revenu ont connu une croissance inférieure à la moyenne de l'OCI au cours de la période 2015-2017, ce qui implique un écart croissant entre

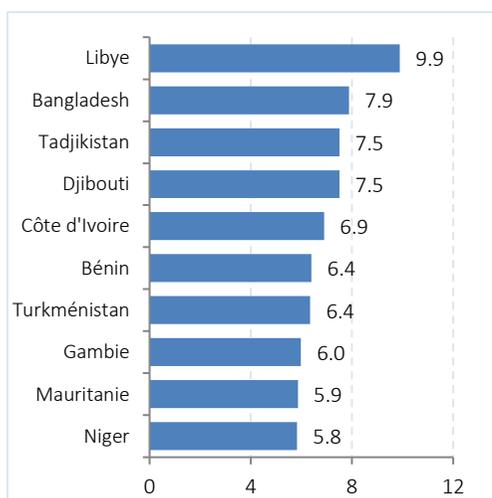
**Graphique 2.7:** Taux de croissance du PIB selon la taille de l'économie



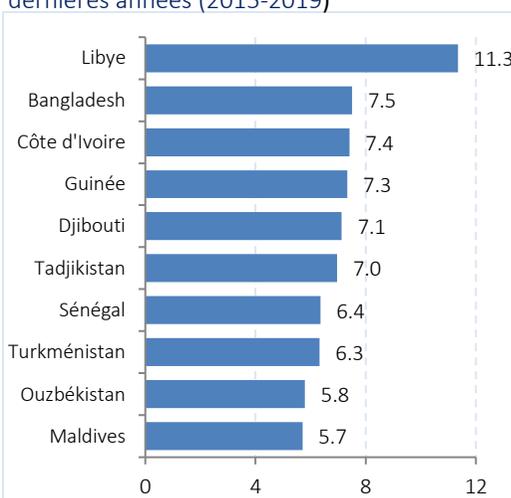
Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019. Couverture des données: 18 pays de l'OCI à faible revenu, 19 à revenu moyen et 19 à revenu élevé. Classification des pays basée sur les valeurs de PPA du PIB en 2019.

les pays riches et les pays pauvres de l'OCI. Cependant, leur croissance devrait être supérieure à la moyenne de l'OCI au cours de la période 2018-2020, ce qui leur permettra de réduire partiellement l'écart avec les pays les plus riches. Une observation importante est que les pays à revenu plus élevé enregistrent également des taux de croissance relativement plus faibles que la moyenne de l'OCI. Les données globales révèlent que les pays à revenu intermédiaire se rapprochent des pays à revenu plus élevé, mais la disparité des revenus avec les pays de l'OCI à faible revenu continue de se creuser vis-à-vis les autres pays de l'OCI.

**Graphique 2.8:** Pays de l'OCI affichant les taux de croissance les plus élevés en 2019



**Graphique 2.9:** Pays de l'OCI affichant les taux de croissance les plus élevés au cours des 5 dernières années (2015-2019)



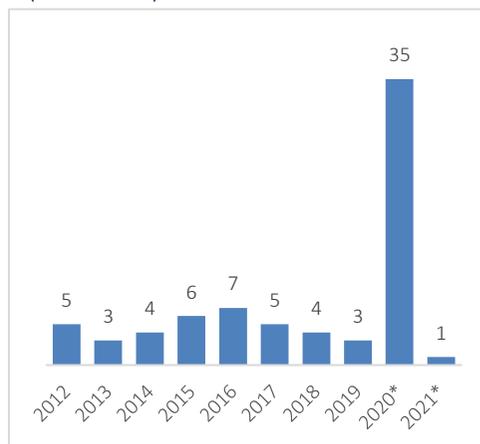
Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2020. Couverture des données: Parmi 55 pays de l'OCI.

Quand on fait un exercice similaire avec des pays de l'OCI ayant des tailles économiques différentes, nous observons que les économies plus petites et moyennes de l'OCI ont un taux de croissance plus rapide que les économies plus grandes (graphique 2.7). Cela montre que les petites économies de l'OCI sont plus performantes que les grandes économies de l'OCI, ce qui indique une convergence potentielle entre les pays de l'OCI en termes de taille économique.

Au niveau individuel, la Libye, avec un taux de croissance de 9,9% en 2019, a été l'économie à la croissance la plus rapide du groupe des pays de l'OCI, suivie par le Bangladesh (7,9%), le Tadjikistan (7,5%), Djibouti (7,5%) et la Côte d'Ivoire (6,9%), comme le montre le graphique 2.8. Au total, 33 pays de l'OCI ont enregistré un taux de croissance supérieur à la moyenne mondiale de 2,9%. Bien que certains pays de l'OCI aient enregistré des taux de croissance élevés en 2019, ce qui importe davantage est de soutenir les taux de croissance pour des périodes plus longues. Pour déterminer quels pays de l'OCI ont réussi à maintenir leurs taux de croissance, les taux de croissance annuels moyens au cours des cinq dernières années sont présentés dans le graphique 2.9. Les six pays de l'OCI qui ont enregistré le taux de croissance économique le plus élevé en 2019 figurent également parmi les pays de l'OCI qui ont connu la plus forte croissance au cours des cinq dernières années. La Libye (11,3%), La Côte d'Ivoire (7,4%), la Guinée (7,3%) et Djibouti (7,1%) ont été parmi les pays les plus performants de l'OCI au cours de la période 2015-2019.

En fait, très peu d'économies de la région de l'OCI ont connu une contraction de leur économie depuis 2012. En 2019, trois pays de l'OCI ont enregistré des taux de croissance négatifs. Ce nombre devrait atteindre 35 en raison des impacts inévitables de la pandémie de COVID-19 sur les pays de l'OCI en 2020. Pourtant, un seul pays de l'OCI devrait rester en stagnation en 2021 (graphique 2.10).

**Graphique 2.10:** Nombre de pays de l'OCI ayant des taux de croissance négatifs (2012-2021)



Source: Calculs du personnel de SESRIC fondés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2020. Couverture des données: 55 pays de l'OCI. (\*) Prévisions.

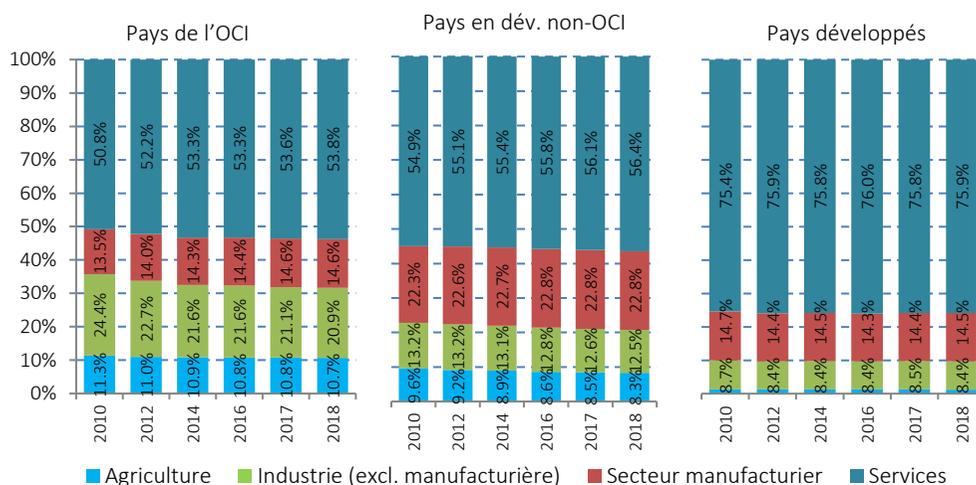
- **Structure du PIB :** Le secteur des services représente la moitié de l'activité économique dans la région de l'OCI.

L'analyse de la valeur ajoutée par les principaux secteurs dans le PIB total des pays de l'OCI révèle des informations importantes sur la structure des économies. Bien que le secteur agricole représente une part importante de l'emploi dans l'économie, sa part dans le PIB total est généralement faible en raison de la sous-productivité dans ce secteur. Cependant, il reste un secteur important pour les pays de l'OCI, qui représente 10,7% de l'activité économique totale (graphique 2.11). La part de l'industrie non manufacturière, qui comprend principalement



l'exploitation minière, les services publics et la construction, a lentement diminué au fil des ans. Il a été mesuré à 24,4% en 2010 et à 20,9% en 2018, soit une baisse de 3,5 points de pourcentage. Au contraire, la part du secteur manufacturier, qui a un plus grand potentiel pour promouvoir la productivité et la compétitivité, est passée de 13,5% en 2010 à 14,6 % en 2018.

**Graphique 2.11:** La valeur ajoutée selon les grands secteurs de l'économie (% du PIB)



Source: Calculs du personnel du SESRIC selon la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la DSNU, Juin 2020. Répartition du PIB à prix constants 2010 en dollars des États-Unis. Couverture des données: 56 pays de l'OCC. et 38 développés.

Le secteur des services, d'autre part, a continué à jouer un rôle majeur dans les économies de nombreux pays de l'OCI comme une source plus importante de l'activité économique. La part moyenne du secteur des services dans le PIB total des pays de l'OCI est passée de 50,8% en 2010 à 53,8% en 2018. Dans les pays en développement non membres de l'OCI, le secteur des services représentait toujours plus de la moitié du PIB total et sa part a été enregistrée à 56,4% en 2018 (graphique 2.11). Comme la part du secteur des services dans la valeur ajoutée totale des pays développés est beaucoup plus élevée, la part mondiale du secteur des services dans le PIB total dépasse le niveau de 75%.

Sur le plan national, en 2017, le secteur agricole représentait plus de 30% de la valeur ajoutée totale dans huit pays membres de l'OCI, à savoir la Sierra Leone, la Somalie, Guinée-Bissau, le Mali, le Tchad, le Niger, le Soudan, l'Ouzbékistan et les Comores - qui, à l'exception de l'Ouzbékistan, ont tous été classés parmi les PMA la même année selon la classification des Nations unies. Dans quatre pays seulement, le secteur des services a représenté plus de 67,6%, soit plus que la moyenne mondiale, à savoir le Djibouti, les Maldives, le Liban et la Palestine.

- **Activités manufacturières :** La tendance à la hausse de la part des pays de l'OCI dans la production industrielle mondiale totale s'est arrêtée en 2018.

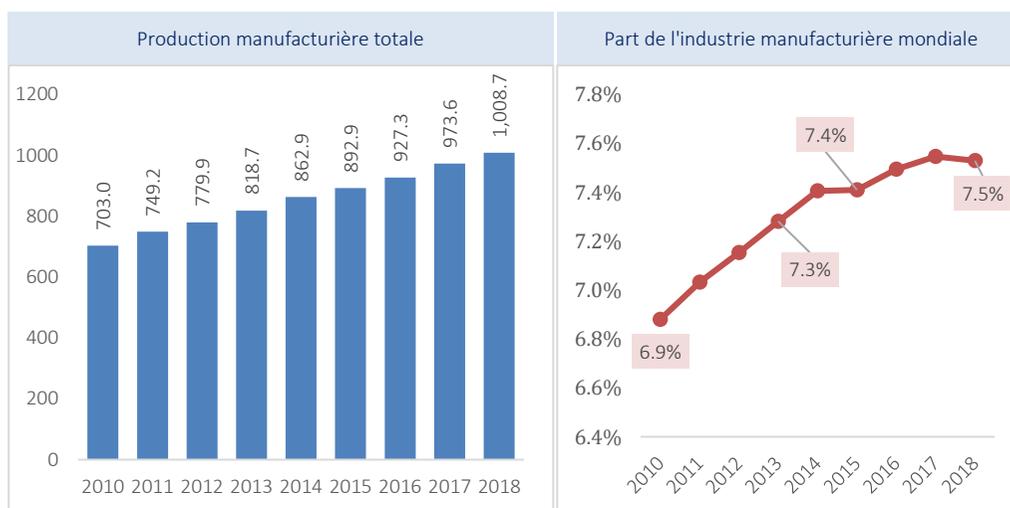
Les économies d'un nombre important des pays de l'OCI sont caractérisées par une grande dépendance aux produits primaires. Les prix des produits primaires ont été assez volatiles, ce qui

détériorer la gestion macroéconomique et les perspectives du développement économique. Pour les économies de ce type, il est extrêmement important de diversifier la production manufacturière afin de réduire les risques macroéconomiques liés à la dépendance aux produits primaires.

La part de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) dans la valeur ajoutée totale a légèrement augmenté au fil du temps dans les pays de l'OCI, mais elle représente une part plus importante du PIB total dans les pays en développement non membres de l'OCI (graphique 2.11). L'industrialisation rapide de plusieurs pays en développement non membres de l'OCI a fait substantiellement passer la part de la VAM dans les pays en développement non membres de l'OCI de 14,1% en 2000 à 22,8% en 2018.

La production manufacturière collective des pays de l'OCI augmente régulièrement au fil des ans (graphique 2.12). Elle a dépassé le seuil de 1 billion de dollars des États-Unis en 2018, contre 703 milliards de dollars en 2010. Fait plus important encore, la part des pays de l'OCI dans les activités

**Graphique 2.12:** Activité manufacturière dans les pays de l'OCI (milliards de dollars)



Source: Calculs du personnel du SESRIC selon la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la DSNU, Juin 2020. Prix constants 2010 en dollars des États-Unis. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

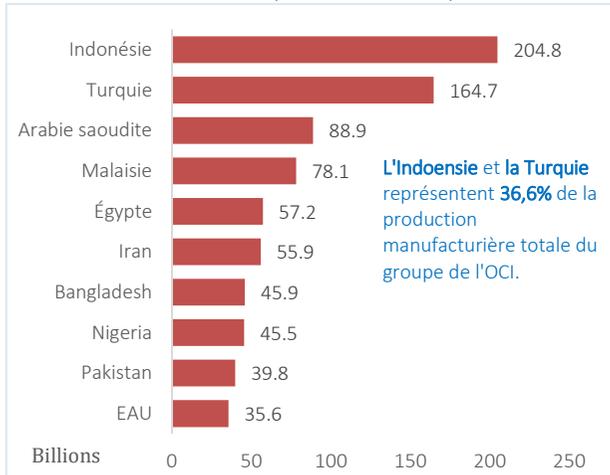
manufacturières mondiales a également augmenté au cours de la période 2010-2017. La part des pays de l'OCI dans la VAM totale n'était que de 4,9 % en 1990, ce qui a augmenté à 5,8 % en 2000 et 6,9% en 2010. En 2018, ils représentent 7,5% de la VAM mondiale. Malgré l'augmentation constante et compte tenu des potentiels existants en matières de capital humain, de ressources énergétiques, et de potentiel commercial, le niveau actuel de contribution à la valeur ajoutée manufacturière mondiale est loin d'être satisfaisant.

En dépit de la diversité des performances de croissance entre les pays de l'OCI, la VAM totale dans le groupe de l'OCI a continué d'être dominée par quelques pays membres. Avec une part collective de 36,6% en 2018, l'Indonésie et la Turquie représentent à elles seules plus d'un tiers de la VAM totale des pays de l'OCI, suivies par l'Arabie saoudite (8,8%), la Malaisie (7,7%) et



l'Égypte (5,7%). Les cinq premiers pays de l'OCI représentent 58,8% du total des VAM dans les pays de l'OCI.

**Graphique 2.13:** Principaux pays de l'OCI dans le secteur manufacturier (Milliards dollars) 2018

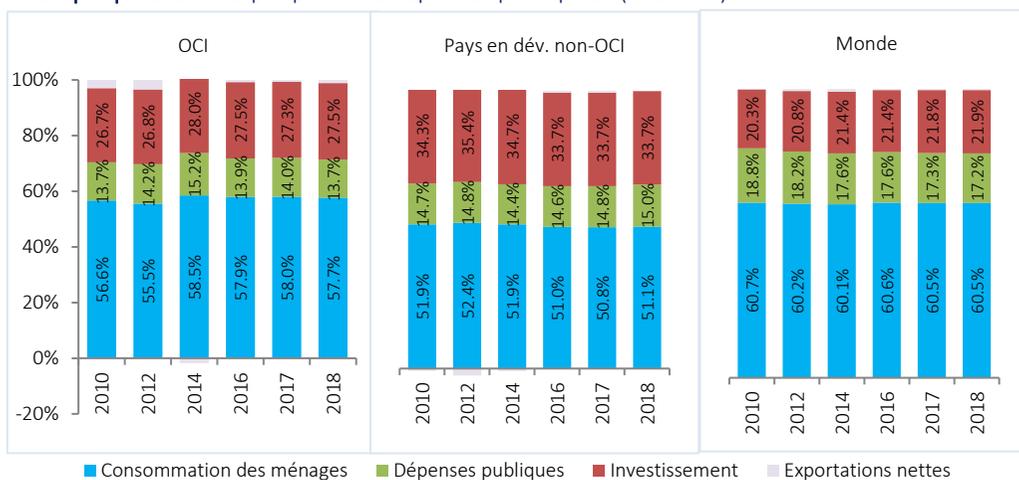


Source: Calculs du personnel du SESRIC selon la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la DSNU, Juin 2020. Prix constants 2010 en dollars des États-Unis. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

Visiblement, il y a une forte croissance de la VAM dans quelques pays de l'OCI pour plus de deux décennies, mais la part du secteur manufacturier dans l'emploi total et la valeur ajoutée totale est encore faible. On observe une forte croissance du déficit commercial des produits manufacturés, ce qui reflète l'insuffisance de la capacité de production manufacturière des pays de l'OCI. Cependant, une économie bien diversifiée nécessite une industrie manufacturière solide et sophistiquée afin d'améliorer et maintenir sa compétitivité dans l'économie mondiale.

L'expérience internationale a indiqué que les politiques excessivement introverties freinent le développement à long terme, car les économies nationales se sont vu refuser une grande source d'informations, de la technologie et, surtout, la concurrence. Afin d'identifier les principales

**Graphique 2.14:** PIB par poste de dépenses principales (% du PIB)



Source: Calculs du personnel du SESRIC selon la base de données des principaux agrégats des comptes nationaux de la DSNU, Juin 2020. Répartition du PIB à prix constants 2010 en dollars des États-Unis. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 116 pays non-OCI et 38 développés

causes de l'échec de la plupart des politiques d'industrialisation, des expériences spécifiques de pays devraient être étudiées à partir de la phase initiale de la conception des politiques aux approches utilisées dans les processus de mise en œuvre.

L'analyse du PIB mondial selon les principaux postes dépenses révèle que la part de la consommation finale (à la fois par ménage et par gouvernement) a continué à être la plus élevée dans le PIB total au cours des années. Comme le montre le graphique 2.14, en 2018, la consommation des ménages dans les pays de l'OCI a représenté la plus grande part du PIB (57,7%) suivie par l'investissement (formation brute de capital) (27,5%) et les dépenses publiques générales (13,7%). La part des exportations nettes dans le PIB mondial total était négligeable.

Les parts relatives des principaux postes de dépenses dans le PIB total des pays de l'OCI ont enregistré des variations significatives par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI et au reste du monde. En 2018, la consommation des ménages et les dépenses publiques représentaient 71,4% du PIB total des pays de l'OCI, mais 66,1% dans les pays en développement non membres de l'OCI et 77,9% dans le monde. Ces chiffres montrent une légère augmentation de la part de la consommation des ménages par rapport à l'année 2010. Cependant, la part des exportations nettes dans le PIB total des pays membres de l'OCI a diminué de 1,8 points de pourcentage depuis 2010, alors que la part de la formation brute de capital a augmenté de 0,8 points de pourcentage au cours de la même période.

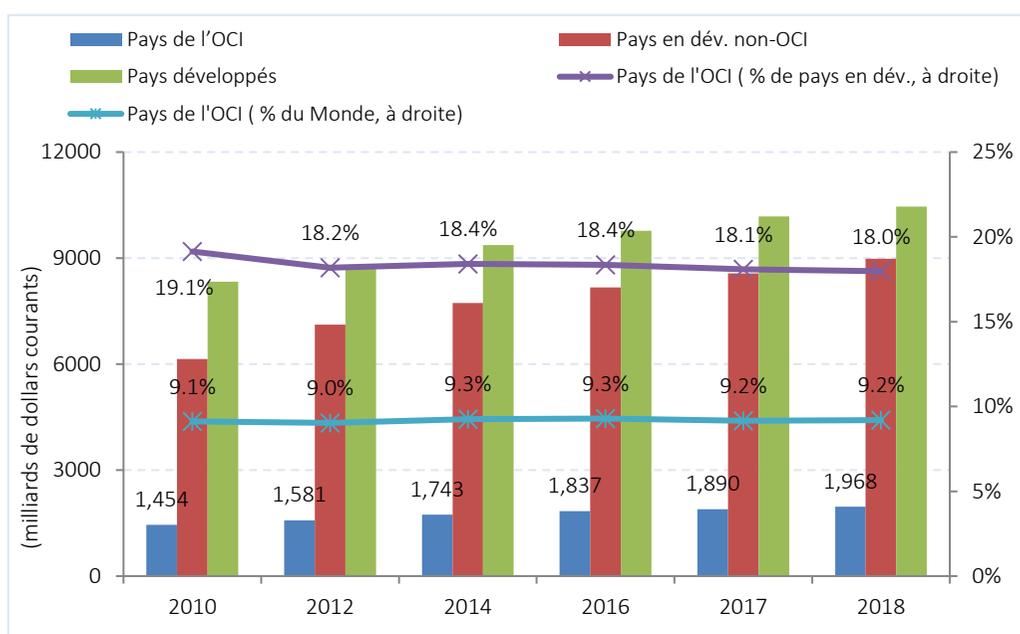
- 
- **Formation brute de capital fixe:** En 2018, 27,5% du PIB total généré dans les pays de l'OCI ont été investis dans des actifs productifs
- 

La formation brute de capital mesure le montant de l'épargne dans une économie qui est transformé en investissements dans la production. Selon l'analyse du PIB par principaux postes de dépenses illustrée par le graphique 2.14, 27,5% du PIB total généré dans les pays membres de l'OCI a été investi dans des actifs productifs au cours de l'année 2018. En comparaison, les pays en développement non membres de l'OCI ont affecté en moyenne 33,7% de leur PIB dans des investissements productifs. La part de la formation brute de capital dans le PIB des pays de l'OCI en tant que groupe n'a pas changé de manière significative depuis 2010, alors qu'elle n'a augmenté que de 0,4 point de pourcentage dans le groupe des pays en développement non membres de l'OCI au cours de la même période. Seulement, on peut soutenir que la formation brute de capital, en tant qu'indicateur, est biaisée principalement par les fluctuations importantes des stocks et, la plupart du temps, l'indisponibilité des informations relatives aux stocks au niveau de l'industrie. La formation brute de capital fixe, d'autre part, est promue comme un meilleur indicateur sur les acquisitions nettes d'actifs productifs créés au cours d'une année spécifique.



Compte tenu de l'argument ci-dessus, le graphique 2.15 offre un aperçu des tendances de la formation brute de capital fixe dans les pays de l'OCI par rapport aux pays en développement non membres de l'OCI ainsi qu'aux pays développés. Selon le graphique 2.15, la part des pays de l'OCI dans la formation de capital fixe totale mondiale est restée à 9,2% en 2018. Il s'agit d'une augmentation de 0,1 points de pourcentage depuis 2010 et d'une baisse de 0,1 point de pourcentage depuis 2016. Malgré une part relativement stable dans le monde, la part des pays de l'OCI dans la formation brute totale de capital fixe des pays en développement a diminué et est passée de 19,1% à 18,0% au cours de la période 2010-2018. Cela signifie que, par rapport à d'autres pays en développement, le rendement des pays de l'OCI dans l'accumulation du capital est relativement faible.

**Graphique 2.15:** La formation brute de capital fixe, en volume et en part (à droite)



Source: Calculs du personnel du SESRIC selon la base de données des comptes nationaux de la DSNU sur les principaux agrégats, juin 2020. formation brute de capital fixe (y compris les acquisitions dont les valeurs ont été retirées) à prix constants 2010 en dollars américains, à partir de 2010. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 116 pays non-OCI et 38 développés.

## 2.2 Revenu, emploi et prix

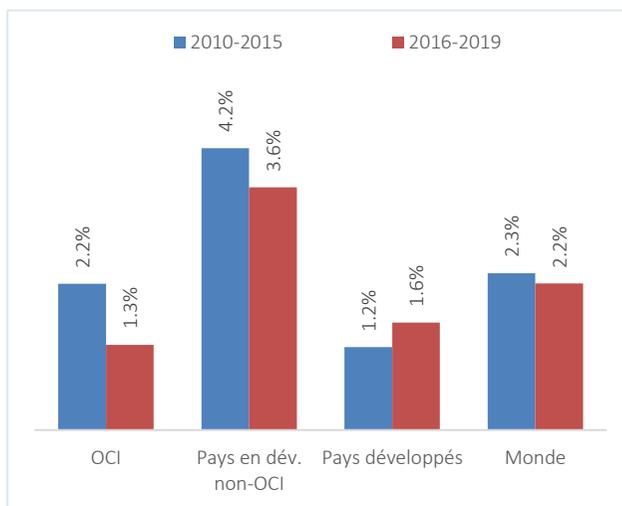
### ■ PIB par habitant : Décélération de la croissance des revenus dans les pays de l'OCI

Le ralentissement observé dans la croissance économique totale des pays de l'OCI se reflète également dans les taux de croissance du revenu par habitant. Le taux de croissance moyen du PIB par habitant au cours de la période 2010-2015 a été enregistré à 2,2% dans les pays de l'OCI, et est tombé à 1,3 % au cours de la période 2016-2019 (graphique 2.16). Ces taux sont inférieurs à la moyenne mondiale de 2,3% et 2,2% pour les périodes considérées. Au cours des mêmes

périodes, la croissance dans les pays en développement non membres de l'OCI était autour de 4,2% et 3,6% respectivement.

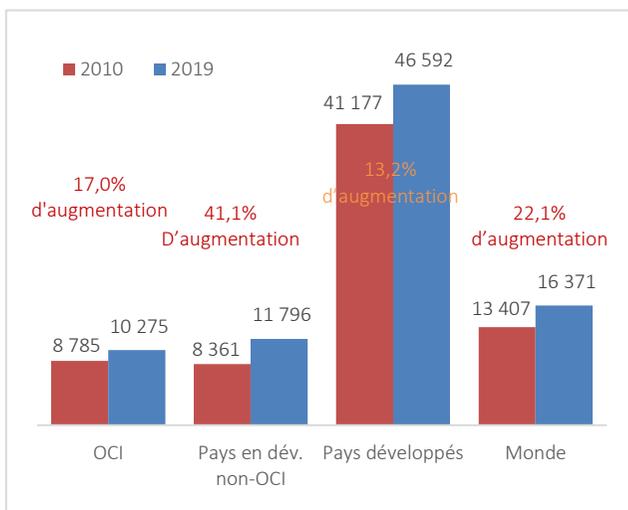
Les taux de croissance par habitant inférieurs à la moyenne mondiale indiquent que le niveau de vie dans les pays de l'OCI n'augmente pas à un rythme plus élevé que dans le reste du monde. En outre, le revenu par habitant dans les pays de l'OCI n'a pas convergé vers la moyenne mondiale et la disparité des revenus entre les pays de l'OCI et les pays non membres s'est accrue. Comme le montre le graphique 2.17, le revenu moyen par habitant dans les pays de l'OCI est passé de 8785 dollars américains en 2010 à 10275 dollars en 2019, soit une augmentation de 17,0% au total. Au cours de la même période, les pays en développement non membres de l'OCI ont atteint des taux de croissance plus élevés (41,1%) et dépassé les niveaux de revenu par habitant dans les pays de l'OCI pour atteindre 11796 dollars américains en 2019. Ce chiffre a été enregistré à 46.592 dollars américains dans les pays développés avec un taux de croissance de 13,2% observé depuis 2010. La moyenne mondiale a également augmenté de 22,1% et le revenu moyen par habitant dans le monde a dépassé 16000 dollars des États-Unis, exprimé en valeurs ajustées en fonction de la parité de pouvoir d'achat.

**Graphique 2.16:** Taux de croissance du PIB par habitant



Source: Calculs du personnel de SESRIC, fondés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale Octobre 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés. (\*) Prévisions. Taux annuels composés pour les moyennes de la période.

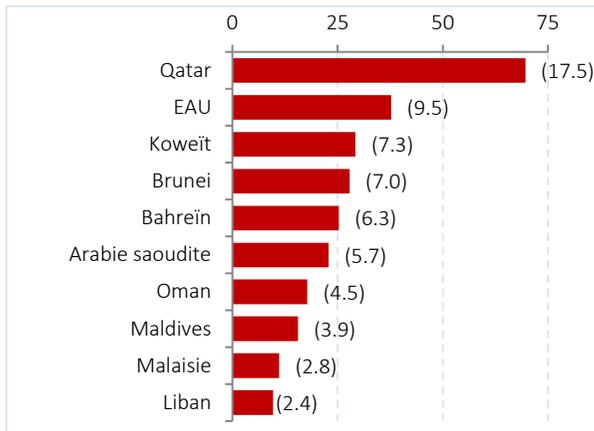
**Graphique 2.17:** Niveaux du PIB par habitant (2019)



Source: Calculs du personnel de SESRIC, fondés sur le FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale octobre 2019. Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 98 pays non-OCI et 39 développés.



**Graphique 2.18:** Les 10 premiers pays de l'OCI par habitant du PIB (2019, dollars courants en milliers)



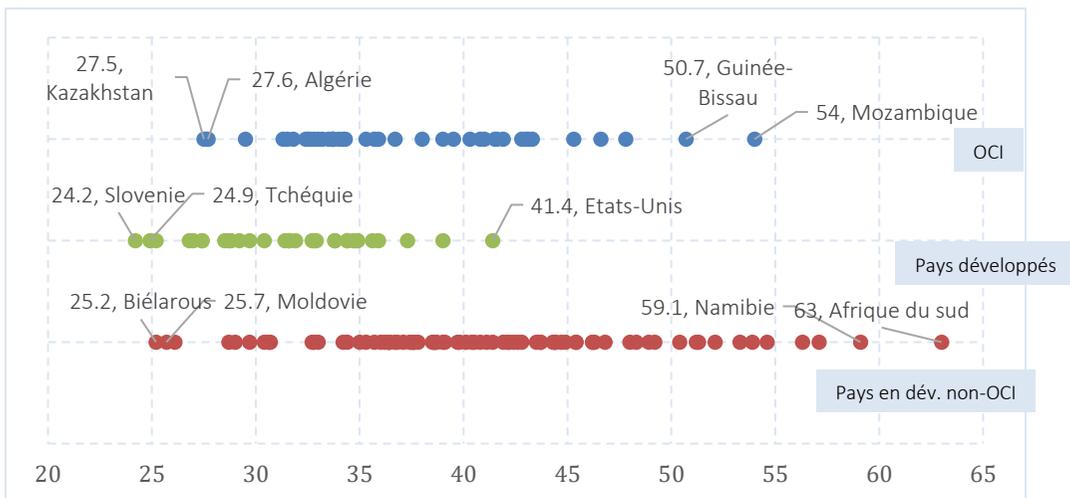
Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2019. Les chiffres entre parenthèses indiquent le rapport entre le PIB par habitant du pays concerné et le PIB moyen par habitant des pays de l'OCI en tant que groupe.

Parmi les pays de l'OCI, le Qatar a enregistré le PIB par habitant le plus élevé en 2019, suivi des Émirats arabes unis et du Koweït (graph. 2.18). Le PIB par habitant du Qatar était 17,5 fois plus élevé que la moyenne du groupe des pays de l'OCI, une situation qui reflète un haut niveau de la disparité des revenus entre les pays de l'OCI. Parmi les 10 premiers pays de l'OCI en termes de PIB par habitant, sept sont situés dans la région du Moyen Orient. La plupart d'entre eux sont également des pays riches en ressources. En 2019, le Qatar a été classé 6ème au monde en termes de niveaux de revenus par habitant.

- **Distribution des revenus et pauvreté :** Il y a 13 pays de l'OCI dont les taux de pauvreté se maintiennent au-dessus de 30%.

Il est impératif pour une économie et une société saines que les citoyens aient accès à des opportunités économiques pour assurer leur subsistance grâce à un travail décent. Le manque d'accès aux programmes d'éducation et de développement des compétences pousse la main-

**Graphique 2.19:** Distribution des revenus, coefficient de Gini



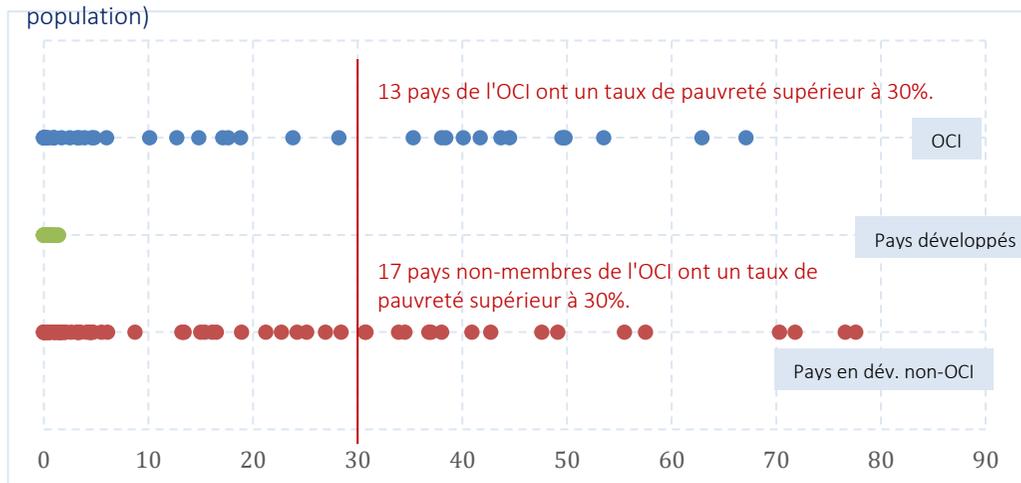
Source: Banque mondiale base de données des IDM Juillet 2020. Couverture des données: 42 pays de l'OCI, 32 pays développés, 79 pays en développement non membres de l'OCI.. Dernière année disponible au cours de la période 2009-2018.

d'œuvre peu qualifiée vers le bas de l'échelle professionnelle ou force cette dernière tout simplement à quitter le marché du travail. Cela aura de graves conséquences sur le bien-être et le niveau de vie des personnes, avec d'autres implications sur la répartition des revenus et la pauvreté.

La répartition des revenus, mesurée par le coefficient de Gini, est très diverse à travers la région de l'OCI. Le coefficient de Gini ou indice de Gini est une mesure statistique de la distribution souvent utilisée pour évaluer l'inégalité économique et la distribution des revenus parmi une population. Le coefficient va de zéro à un (ou 0% à 100%), zéro représentant l'égalité parfaite et un représentant l'inégalité parfaite. Il y a 15 pays de l'OCI dont le score est supérieur à 40, où les pays de l'OCI avec les inégalités de revenus les plus élevées sont le Mozambique, la Guinée-Bissau, le Bénin, le Cameroun et les Comores. D'autre part, le Kazakhstan, l'Algérie, le Kirghizistan, les Maldives et l'Égypte présentent la plus faible disparité de revenus parmi les 42 pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles. L'inégalité la plus faible au monde est observée en Slovaquie, en République tchèque et en Slovaquie, tandis que la plus forte est observée en Afrique du Sud, en Namibie et en Zambie.

Le niveau de pauvreté est un indicateur important de la santé des économies et des sociétés. L'élimination de la pauvreté était l'un des objectifs les plus importants des objectifs du Millénaire pour le développement et elle demeure un élément important du programme mondial de développement. Bien que les taux de pauvreté dans le monde aient été considérablement réduits depuis 2000, il y a encore des millions de personnes qui vivent encore avec leur famille sous le seuil international de pauvreté de 1,90 dollar par jour. Dans le groupe de l'OCI, 13 pays ont un taux de pauvreté supérieur à 30%. La Guinée-Bissau, le Mozambique, le Nigeria, la Sierra Leone et le Mali sont les pays les plus touchés, avec les taux de pauvreté les plus élevés. D'autre part, sur 42 pays de l'OCI, cinq pays de l'OCI ont déclaré ne pas connaître de pauvreté au seuil

**Graphique 2.20:** Ratio de la population pauvre à 1,90 dollar par jour (PPA 2011) (% de la population)



Source: Banque mondiale base de données des IDM Juillet 2020. Couverture des données: 42 pays de l'OCI, 32 pays développés, 79 pays en développement non membres de l'OCI.. Dernière année disponible au cours de la période 2009-2018.



international de 1,90 dollar américain par jour, à savoir le Kazakhstan, le Liban, la Malaisie, les Maldives et les Émirats arabes unis. Il y a probablement d'autres pays de l'OCI sans pauvreté, mais leurs statistiques ne sont pas incluses dans la base de données de la Banque mondiale.

La croissance économique doit être inclusive pour assurer des emplois durables et promouvoir l'égalité. Plus que jamais, la sécurité économique est le principal défi des gens ordinaires. La pauvreté, le chômage et l'inégalité menacent le bien-être et le bien-être des citoyens moyens du groupe OCI. C'est la raison pour laquelle les pays de l'OCI devraient viser en premier lieu à offrir un contexte propice à plus de croissance, d'emploi et de compétitivité dans leurs économies, par le biais d'activités axées sur les résultats. Pour ce faire, les gouvernements des pays membres de l'OCI devraient créer un environnement plus favorable au développement économique et les économies de l'OCI devraient s'appuyer sur une coopération régionale et une intégration économique plus profondes, comme meilleure option pour un développement plus inclusif et durable.

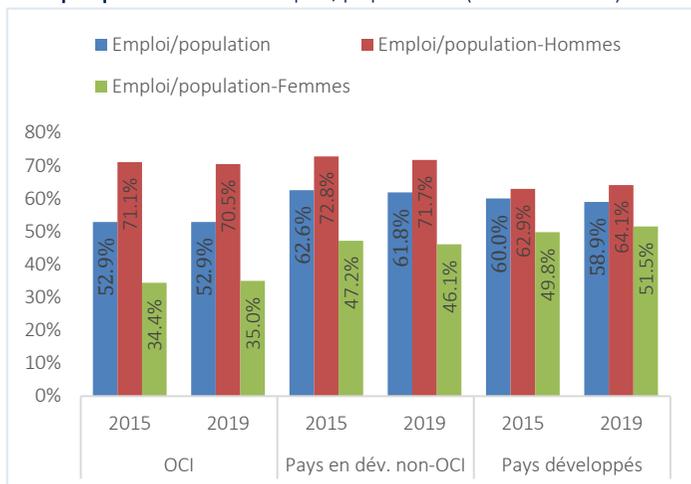
- 
- **Emploi:** Le taux d'emploi dans les pays de l'OCI reste bien inférieur aux moyennes des autres groupes de pays
- 

La croissance économique est évidemment restée trop limitée pour faire face à la pauvreté répandue et l'inégalité croissante dans de nombreux pays du monde. Cela indique clairement qu'il y a encore un besoin de stratégies de croissance plus inclusives qui peuvent relever les défis des populations les plus démunies. Un moyen efficace de soutenir ces groupes défavorisés est de leur permettre de gagner leur propre revenu en soutenant leur participation à l'activité économique. Par conséquent, les stratégies de croissance inclusives devraient inclure des politiques prudentes dans le domaine du marché du travail qui visent à accroître le taux de participation à la population active et donc diminuer la portée de l'inactivité économique dans le pays.

L'emploi est la principale source de revenus. Un ratio emploi/population élevé signifie qu'une grande partie de la population active d'un pays est employée, tandis qu'un ratio faible signifie qu'une grande partie de la population ne participe pas directement aux activités commerciales, car elle est au chômage ou ne fait pas partie de la population active en général. Comme le montre le graphique 2.21, le ratio moyen entre l'emploi et la population dans les pays de l'OCI est resté inchangé à 52,9 % au cours de la période 2015-2019. Toutefois, le taux d'emploi des hommes a légèrement diminué alors que le taux d'emploi chez les femmes a augmenté au cours de la même période, réduisant l'écart entre les sexes de 36,7 à 35,5 points de pourcentage.

Bien que les pays de l'OCI aient enregistré des performances comparables au niveau mondial en termes de taux d'emploi des hommes, leurs performances en matière de taux d'emploi des femmes sont restées considérablement inférieures. En ce qui concerne le taux d'emploi de la

**Graphique 2.21: Ratio emploi/population (2015 vs 2019)**



Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2019. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 93 pays non-OCI et 38 développés.

population des hommes, les pays de l'OCI ont enregistré un taux de 70,5% contre 64,1% dans les pays développés et 71,7% dans les pays en développement non membres de l'OCI. Le taux d'emploi des femmes dans les pays de l'OCI a été enregistré à 35,0% en 2019, ce qui est nettement inférieur aux moyennes des pays en développement non membres de l'OCI (46,1%) et des pays développés (51,5%). Toutefois, l'écart entre les sexes a diminué.

- **Chômage:** Le taux de chômage moyen dans les pays de l'OCI a continué à être bien au-dessus de la moyenne mondiale.

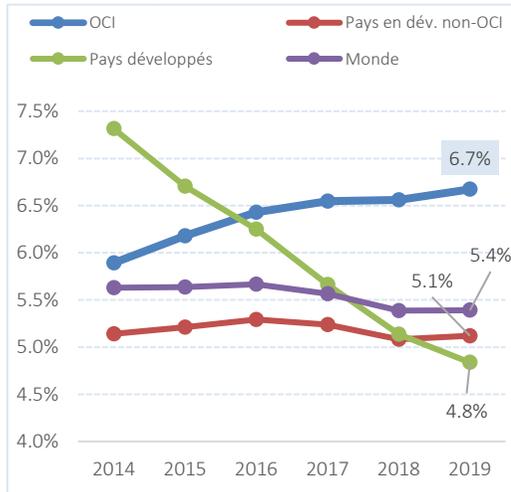
Le chômage est demeuré l'un des plus grands défis dans le monde entier. Selon le rapport de l'OIT Perspectives de l'emploi et du développement social dans le monde 2020, on estime que 188 millions de personnes dans le monde étaient au chômage en 2019, ce qui correspond à un taux de chômage de 5,4%. En raison des incertitudes actuelles concernant l'évolution de l'économie mondiale affectée par la pandémie de COVID-19, on s'attend à des détériorations importantes des marchés du travail en 2020 dans le monde entier (OIT, 2020a). Si des millions de travailleurs sont exposés aux licenciements, le nombre final de pertes d'emploi annuelles en 2020, qui devrait dépasser 25 millions, dépendra essentiellement de l'évolution de la pandémie et des mesures prises pour en atténuer l'impact.

Selon les dernières données disponibles, les pays de l'OCI ont enregistré des taux de chômage moyens considérablement plus élevés comparés au monde, aux pays développés et aux pays en développement non membres de l'OCI (graphique 2.22a). Depuis 2014, le taux de chômage total dans les pays de l'OCI est en hausse, atteignent 6,7% en 2019 contre 5,9% en 2014. Le taux de chômage élevé dans les pays développés à la suite de la crise financière mondiale de 2008-2009 a fortement diminué au cours de la période récente. Ainsi, le taux de chômage moyen dans les pays développés est tombé en dessous des taux observés dans les pays de l'OCI en 2016 et dans les pays en développement non membres de l'OCI en 2019 et a atteint 4,8% en 2019, contre 6,7% dans les pays de l'OCI. Le taux de chômage moyen dans les pays en développement non membres



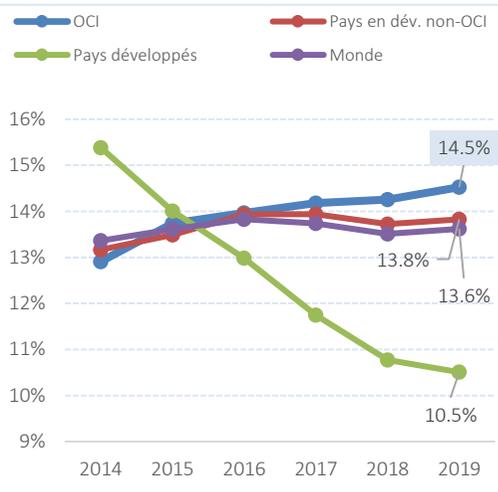
de l'OCI est resté visiblement inférieur à la moyenne de l'OCI tout au long de la période considérée, qui est estimée à 5,1% en 2019.

**Graphique 2.22a: Chômage, 15 ans et plus (2014-2019)**



Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2019. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 93 pays non-OCI et 38 développés.

**Graphique 2.22b: Chômage des jeunes de 15 à 24 ans (2014-2019)**



Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2019. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 93 pays non-OCI et 38 développés.

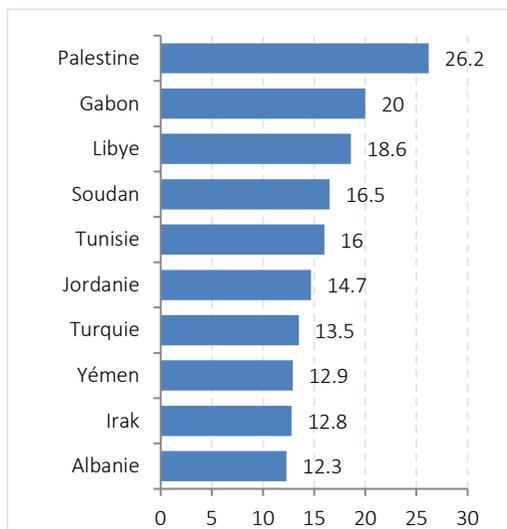
On observe un tableau similaire pour la population des jeunes. Les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) continuent de souffrir du manque d'accès à des possibilités d'emplois décentes à l'échelle mondiale. Ils sont nettement plus susceptibles d'être au chômage que les adultes, affichant un taux de chômage de 11,8% en 2018. L'un des grands défis mondiaux est le phénomène des jeunes qui ne sont pas scolarisés, n'exercent aucun emploi et ne suivent aucune formation (NEET). Selon les estimations de l'OIT, 31% des jeunes femmes et 14% des jeunes hommes étaient classés comme NEET au niveau mondial en 2019, soit plus de 267000 jeunes.

Les chiffres sur les taux de chômage des jeunes dans les pays de l'OCI ne sont pas très prometteurs. Le taux de chômage a augmenté régulièrement de son niveau de 12,9% en 2014 à 14,5% en 2019 et a atteint le niveau le plus élevé par rapport aux autres groupes de pays (graphique 2.22b). Après la crise financière qui a frappé les économies développées, le problème du chômage des jeunes dans ces pays est devenu encore plus grave par rapport à celui des pays de l'OCI, mais ils ont réussi à réduire le taux de manière significative depuis lors. En 2019, le chômage des jeunes dans les pays de l'OCI est estimé à 14,5%, alors qu'il se situe à un niveau de 10,5% dans les pays développés et de 13,8% dans les pays en développement non membres de l'OCI.

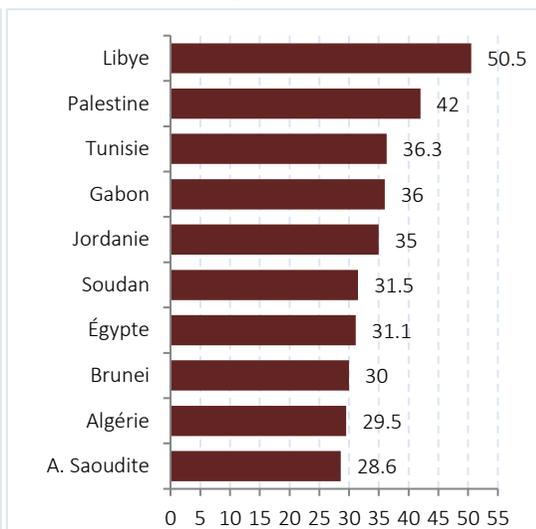
Les premières projections sur le chômage sont plutôt sombres. Si le taux de chômage augmente au même rythme dans le groupe des pays de l'OCI et atteint 7,4% (contre 6,7%), le nombre total de chômeurs passerait de son niveau précédemment estimé de 47,7 millions à 53,3 millions en 2020. Si le taux de chômage continue à augmenter à 7,7% (de 1%), ce nombre dépasserait les 55 millions de personnes. Il en résulterait d'énormes défis politiques pour les gouvernements de

l'OCI pour accueillir 8 millions de chômeurs supplémentaires et s'attaquer aux problèmes socio-économiques des populations touchées pendant la période d'après-crise.

**Graphique 2.23:** Les 10 premiers pays de l'OCI par taux de chômage (2019)



**Graphique 2.24:** Les 10 premiers pays de l'OCI par taux de chômage des jeunes (2019)



Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2019. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

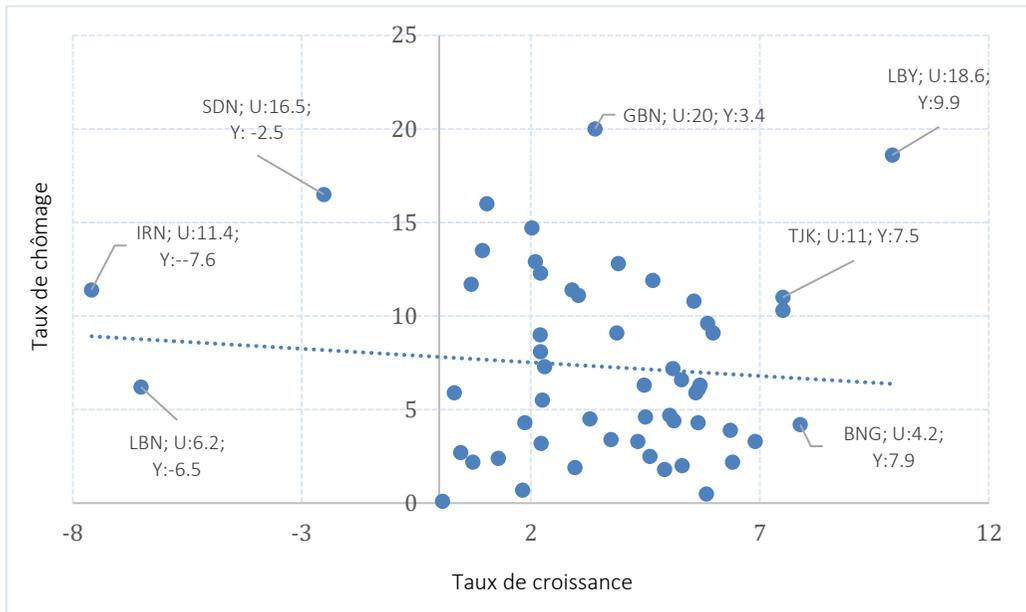
Au niveau de chaque pays, les taux de chômage varient considérablement entre les pays de l'OCI (graphique 2.23). En 2019, les chômeurs représentaient moins de 1 % de l'ensemble de la main-d'œuvre au Qatar (0,1%), qui est aussi le taux le plus bas au monde. Le Niger (0,5%) et le Bahreïn (0,7%) sont également signalés par l'OIT parmi les dix pays du monde ayant les taux de chômage les plus bas. Par contre, le chômage est très préoccupant en Palestine (26,2%), au Gabon (20,0%) et en Libye (18,6%).

Il y a également de grands écarts dans les taux de chômage des jeunes entre les pays de l'OCI (graphique 2.24). Le taux de chômage des jeunes le plus élevé a été observé en Libye (50,5%), suivie par la Palestine (42,0%), la Tunisie (36,3%), le Gabon (36,0%) et la Jordanie (35,0%). En 2019, le taux de chômage des jeunes était au-dessus de 20% dans 20 pays de l'OCI et au-dessus de la moyenne mondiale de 13,6% dans 32 pays de l'OCI.

On observe souvent que les pays donnent la priorité à la croissance économique pour créer plus d'emplois et réduire le chômage. Par conséquent, la réalisation de taux de croissance élevés reste au cœur des politiques destinées à réduire le chômage. Lorsque nous examinons la relation entre la croissance économique et le chômage, nous constatons que les pays à forte croissance économique ont tendance à avoir des taux de chômage plus bas (graphique 2.25). Toutefois, cette relation n'est pas très simple. Certains pays ont des taux de croissance élevés, mais aussi des taux de chômage relativement élevés, comme la Libye. En général, on pourrait soutenir que les pays de l'OCI qui connaissent une croissance plus rapide ont tendance à avoir des taux de chômage plus bas.



Graphique 2.25: Croissance économique vs chômage dans les pays de l'OCI (2019)



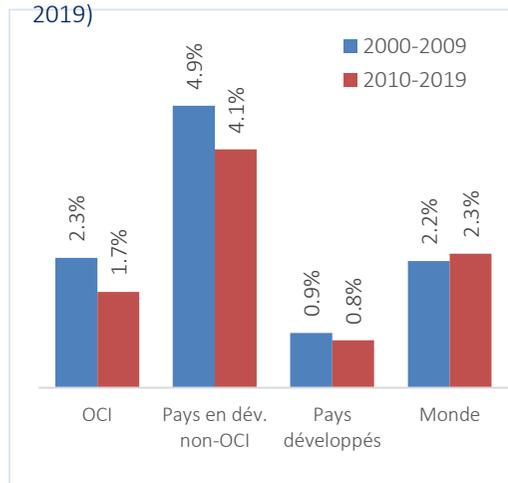
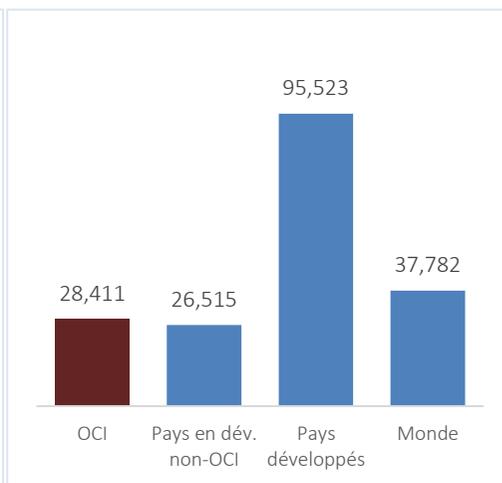
Source: Base de données IDM de la Banque mondiale et estimations modélisées de l'OIT, novembre 2019.

Couverture des données: 55 pays de l'OCI. Remarques: U: Taux de chômage, Y: Taux de croissance BGD: Bangladesh, GBN: Gabon, IRN: Iran, LBN: Liban, LBY: Libye, SDB: Soudan, TJK: Tadjikistan.

- **Productivité du travail** : Seulement cinq pays membres ont enregistré une productivité par travailleur plus élevée que la moyenne des pays développés

La productivité joue un rôle central dans le développement d'une économie. Elle aide à augmenter le revenu réel et à améliorer les niveaux de vie en catalysant la croissance économique. La productivité du travail est généralement définie comme étant la production par unité du facteur travail ou la production par heure travaillée. Elle aide à identifier la contribution du travail au PIB d'un pays et fournit une base pour une comparaison de pays et une explication des écarts de revenus.

Au niveau mondial, la productivité du travail a connu une tendance à la hausse au cours de la dernière décennie. Comme le montre la figure 2.26a, la production par travailleur dans les pays de l'OCI a augmenté à un taux de croissance composé de 2,3% durant la période 2000-2009, mais ce taux est tombé à 1,7% durant la période 2010-2019. La croissance moyenne de la productivité du travail dans les pays en développement non membres de l'OCI est restée supérieure à 4% par an. En 2019, la productivité moyenne du travail dans les pays de l'OCI était de 28,4 milliers de dollars américains, mesurée en prix internationaux constants basés sur la parité du pouvoir d'achat (PPA).

**Graphique 2.26a:** Croissance moyenne de la productivité du travail (2000-2009 vs 2010-2019)**Graphique 2.26b:** Productivité moyenne du travail (prix constants en PPA, 2019)

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2019. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 93 pays non-OCI et 38 développés.

L'écart de productivité du travail entre les pays développés et les pays en développement est resté important tout au long de cette période, la production par travailleur dans les pays développés étant estimée à 95,5 000 dollars américains en 2019, contre seulement 26,5 000 dollars US dans les pays en développement non membres de l'OCI et 28,4 000 dollars américains dans les pays de l'OCI. Ceci signifie qu'un travailleur moyen dans le groupe des pays en développement non membres de l'OCI ne produit que 27,8% de la production d'un travailleur moyen dans les pays développés et un travailleur moyen dans les pays de l'OCI ne produit que 29,7% de la production d'un travailleur moyen dans les pays développés.

D'autre part, la réduction des heures de travail, le télétravail et le travail à domicile pour certains emplois pendant la période de pandémie affecteront directement la productivité du travail. Cela n'est pas seulement dû au fait que de nombreuses personnes ne sont pas en bonne santé ou ont du mal à travailler à domicile, mais aussi à une forte baisse de la production. Disposer d'une infrastructure efficace et adéquate pour la communication numérique et le télétravail peut en partie éliminer les pertes de productivité pour certains emplois, mais de nombreuses entreprises des pays de l'OCI, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), sont moins susceptibles de disposer de telles installations.

Au niveau de chaque pays, le Brunei Darussalam a enregistré la plus forte production par travailleur (159 000 dollars américains) en 2019, suivi du Qatar (150 000 dollars américains), de l'Arabie saoudite (122 000 dollars américains) et du Koweït (114 000 dollars américains). Parmi les pays membres de l'OCI, le plus bas niveau de la productivité du travail a été enregistré en Somalie (1026 dollars américains) suivie par le Niger (2654 dollars américains) et le Mozambique (2776 dollars). Seuls cinq pays membres de l'OCI ont enregistré une production par travailleur plus élevée que la moyenne des pays développés.

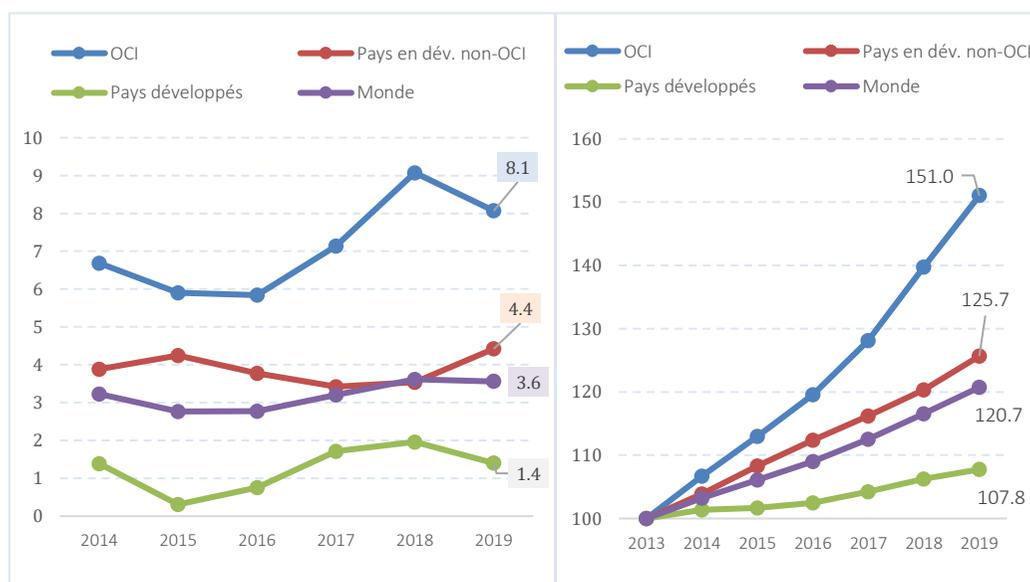


- **Inflation:** L'inflation dans les pays de l'OCI demeure très élevée par rapport à la moyenne mondiale

Avec le ralentissement des taux de croissance de l'économie mondiale, les taux d'inflation dans le monde sont demeurés à des niveaux modérés au cours des dernières années. Les dernières estimations montrent que le taux d'inflation mondial est passé de 3,2% en 2014 à 3,6 % en 2019 et qu'il devrait se maintenir en dessous de ces niveaux en 2020 en raison du ralentissement économique en cours.

Comme le montre le graphique 2.27, la volatilité des prix demeure une préoccupation majeure en particulier pour les pays en développement. Bien que les taux de croissance aient baissé dans les pays de l'OCI entre 2016 et 2019, les taux d'inflation ont été pour la plupart à la hausse. Ils sont passés de 5,8% en 2016 à 9,1% en 2018. Cependant, la hausse des prix moyens à la consommation a chuté pour atteindre 8,1% en 2019. Les pays en développement non membres de l'OCI ont connu une augmentation assez stable des prix à la consommation, autour de 4%, mais elle est passée à 4,4% en 2019. Dans l'ensemble, les prix à la consommation ont augmenté de 51,0% dans les pays de l'OCI, 25,7% dans les pays en développement non membres de l'OCI et 7,8% dans les pays développés depuis 2013.

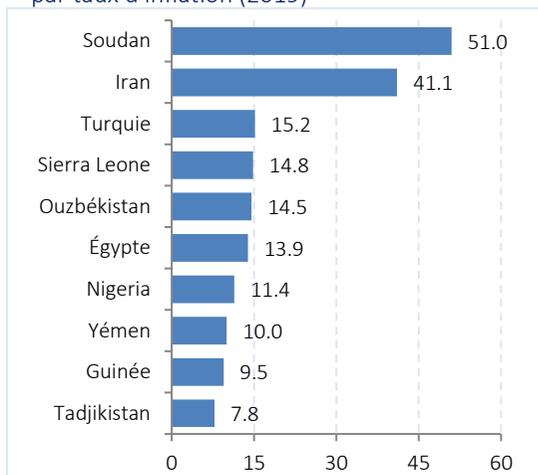
**Graphique 2.27:** Taux d'inflation moyen, variation annuelle (à gauche) et indice (droite)



Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur la base de données WEO du FMI avril 2020 (mondial et développé) et octobre 2019 (OCI et non-OCI). Couverture des données: 55 pays de l'OCI, 97 pays non-OCI et 39 développés. Les indices des prix mondiaux et régionaux sont calculés sous la forme d'une moyenne pondérée des indices des prix nationaux, les pondérations étant le PIB de chaque pays respectif en dollars courants internationaux basés sur la PPA. Le Venezuela est exclu de la liste des pays en développement non membres de l'OCI.

Au niveau des pays de l'OCI, le Soudan a enregistré le taux d'inflation moyen des prix à la consommation le plus élevé avec 51,0% en 2019 (graphique 2.28), qui était également le cinquième plus élevé au monde après le Venezuela, le Zimbabwe, l'Argentine et le Soudan du Sud. L'Iran (41,1 %), la Turquie (15,2 %), la Sierra Leone (14,8 %) et l'Ouzbékistan (14,5 %) sont les autres pays de l'OCI ayant les taux d'inflation les plus élevés en 2019. Avec l'Égypte et le Nigeria, ces sept pays de l'OCI figuraient également parmi les 15 premiers pays du monde ayant enregistré la plus forte augmentation des prix à la consommation.

**Graphique 2.28:** Les 10 premiers pays de l'OCI par taux d'inflation (2019)

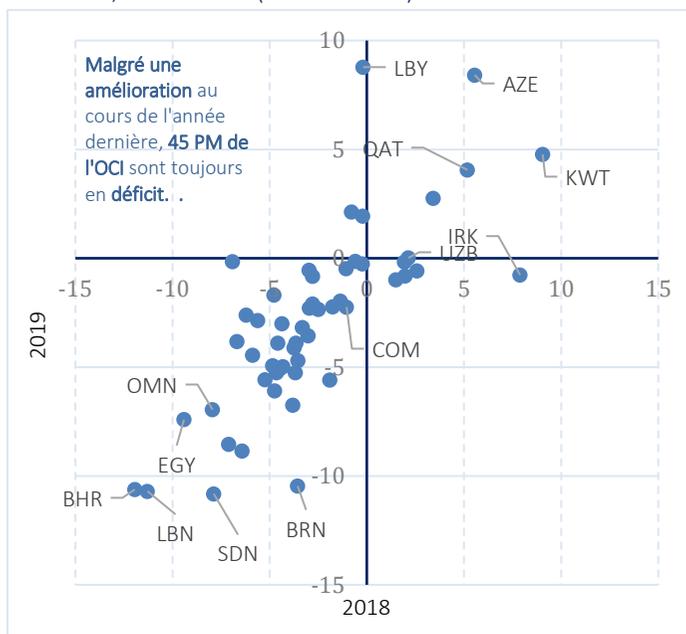


Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2020. Couverture des données: 54 pays de l'OCI.

- **L'équilibre fiscal:** 23 pays de l'OCI ont amélioré leur équilibre fiscal en 2019

Les dernières statistiques montrent que les politiques de resserrement budgétaire adoptées à la suite de la crise financière ont permis d'améliorer les soldes budgétaires à travers le monde. Néanmoins, la forte baisse des prix des produits de base en particulier des prix des produits pétroliers en 2014/2015 a conduit à une augmentation significative des déficits budgétaires dans tous les grands pays exportateurs de pétrole dans les pays en développement. En particulier, les pays développés ont connu une amélioration des soldes budgétaires. D'autre part, les pays en développement ont

**Graphique 2.29:** Variation de l'équilibre fiscal dans les pays de l'OCI, en % du PIB (2018 vs 2019)



Source: FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale, avril 2020. Couverture des données: 54 pays de l'OCI.



enregistré une détérioration significative de leur situation budgétaire au cours de la dernière décennie.

Au cours de la période considérée, les pays membres de l'OCI ont connu une forte détérioration de leur solde budgétaire. La forte dépendance à l'égard des exportations de produits de base et de biens primaires rend de nombreux pays de l'OCI particulièrement vulnérables aux fluctuations des prix. En 2018, dix pays de l'OCI affichaient un excédent budgétaire. Ce nombre est passé à huit en 2019 (graphique 2.29). Au cours de 2018-2019, plusieurs pays de l'OCI exportateurs de pétrole ont connu quelques améliorations de leurs soldes budgétaires au milieu de la reprise des prix du pétrole. En revanche, le Soudan a enregistré le déficit du solde budgétaire le plus important (10,8%) suivi du Liban (10,7%), et du Bahreïn (10,6%).



# CHAPITRE TROIS

## Commerce et finance



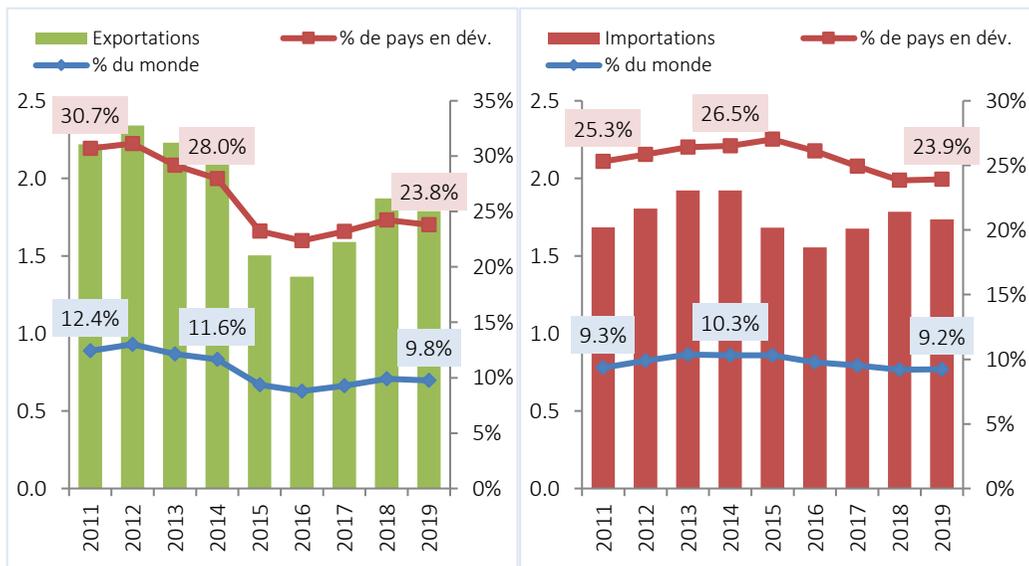
### 3.1 Commerce des biens et services

- **Commerce des marchandises :** La part des pays de l'OCI dans le total des exportations mondiales a légèrement diminué pour atteindre 9,8 % en 2019.

La valeur totale des exportations mondiales de marchandises, selon les Directions of Trade Statistics (DOTS) du FMI, a été enregistrée à 18,3 billions de dollars des États-Unis en 2019, par rapport à 18,9 billions de dollars des États-Unis en 2018. Selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), cependant, les exportations mondiales de marchandises ont diminué, passant de 19 500 milliards de dollars des États-Unis en 2018 à 18 900 milliards de dollars des États-Unis en 2019. Après avoir enregistré de forts taux de croissance pendant deux années consécutives, les flux commerciaux mondiaux semblent se ralentir en raison de l'aggravation des tensions commerciales au sein des grandes économies. Malgré de petites différences dans les estimations du commerce mondial, les exportations mondiales ont diminué de plus de 3 % en 2019. La récente pandémie de COVID-19 crée des incertitudes supplémentaires, affectant négativement les relations commerciales. En conséquence, les estimations globales sur les flux commerciaux ont été révisées à la baisse de manière significative. Selon les estimations de l'OMC, les flux commerciaux mondiaux devraient diminuer de 13 à 32 % en 2020.

Suivant cette tendance mondiale, les pays de l'OCI ont également connu un ralentissement de leurs exportations totales vers le monde. Après avoir constamment diminué au cours de la période 2012-2016 et atteint son plus bas niveau en 2016 depuis 2008, leurs exportations globales ont augmenté pour atteindre 1,87 trillion de dollars des États-Unis en 2018, comme l'indique le rapport DOTS du FMI (graphique 3.1). Toutefois, il est retombé à 1,79 trillion de dollars en 2019, ce qui correspond à une baisse de 4,4 % du total des flux d'exportation. Cette

**Graphique 3.1:** Les exportations et importations de marchandises de l'OCI (billions de \$)



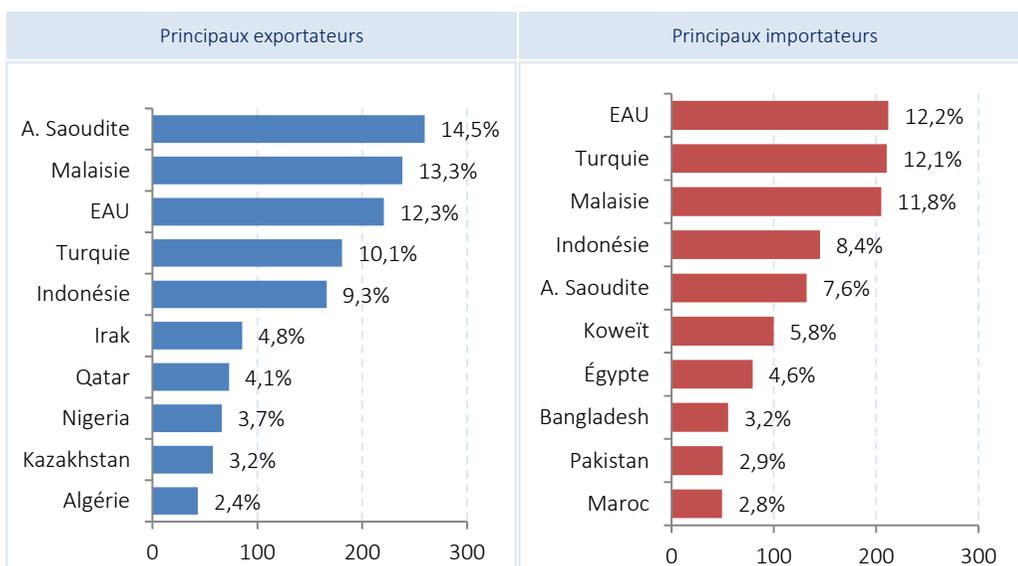
Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), Juillet 2020. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 37 pays développés et 116 pays en développement non membres de l'OCI.

tendance à la baisse a été plus forte que celle observée dans les pays en développement non membres de l'OCI et dans le monde, ce qui a entraîné une baisse de la part des pays de l'OCI dans le total des pays en développement et des exportations mondiales en 2019. En conséquence, la part des pays de l'OCI dans les exportations totales des pays en développement est tombée à 23,8 % en 2019, contre 24,2 % en 2018. La part collective des pays de l'OCI dans le total des exportations mondiales de matières premières a également suivi une tendance similaire entre 2012 et 2016, et a diminué à 8,8 % en 2016, soit le ratio le plus faible observé depuis 2005. Cela s'explique en grande partie par la chute des prix des produits de base, où les pays de l'OCI ont une concentration importante. Cependant, après avoir remonté à 9,9 % en 2018, elle a légèrement baissé à 9,8 % en 2019. Dans l'avenir, pour atteindre une croissance durable à long terme dans le commerce des marchandises et disposer d'une plus grande part dans le total des exportations mondiales, les pays de l'OCI auront apparemment besoin davantage de secteurs économiques compétitifs avec des niveaux importants de diversification et d'une intensité technologique accrue.

De même, le total des importations de marchandises des pays de l'OCI est passé de 1,78 billion de dollars en 2018 à 1,74 billions de dollars en 2019 (graphique 3.1, à droite). Malgré la baisse des volumes d'importation, la part du groupe de l'OCI dans les importations mondiales de marchandises est restée stable à 9,2 % en 2019 par rapport à 10,4 % en 2013, tandis que sa part dans les importations totales des pays en développement a légèrement augmenté, passant de 23,8 % en 2018 à 23,9 % en 2019.

Concernant les parts des différents pays membres dans le total des exportations de marchandises du groupe de l'OCI, il a été observé que l'essentiel des exportations totales des

**Graphique 3.2:** Les plus grands exportateurs et importateurs de marchandises de l'OCI (2019, en milliards de dollars)



Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), Juillet 2020. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.



pays de l'OCI est toujours concentré dans quelques pays (graphique 3.2, à gauche). En 2019, les cinq premiers plus gros exportateurs de l'OCI représentaient 59,5% des exportations totales de marchandises de tous les pays membres alors que les dix premiers pays représentaient 77,7%. L'Arabie saoudite, avec plus de 259 milliards de dollars US d'exportations de marchandises et avec une part de 14,5 % des exportations totales de l'OCI, est devenue le premier exportateur de l'OCI en 2019. Elle est suivie par la Malaisie (238 milliards de dollars, 13,3 %), les Émirats arabes unis (221 milliards de dollars, 12,3 %), la Turquie (181 milliards de dollars, 10,1 %) et l'Indonésie (166 milliards de dollars, 9,3 %). En général, une augmentation des prix des matières premières a augmenté les parts des pays exportateurs de matières premières par rapport aux exportateurs de biens manufacturés.

De même que pour les exportations, les importations de marchandises des pays de l'OCI sont aussi fortement concentrées dans quelques pays. Comme le montre la section droite du graphique 3.2, les Émirats arabes unis et la Turquie avec respectivement 212 milliards et 210 milliards de dollars d'importations, ont pris les devants en 2019 en matière de volume des importations de marchandises et ensemble ont représenté 24,3% du total des importations de marchandises de l'OCI. Ils sont suivis par la Malaisie (205 milliards, 11,8%), l'Indonésie (145 milliards de dollars, 8,4 %) et l'Arabie saoudite (132 milliards de dollars, 7,6%), qui ensemble représentaient 27,8 % de part dans les importations de marchandises de l'OCI. Par conséquent, les cinq premiers plus grands importateurs de l'OCI représentaient 52,1% des importations totales de marchandises de tous les pays membres, alors que les dix premiers pays représentaient 71,3% en 2019.

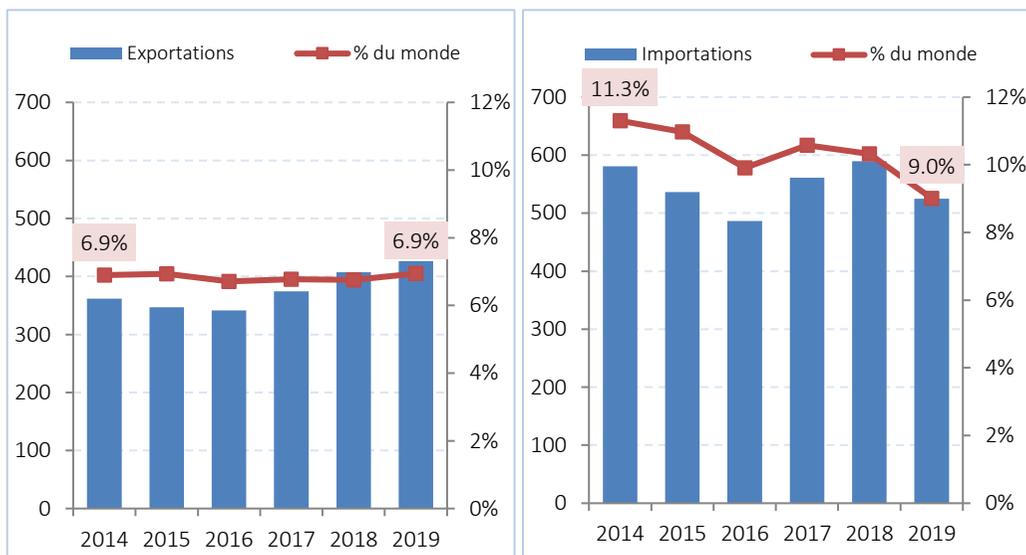
Pour soutenir une croissance économique à long terme, les pays de l'OCI doivent réduire leur forte dépendance sur les exportations de combustibles minéraux et des matières premières, qui requièrent moins d'intensité technologique, et concevoir et mettre en œuvre des politiques spécifiques pour l'adoption de méthodes de fabrication plus avancées pour accroître la part des produits à forte intensité technologique dans les exportations. Cela est également indispensable pour accroître la compétitivité des produits commercialisables sur les marchés internationaux d'exportations.

- **Commerce des services :** Les exportations totales de services de l'OCI ont enregistré leur niveau le plus élevé en 2019, mais elles représentaient moins de 7 % des exportations mondiales de services.

Le secteur des services joue un rôle de plus en plus important dans l'économie mondiale et la croissance et le développement des pays. C'est aussi un élément crucial dans la réduction de la pauvreté et de l'accès aux services de base, y compris l'éducation, l'eau et les services de santé. Le secteur des services constitue le plus grand segment de l'économie, ce qui contribue à augmenter les parts dans le PIB, le commerce et l'emploi. Selon les éditions de 2020 des Indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale et des Principaux agrégats des comptes nationaux des Nations unies, le secteur des services a représenté en moyenne 67 %-68 % de la valeur ajoutée mondiale au cours de la période 2010-2018 et s'est développée plus rapidement que les deux autres grands secteurs de l'économie, à savoir, l'agriculture et

l'industrie. Ce secteur représente plus de 50% de l'emploi dans le monde entier. Le commerce des services représente plus de 20 % du commerce mondial des biens et services, une part importante de l'investissement direct étranger (IDE) mondial entrant dans le secteur (CNUCED, 2019).

**Graphique 3.3:** Les exportations et importations de services (en milliards de \$ des États Unis)



Source: Base de données de l'OMC. Juillet 2020. Couverture des données: [Exportations] 53 pays de l'OCI, 36 pays développés et 87 pays en développement non membres de l'OCI. [Importations] 40 pays de l'OCI, 36 pays

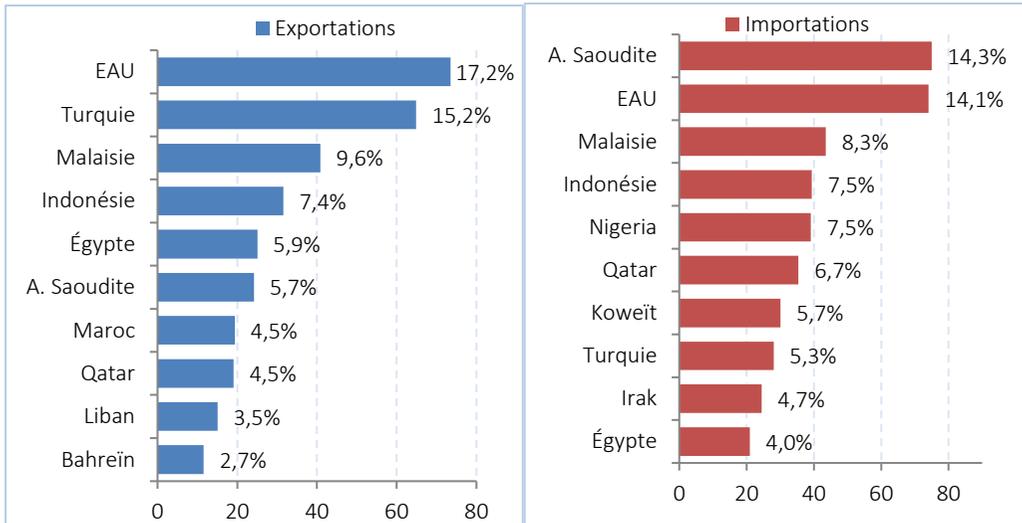
Pourtant, ces chiffres ne signifient pas une forte présence dans le volume du commerce mondial. En 2019, les exportations mondiales de services ont totalisé 6,1 trillions de dollars, comparativement à 18,3 trillions de dollars d'exportations de marchandises dans la même année. Selon les statistiques de l'OMC, les pays de l'OCI ont exporté 427 milliards de dollars de services en 2019, qui est le nombre le plus élevé enregistré par l'OCI (graphique 3.3, à gauche). D'autre part, les importations totales de services de l'OCI sont passées de 589 milliards de dollars des États-Unis en 2018 à 525 milliards en 2019 (graphique 3.3, à droite), ce qui a contribué à réduire le déficit commercial des services, comme nous le verrons plus loin dans la section.

Pourtant, les pays de l'OCI continuent de contribuer aux exportations mondiales de services à des taux relativement faibles. La part collective des pays de l'OCI dans le total des exportations mondiales de services est restée stable à environ 6,7% - 6,9% au cours de la période 2014-2019, tandis que la part dans les importations mondiales de services a fluctué entre 9,0% et 11,3% au cours de la même période. En 2019, les pays de l'OCI en tant que groupe représentaient 6,9 % des exportations mondiales de services et 9,0 % des importations mondiales de services (graphique 3.3).

Le graphique 3.4 montre les dix pays de l'OCI en fonction du volume de leurs exportations et importations de services. Les Émirats arabes unis, avec 73,5 milliards de dollars d'exportations et 17,2% de part dans le total des exportations de services de l'OCI, a été le principal exportateur



**Graphique 3.4:** Les 10 premiers exportateurs et importateurs de services (2019, en milliards de dollars)



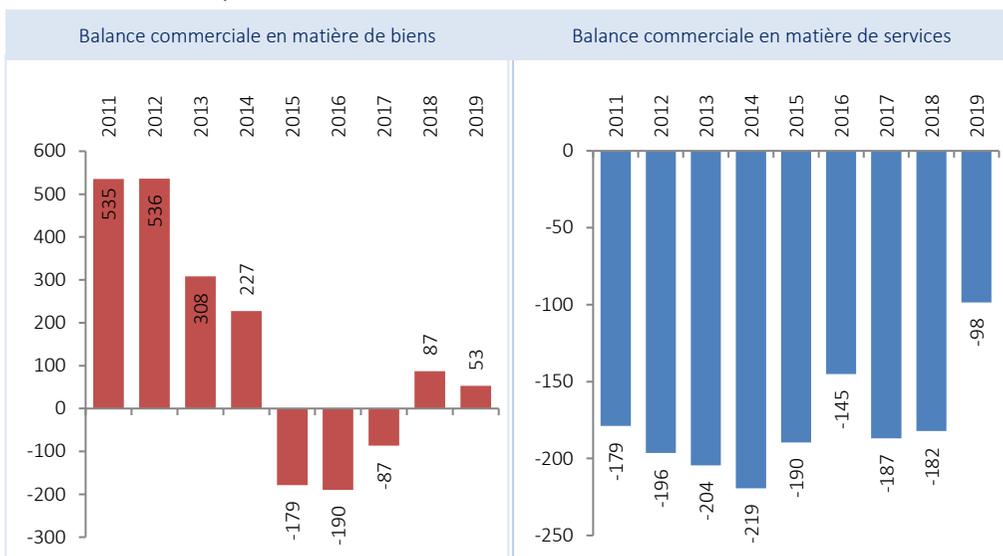
Source: Base de données de l'OMC. Couverture des données: [Exportations] 53 pays de l'OCI ; [Importations] 40 pays de l'OCI. Les pourcentages indiquent la part de chaque pays dans les exportations ou importations totales de l'OCI.

de services en 2019 (graphique 3. 4, à gauche). Il a été suivi par la Turquie (64,9 milliards de dollars, 15,2%), la Malaisie (40,9 milliards de dollars, 9,6%), l'Indonésie (31,6 milliards de dollars, 6,8%) et l'Égypte (23 milliards de dollars, 5,8%). En 2019, les dix premiers pays de l'OCI ont représenté 76,2% du total des exportations de services de l'OCI. En ce qui concerne les importations de services, l'Arabie saoudite a enregistré les importations de services les plus élevées avec un montant de 75 milliards de dollars des États-Unis et une part de 14,3 % du total des importations de services de l'OCI. Elle est suivie par les Émirats arabes unis (74,1 milliards de dollars, 14,1 %), la Malaisie (43,5 milliards de dollars, 8,3 %), l'Indonésie (39,4 milliards de dollars, 7,5 %) et le Nigeria (39,1 milliards de dollars, 7,5 %). L'ensemble des dix premiers pays importateurs de services de l'OCI représentaient 78,1% du total des importations de services des pays de l'OCI.

- **Balance commerciale** : Les pays de l'OCI restent exportateurs nets de biens, mais importateurs nets de services en 2019.

Les analyses ci-dessus sur le commerce des marchandises et des services indiquent que les pays de l'OCI ne jouent pas un rôle suffisant dans les activités économiques mondiales. Avec la baisse sur proportionnelle des flux commerciaux observée en 2019, leur contribution aux flux mondiaux de biens et de services est restée inférieure à leur potentiel. Les niveaux inadéquats de capacité dans le secteur manufacturier et des services les rendent moins compétitifs sur les marchés internationaux pour devenir des exportateurs nets de biens et de services.

Comme le montre le graphique 3.5 (à gauche), les pays de l'OCI sont devenus des importateurs nets de produits manufacturés au cours de la période 2015-2017, principalement en raison de la

**Graphique 3.5: Balance commerciale des pays de l'OCI en matière de biens et services (en milliards de dollars)**

Source: Base de données DOT et OMC du FMI. Couverture des données: [Biens] 56 pays de l'OCI, [Services]

chute des prix des matières premières. En 2018, les pays de l'OCI en tant que groupe ont enregistré à nouveau un excédent d'un montant de 87 milliards de dollars. Ce montant est tombé à 53 milliards de dollars en 2019. D'autre part, les pays de l'OCI sont restés des importateurs nets de services pendant la période considérée. Néanmoins, le déficit commercial des services a montré quelques signes d'amélioration et est tombé à son niveau le plus bas, soit 98 milliards de dollars en 2019.

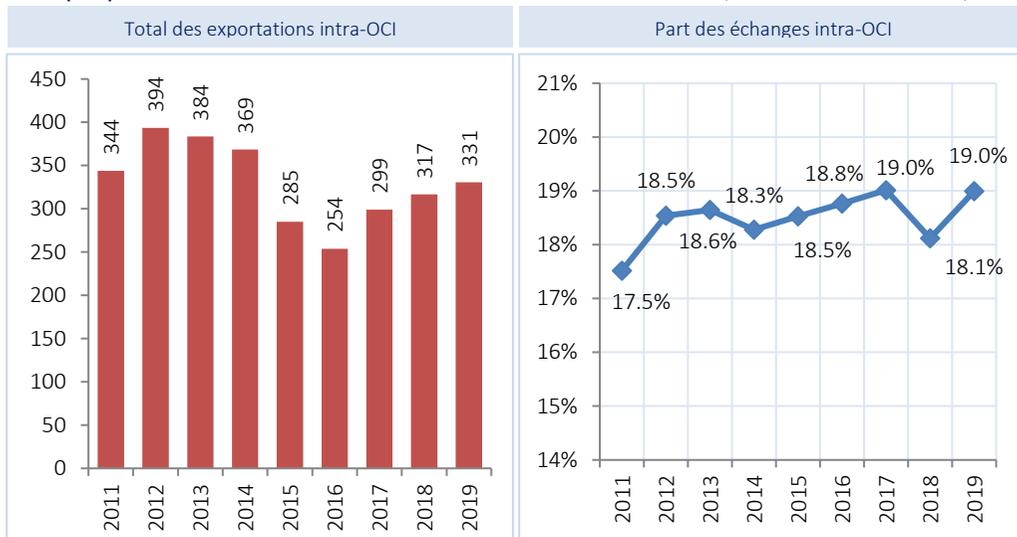
Au total, les pays de l'OCI n'ont enregistré qu'un déficit commercial de 45 milliards de dollars en 2019, qui a atteint 95 milliards de dollars en 2018. Afin de devenir un exportateur net de biens et de services et de continuer à générer des excédents commerciaux, les pays de l'OCI doivent améliorer leurs capacités de production existantes pour transformer leur économie vers des secteurs et des produits à plus forte valeur ajoutée et devenir plus compétitifs sur les marchés mondiaux pour un plus grand nombre de produits.

- **Commerce intra-OCI:** La part du commerce intra-OCI dans le commerce total des pays de l'OCI a rebondi à 19% en 2019.

Les flux d'exportation intra-OCI ont augmenté régulièrement depuis 2016, passant d'un niveau de 254 milliards de dollars des États-Unis à 331 milliards en 2019 (graphique 3.6, à gauche). Au cours des trois dernières années, les exportations intra-OCI ont augmenté de plus de 30 %, ce qui est une réalisation considérable. Pourtant, elle est restée inférieure aux valeurs totales enregistrées en 2012. Compte tenu de la légère baisse des exportations mondiales de l'OCI, l'augmentation des exportations intra-OCI en 2019 se traduit par une part plus importante des flux commerciaux intra-OCI. Les flux commerciaux intra-OCI se sont en fait maintenus entre 18



**Graphique 3.6:** Commerce des marchandises au niveau intra-OCI (en milliards de dollars)

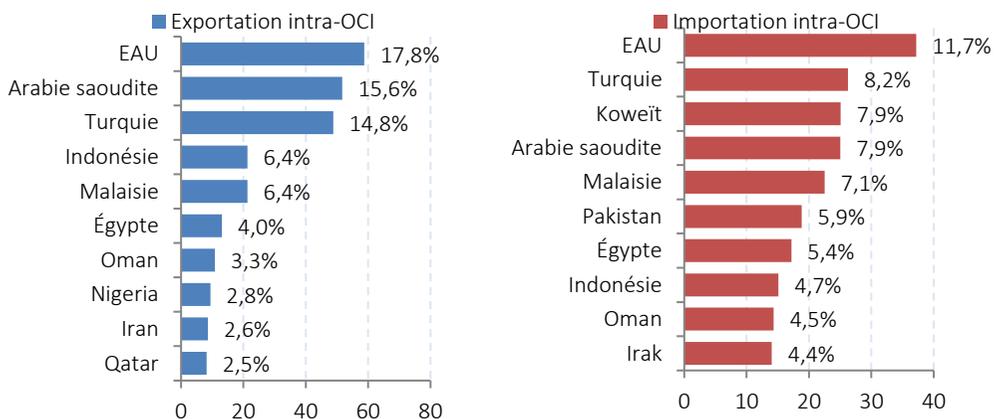


Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), Juillet 2020. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

et 19 % au cours de la période 2012-2019 (graphique 3.6, à droite). Malgré la forte baisse à 18,1 % en 2018, les pays de l'OCI ont réussi à faire remonter les flux commerciaux intra-OCI au niveau de 19 % en 2019. Toutefois, la faible croissance des flux commerciaux intra-OCI réduit les perspectives d'atteindre l'objectif de 25% défini dans le Programme d'action décennal de l'OCI (OCI-2025). Cela nécessite des efforts supplémentaires pour relancer l'élan ascendant par le biais d'accords bilatéraux et multilatéraux sur le commerce et l'investissement et de partenariats entre les pays de l'OCI.

Afin d'accroître davantage la part du commerce intra-OCI entre eux dans leur commerce total des marchandises, les pays de l'OCI ne doivent pas se focaliser uniquement sur

**Graphique 3.7:** Les exportateurs et importateurs de marchandises à l'intra-OCI (2019, en milliards de dollars)



Source: FMI, Direction des statistiques commerciales (DOTS), Juillet 2020. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

l'opérationnalisation du Système de Préférences commerciales entre les États membres de l'OCI (SPC-OCI) accompagnée d'une plus grande participation des pays membres, mais aussi de promouvoir la diversification et la compétitivité de leurs produits commercialisables en tenant compte de leurs besoins et avantages communs en matière de commerce. Cependant, les progrès réalisés dans la mise en œuvre du système sont plutôt lents.

Sur le plan national, le graphique 3.7 (à gauche) illustre les dix premiers pays membres en matière de volume de leurs exportations intra-OCI. En 2019, les dix premiers exportateurs intra-OCI représentaient jusqu'à 61,0% du total des exportations intra-OCI alors que les 10 premiers exportateurs représentaient 76,2%. Les Émirats arabes unis occupent la première place avec 58,8 milliards de dollars des États-Unis et 17,8 % du total des exportations intra-OCI, suivis par l'Arabie saoudite (51,7 milliards de dollars des États-Unis, 15,6 %), la Turquie (48,8 milliards de dollars des États-Unis, 14,8 %), l'Indonésie (21,3 milliards de dollars des États-Unis, 6,4 %) et la Malaisie (21,3 milliards de dollars des États-Unis, 6,4 %).

Les premiers pays de l'OCI en matière d'importations intra-OCI sont également représentés au graphique 3.7 (à droite). En 2019, les Émirats arabes unis, avec un volume total de 37,2 milliards de dollars soit 11,7% de part, ont été le plus grand importateur des pays de l'OCI. Ils sont suivis par la Turquie avec 26,2 milliards de dollars et 8,2% de part et le Koweït avec 25,1 milliards de dollars et 7,9% de part. Les cinq premiers pays de l'OCI ont représenté 42,7% du total des importations intra-OCI et les 10 pays représentaient 67,7% en 2019.

Le tableau 3.1 montre le nombre de paires de pays dont les flux commerciaux sont nuls. La base

**Tableau 3.1:** Nombre de paires de pays de l'OCI avec zéro importation

	Zéro importation	Importations < 1 Million	Importations < 1 million	Importations > 1 milliard	Total Obs.
<b>2005</b>	1 357	826	984	25	3192
<b>2010</b>	1 171	869	1 094	58	3192
<b>2015</b>	1053	922	1 157	60	3192
<b>2019</b>	1041	922	1 152	77	3192

Source: Calculs du personnel du SESRIC basés sur les statistiques de la Direction des statistiques commerciales du FMI (DOTS)

de données DOT du FMI fournit des informations sur 3192 paires de pays de l'OCI. 1041 dont aucune importation n'a été déclarée en 2019. Ce chiffre était de 1357 en 2005 et 1053 en 2015. La diminution du nombre de paires de pays à flux commercial nul est une indication du partenariat croissant entre les pays de l'OCI. Le tableau 3.1 montre également le nombre de pays dont les flux commerciaux dépassent 1 million et 1 milliard. Le nombre de paires de pays dont la valeur totale des biens importés dépasse 1 million et 1 milliard de dollars US a augmenté au fil du temps. Cela montre que les pays de l'OCI ne font pas seulement du commerce entre eux, mais qu'ils en font aussi de plus en plus au fil du temps.



### 3.2 Investissement et finance

- **Entrées d'IDE:** La part des pays de l'OCI dans les flux mondiaux d'IDE est tombée à 6,9 % en 2019 après avoir augmenté pendant deux années consécutives.

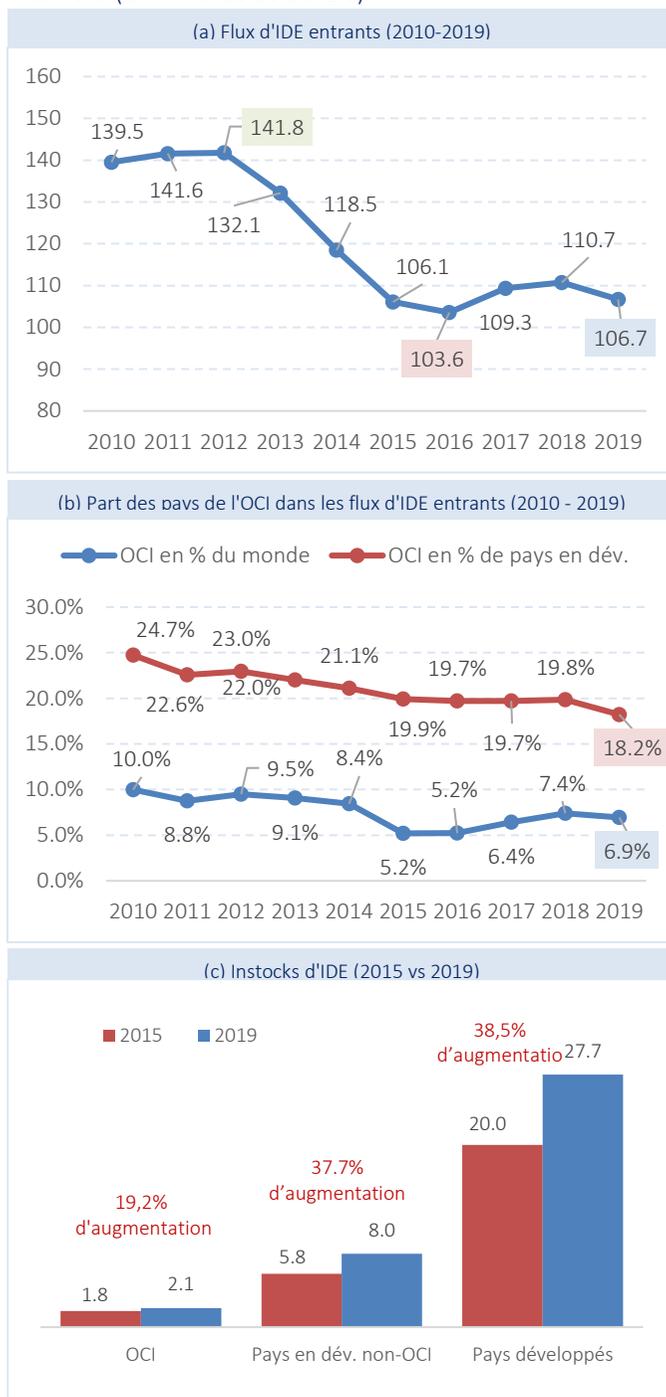
Le total mondial des investissements directs étrangers (IDE) s'est élevé à 1,54 trillion de dollars en 2019, soit une augmentation de plus de 45 milliards de dollars par rapport à la valeur de 1,5 trillion de dollars de l'année précédente, ce qui correspond à une hausse de 3 %. Après avoir connu une chute dramatique, passant d'un niveau historiquement élevé de 2 000 milliards de dollars en 2015 à 1 700 milliards de dollars en 2017 et 1 500 milliards de dollars en 2018, cette légère augmentation pourrait être le signe d'une amélioration des flux d'investissement mondiaux. Pourtant, la crise COVID-19 devrait provoquer une chute spectaculaire des flux d'IDE en 2020 et 2021. Selon la CNUCED (2020a), les flux mondiaux d'IDE devraient diminuer jusqu'à 40 % en 2020, ce qui ferait passer les IDE en dessous de 1 000 milliards de dollars pour la première fois depuis 2005. L'IDE devrait encore diminuer de 5 à 10 % en 2021.

Le graphique 3.8a décrit les flux totaux d'IDE en faveur des pays de l'OCI par rapport aux pays développés et en développement non membres de l'OCI. Il est observé que, durant la période considérée, les flux d'IDE destinés aux pays de l'OCI sont généralement restés inférieures à leur potentiel. Après avoir atteint 142 milliards de dollars en 2012, les flux d'IDE vers les pays membres de l'OCI a constamment baissé jusqu'en 2016 pour atteindre 103,6 milliards de dollars seulement. En 2017, la valeur totale des flux d'IDE destinés aux pays de l'OCI s'élevait pour la première fois depuis 2011, ce qui a été enregistrée à 109,3 milliards de dollars, correspondant à une augmentation de 5,5% par rapport à l'année précédente. Il a légèrement augmenté en 2018 pour atteindre 110,7 milliards de dollars. En 2019, les flux d'IDE vers les pays de l'OCI ont diminué de 3,6 % pour atteindre 106,7 milliards de dollars.

En revanche, la part des pays de l'OCI dans les flux mondiaux d'IDE a diminué pendant la plupart des années au cours de la dernière décennie. Après avoir atteint sa valeur la plus basse de 5,2 % en 2015 et 2016, il a rebondi à 7,4 % en 2018 (graphique 3.8b). Toutefois, en raison de l'augmentation des flux d'IDE mondiaux et de la baisse des flux vers les pays de l'OCI, la part des pays de l'OCI dans les flux d'IDE mondiaux a de nouveau diminué et est restée à 6,9 % en 2019. Toutefois, leur part dans les flux d'IDE vers les économies en développement n'a cessé de diminuer au fil des ans et a été enregistrée à 18,2 % en 2019.

Les projections pour les prochaines années sont également assez sombres. En supposant que les pays de l'OCI connaîtront une baisse de la même ampleur, soit environ 40 % en 2020, on prévoit que les flux d'IDE vers les pays de l'OCI pourraient passer en dessous de 64 milliards de dollars en 2020. Il s'agit d'une diminution beaucoup plus importante des flux d'investissement par rapport aux crises financières mondiales de 2008-2009, au cours desquelles les pays de l'OCI ont connu une chute de 173 milliards de dollars américains en 2008 à 132 américains en 2009, ce qui correspond à une baisse d'environ 23 % des flux totaux. Pour réduire les effets de la pandémie, de nombreux pays dans le monde tentent d'accélérer les procédures d'approbation des investissements, promouvoir l'utilisation étendue d'outils et de plates-formes en ligne, et

**Graphique 3.8:** Flux d'IDE et stocks entrants dans les pays de l'OCI (en milliards de dollars)



Source: Calculs du personnel du SESRIC selon la base de données STAT de la CNUCED Juillet 2020. Couverture des données: 56 pays de l'OCI, 109 non-OCI, et 37 développés .

proposer des systèmes d'incitation à la R&D liée à la santé afin d'atténuer l'impact sur les flux d'investissement et les entreprises locales (CNUCED, 2020b).

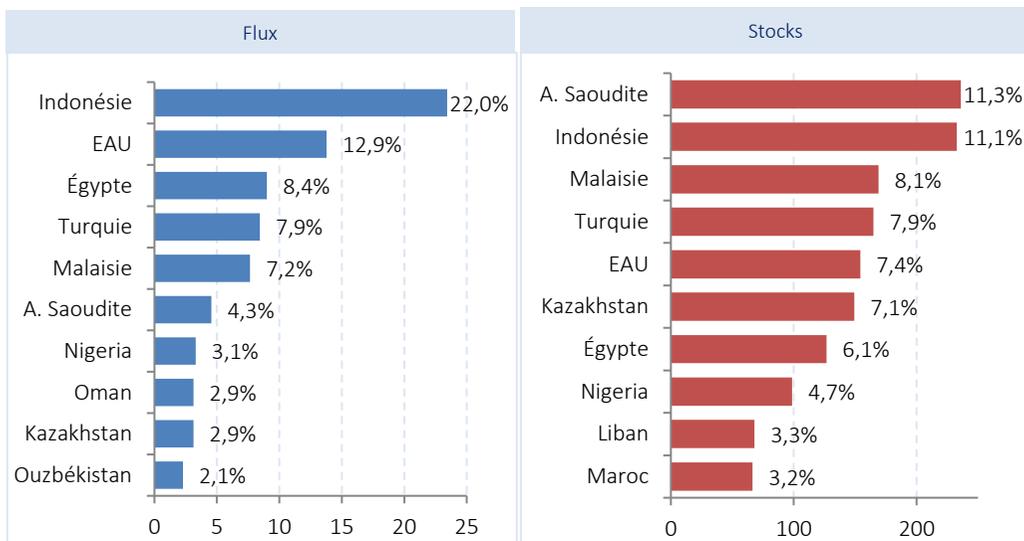
En termes de stocks d'IDE, le stock mondial d'IDE entrants a atteint 36,5 billions de dollars des États-Unis en 2019. Les pays de l'OCI ont collectivement enregistré un stock d'IDE de 2,1 billions de dollars en 2019. (graphique 3.8c). Bien que les stocks entrants d'IDE dans les pays de l'OCI aient augmenté de plus de 50 % depuis 2010, cette augmentation a été inférieure à la croissance des autres groupes de pays, ce qui a entraîné une baisse de sa part dans le stock mondial d'IDE, qui est passée de 6,5 % en 2010 à 5,5 % en 2019. En outre, l'essentiel du stock entrants d'IDE a été reçu par les pays développés, qui ont collectivement enregistré une part de plus de 75 % du stock intérieur mondial d'IDE en 2019.

Comme dans le cas d'autres grands agrégats macro-économiques du groupe de l'OCI, les flux d'IDE destinés aux pays de l'OCI montrent également un haut niveau de concentration, dont la majeure partie est constamment destinée à seulement



quelques-uns d'entre eux. Les cinq premiers pays de l'OCI avec le plus grand flux intérieur d'IDE ont représenté ensemble 58,4% du total des flux d'IDE à destination des pays de l'OCI, alors que les dix premiers pays représentaient 73,8% (graphique 3.9, à gauche). En 2019, l'Indonésie s'est placée en tête avec 23,4 milliards de dollars des États-Unis de flux d'IDE entrants, et une part de 22,0 % du total de l'OCI. Elle est suivie par les Émirats arabes unis (13,8 milliards de dollars, 12,9 %), l'Égypte (9,0 milliards de dollars, 8,4 %), la Turquie (8,4 milliards de dollars, 7,9 %) et la Malaisie (7,7 milliards de dollars, 7,2 %).

**Graphique 3.9:** 10 premiers pays recevant les flux et Stocks d'IDE entrants (2019, en milliards de dollars)



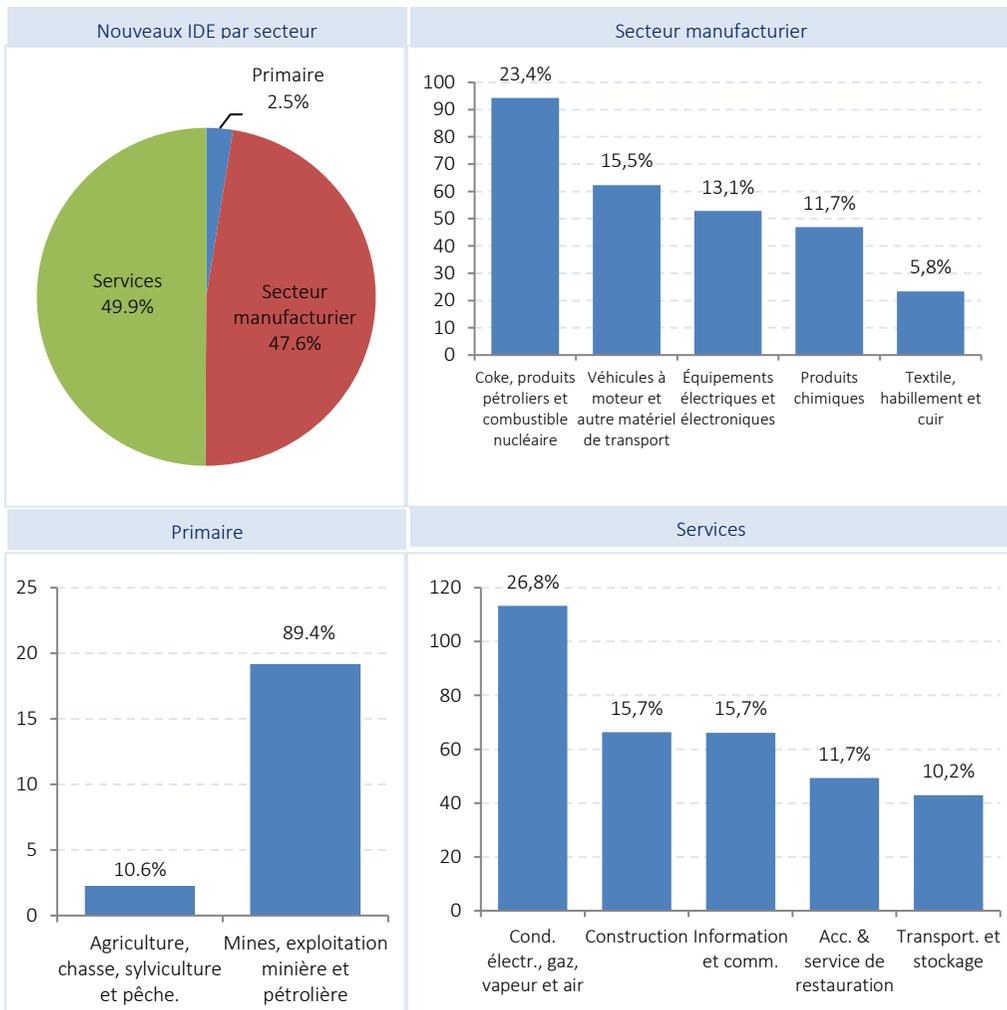
Source: STAT de la CNUCED, Juillet 2020. Couverture de données 56 pays de l'OCI.

Une situation similaire est également observée dans le cas du stock d'IDE entrants puisque les cinq premiers pays ont accueilli 45,7% du total des stocks d'IDE entrants de l'OCI alors que les dix premiers pays en ont accueilli 70,1%. Avec des stocks d'IDE entrants de 236 milliards de dollars (11,3 % du total de l'OCI), l'Arabie saoudite s'est classée au premier rang des pays de l'OCI ayant le plus grand stock d'IDE entrant en 2018. Elle est suivie par l'Indonésie (233 milliards de dollars, 11,1%), la Malaisie (169 milliards de dollars, 8,1%), la Turquie (165 milliards de dollars, 7,9%) et les EAU (154 milliards de dollars, 7,4%).

Dans l'ensemble, cet état de fait suggère qu'une grande majorité des pays de l'OCI ne sont toujours pas en mesure de mettre en place un cadre économique favorable et fournir aux entreprises étrangères une réglementation adéquate ainsi qu'une infrastructure physique pour attirer plus de flux d'IDE. Par conséquent, les pays de l'OCI, en général, ont besoin de prendre rapidement des mesures visant à favoriser un environnement propice pour attirer plus d'investissements étrangers. Pour atteindre cet objectif, des réformes sont nécessaires pour améliorer le climat des affaires et d'introduire des incitations à l'investissement adaptées aux besoins des investisseurs nationaux et étrangers. Ceci, à son tour, requiert la construction d'infrastructures adéquates ainsi que l'investissement dans les technologies modernes pour

améliorer leurs capacités de production, ce qui est encore un défi majeur pour majorité d'entre eux.

**Graphique 3.10: Répartition des nouveaux investissements à travers le monde, par secteur (2019, en milliards de dollars)**



Source: STAT de la CNUCED, juillet 2019. Données déclarées comme agrégat.

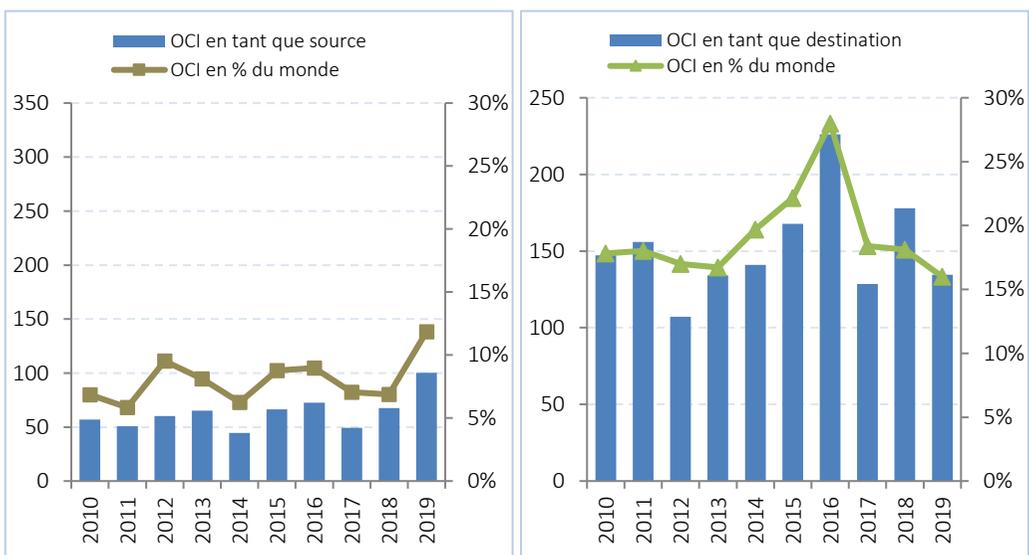
Un indicateur important pour évaluer les tendances futures est la valeur d'investissements en installations nouvelles. Sa distribution donne également des informations importantes sur les secteurs et sous-secteurs dans lesquels les investisseurs sont prêts à investir davantage. La répartition mondiale des nouveaux investissements annoncés indique que moins de 3 % iront au secteur primaire (graphique 3.10, en haut à gauche), tandis que la quasi-totalité de ces investissements seront affectés aux industries minières, pétrolières et des carrières (graphique 3.10, en bas à gauche). Le secteur manufacturier devrait recevoir 47,6% des investissements futurs, les produits pétroliers, les équipements électriques et les véhicules automobiles étant les



principales industries qui devraient recevoir des investissements à l'échelle mondiale (graphique 3.10, en haut à droite). D'autre part, la moitié des investissements iront au secteur des services, l'électricité, le gaz et l'eau, et la construction devraient recevoir la plus grande part des flux d'investissement vers le secteur des services. (graphique 3.10, en bas à droite). Cette répartition des investissements entre les secteurs aura aussi des implications pour le développement industriel.

Le graphique 3.11 montre la valeur des nouveaux investissements annoncés depuis 2010. Les pays de l'OCI, en moyenne, ont été la source de flux d'investissements mondiaux à environ 7%, mais ce ratio est passé à 11,8% en 2019 (à gauche). D'autre part, il a été annoncé qu'environ 20 % des flux d'investissement mondiaux seraient dirigés vers les pays de l'OCI au cours de la période considérée, ce qui devrait tomber à 16 % en 2019, un ratio bien inférieur au taux atteint en 2016 avec 28 % (à droite). En conséquence, les pays de l'OCI continuent de recevoir plus d'investissements que ceux qu'ils ont réalisés à l'étranger, selon les statistiques annoncées sur les nouveaux investissements.

**Graphique 3.11: Nouveaux investissements dans les pays de l'OCI (milliards de dollars)**



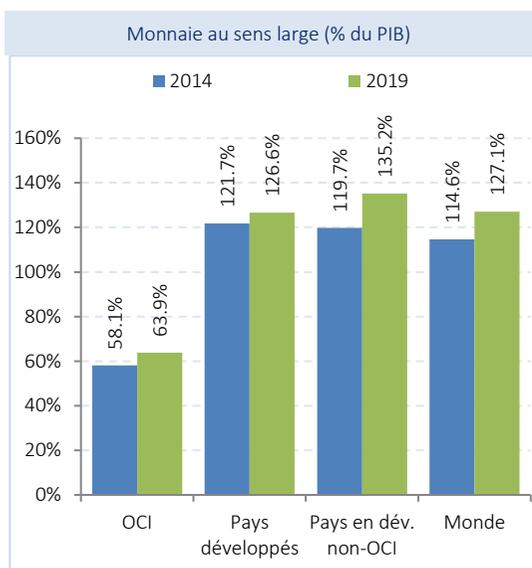
Source: Calculs du personnel de SESRIC basés sur les données des STAT de la CNUCED. Couverture des données: 56 pays de l'OCI.

Manifestement, les flux d'investissement dans les pays de l'OCI ne sont pas au niveau souhaité et les investissements annoncés offrent des perspectives limitées d'amélioration. À cet égard, plus d'interventions sont nécessaires pour réduire les obstacles à l'investissement et améliorer le climat des affaires visant à promouvoir les entrées d'investissement dans les pays de l'OCI. Il est également important de promouvoir les flux d'investissement au niveau intra-OCI. Le succès de la réalisation du potentiel en matière d'IDE intra-OCI est étroitement lié à la détermination des décideurs politiques des pays de l'OCI à adopter certaines mesures politiques concrètes pour réduire les obstacles au commerce et à l'investissement, abolir/assouplir les régimes de visas et faciliter les transferts de capitaux entre les pays membres de l'OCI.

- **Développement du secteur financier :** Le degré d'approfondissement financier dans les pays de l'OCI n'est toujours pas satisfaisant

Un système financier qui fonctionne bien peut ouvrir la voie à un développement économique rapide, notamment grâce à l'allocation efficace de l'épargne intérieure aux activités productives. L'importance de ce rôle a en effet suscité beaucoup d'intérêt en termes d'impact sur la croissance économique, et un fort consensus s'est dégagé dans la littérature selon lequel des intermédiaires financiers bien établis ont un impact significatif sur la croissance économique.

**Graphique 3.12:** Le développement du secteur financier



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale. Couverture des données: 51 pays de l'OCI, 15 pays développés, 86 pays en développement non membres de l'OCI.

L'indicateur couramment utilisé pour déterminer le degré d'approfondissement financier est le ratio de la masse monétaire sur le PIB. Un ratio plus élevé est généralement associé à une plus grande liquidité financière et d'approfondissement. Comme illustré sur le graphique 3.12, le volume moyen de la masse monétaire par rapport au PIB des pays de l'OCI a été évalué à 63,9% en 2019, comparativement à 135% dans les pays en développement non membres de l'OCI et 127% de la moyenne mondiale. Vraisemblablement, le secteur financier dans les pays membres est à la traîne en matière de fourniture de liquidité suffisante et de meilleures possibilités d'investissement pour l'économie à moindre coût.

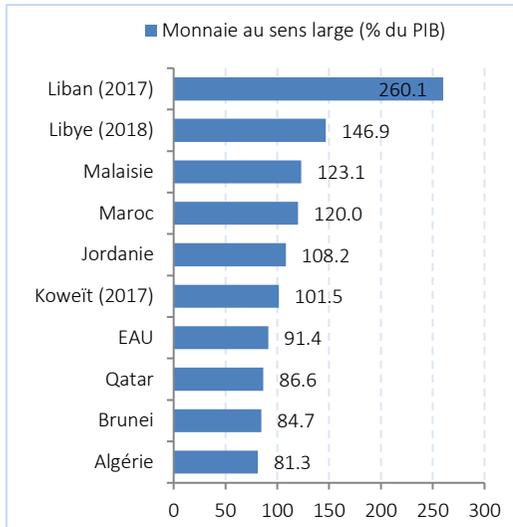
Le niveau de développement financier varie considérablement d'un pays à l'autre dans le groupe de l'OCI. Alors que certains pays membres disposent des systèmes financiers relativement plus avancés, à savoir des banques, assurances et d'autres institutions financières dynamiques, et des régimes efficaces de surveillance et de réglementation financière, et beaucoup d'autres sont à la traîne en raison de leurs niveaux de développement financier. Cette situation offre une grande possibilité d'amélioration des systèmes financiers dans les pays de l'OCI.

Compte tenu des prémisses que l'approfondissement financier confère des avantages importants en stabilité pour l'économie, quoiqu'avec des réserves, de nombreux pays de l'OCI sont apparemment privés de ces avantages de stabilité. Cependant, il y a quelques exceptions tenant compte du fait que le Liban, la Libye et la Malaisie où l'approfondissement financier, tel que mesuré par le volume de la masse monétaire par rapport au PIB, est au-dessus du niveau de la moyenne mondiale. Au Liban, par exemple, la masse monétaire totale qui comprend, entre autres, tous les dépôts et la monnaie au sens étroit, était plus de deux fois supérieure au montant



du PIB (260,1%), comme illustré sur le graphique 3.13. En Libye, en Malaisie, au Maroc, en Jordanie et au Koweït, la taille relative de la masse monétaire par rapport au PIB a également dépassé le seuil de 100 %.

**Graphique 3.13:** Le développement du secteur financier, les premiers pays de l'OCI



Source: Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale. Couverture des données: Sur les 51 pays de l'OCI dont les données sont disponibles après 2017.

Un rapport du FMI soutient que l'approfondissement financier, à travers l'augmentation des volumes de transactions financières, peut améliorer la capacité du système financier d'un pays vers les flux de capitaux intermédiaire sans d'importantes fluctuations des prix d'actifs et des taux de change (FMI, 2011). On affirme que les marchés financiers profonds fournissent des sources alternatives de financement du marché financier intérieur lors de la période de tension internationale, en limitant les effets de contagion, comme en témoigne la récente crise financière mondiale.

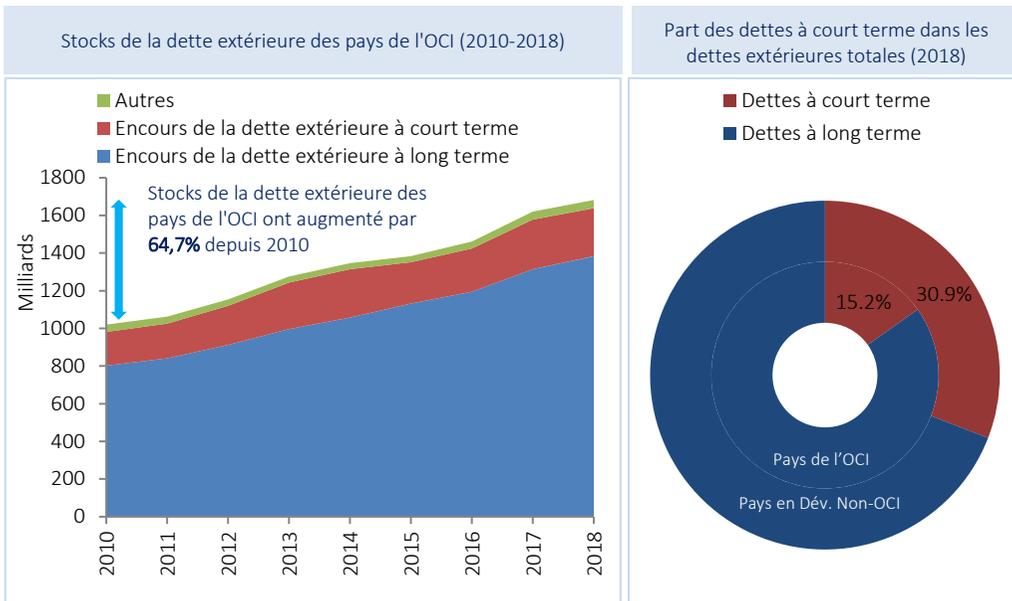
Toutefois, les faits montrent que l'approfondissement financier peut également attirer des capitaux volatils, ce qui complique la gestion macroéconomique de l'économie du pays. En outre, l'approfondissement des marchés financiers

peut se produire soudainement, menant à l'envolée du crédit et suivie d'un effondrement. Au niveau systémique, tous ces facteurs, s'ils sont bien gérés, peuvent réduire le besoin d'accumuler des actifs étrangers et, au niveau mondial, promouvoir l'ajustement global.

- **Dettes extérieures :** Le stock de la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté de 64,7% depuis 2010, tandis que les dettes à long terme représentaient plus de 84% des dettes totales en 2018.

Le stock total de la dette extérieure des pays de l'OCI a affiché une tendance à la hausse au cours de la dernière décennie. En 2018, la dette extérieure totale des pays de l'OCI a progressé de 3,9% par rapport à l'année précédente et atteint 1,68 billion de dollars. D'autre part, 21 pays de l'OCI sont classés pays pauvres très endettés (PPTÉ) par la Banque mondiale. En ligne avec l'augmentation du montant de la dette en termes absolus, le graphique 3.14 (à gauche) montre la taille des dettes totales des pays de l'OCI et ses distributions au fil des ans. Le stock de la dette extérieure des pays de l'OCI a augmenté de 64,7% depuis 2010. Au cours de la même période, la dette extérieure des pays en développement non membres de l'OCI a augmenté de 81 % pour atteindre 6,13 billions de dollars des États-Unis en 2018.

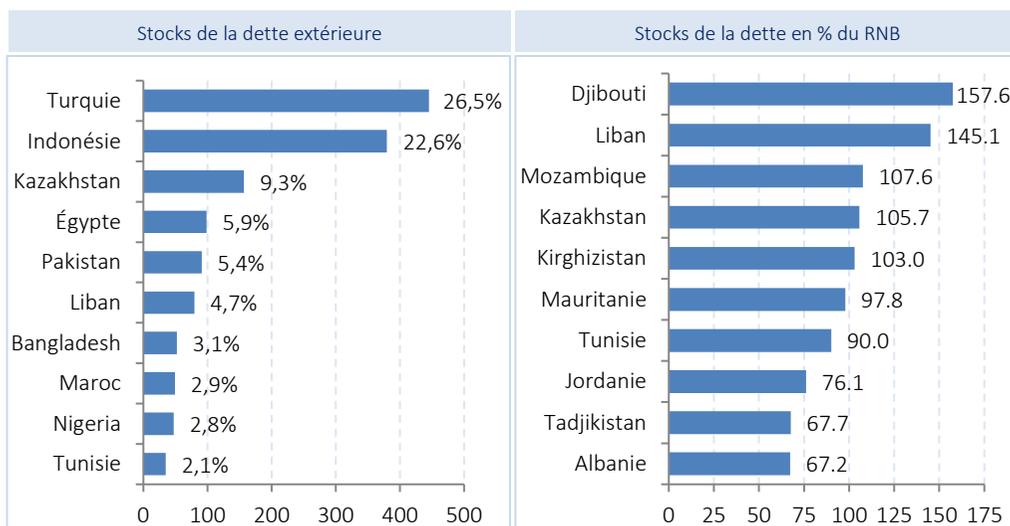
**Graphique 3.14: Stocks de la dette extérieure**



Source: Banque mondiale, base de données des IDM, juillet 2020 Couverture des données: [À GAUCHE] 44 pays de l'OCI ; [À DROITE] 44 pays de l'OCI, 77 pays non membres de l'OCI

En termes de structure des échéances de la dette extérieure, la part des dettes à court terme reste faible par rapport aux pays non-membres de l'OCI, mais sa part dans les pays de l'OCI a augmenté au cours du temps. En 2018, les dettes à court terme représentaient 15,2% du total de la dette extérieure des pays de l'OCI, tandis que 30,9% du total des dettes des pays en développement non membres de l'OCI étaient des dettes à court terme (graphique 3.14, à droite).

**Graphique 3.15: Les pays de l'OCI les plus endettés (2018)**



Source: Banque mondiale, base de données des IDM, juillet 2020 Couverture des données: 44 pays de l'OCI.



Au niveau de chaque pays, la Turquie reste le pays membre de l'OCI le plus endetté en 2018 avec 445 milliards de dollars de dette, ce qui représente 26,5% de la dette extérieure totale des pays de l'OCI pour lesquels des données sont disponibles. La Turquie a été suivie par l'Indonésie (380 milliards de dollars), le Kazakhstan (157 milliards), l'Égypte (99 milliards) et le Pakistan (91 milliards). La Turquie et l'Indonésie représentent ensemble 49 % de la dette extérieure totale des pays de l'OCI en 2018 (graphique 3.15, à gauche).

Toutefois, d'après la taille de production économique d'un pays, se focaliser sur la taille absolue du stock de la dette pourrait être trompeur. À cet égard, il est soutenu que le ratio dette/RNB donne une vue plus précise de l'endettement d'un pays, l'ajustant à la taille du revenu national brut. En termes de taille relative de la dette extérieure par rapport au RNB, Djibouti, avec une dette de 157,6 % par rapport au RNB, était le pays de l'OCI le plus endetté en 2018 (graphique 3.15, à droite). Il était suivi par le Liban (145,1 %), le Mozambique (107,6 %), le Kazakhstan (105,7 %) et le Kirghizstan (103 %).

Face à la pandémie de COVID-19, de nombreux pays de l'OCI ont adopté d'importants plans de relance économique pour atténuer les effets de la pandémie et protéger les entreprises et les ménages touchés. Certains d'entre eux sont confrontés à des contraintes considérables dans la mise en œuvre de plans de relance efficaces en raison de pertes de recettes et de la baisse de leurs réserves. Les turbulences financières sur les marchés financiers mondiaux ont déjà provoqué des fuites de capitaux, un renversement des flux d'investissement et des dévaluations de devises. Conjugué à d'importantes pertes de recettes, le service de la dette devient particulièrement difficile pour les gouvernements, avec une probabilité accrue de faillites et de nouveaux échecs économiques. En conséquence, la dette extérieure totale devrait augmenter dans de nombreux pays à travers le monde, y compris les pays de l'OCI, en raison des énormes dépenses publiques en réponse à la pandémie.

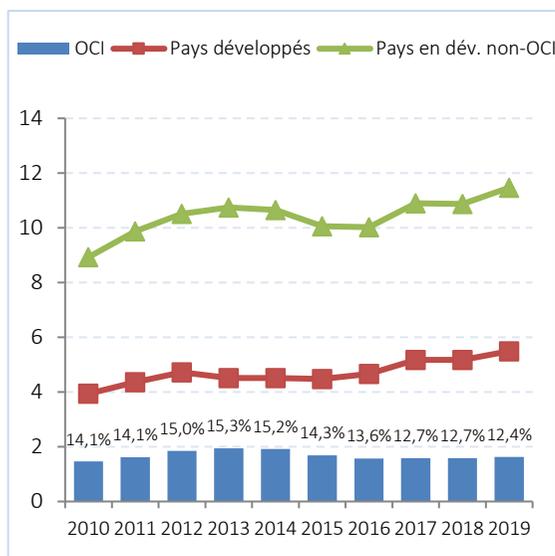
- 
- **Réserves:** Les réserves totales des pays de l'OCI restent stables à environ 1,6 trillion de dollars depuis 2016.
- 

Les réserves sont généralement considérées comme un instrument important pour protéger l'économie contre les chocs externes brusques. Le total des réserves monétaires mondiales - y compris l'or - est passé de sa valeur de 11,7 billions de dollars des États-Unis en 2015 à 13,1 billions de dollars des États-Unis en 2019. De ce montant, 5,5 trillions de dollars sont possédés par les pays développés et les autres 7,6 trillions de dollars sont détenus par les pays en développement (graphique 3.16). Le total des réserves des pays de l'OCI a suivi une tendance similaire à celle de l'agrégat mondial, qui a diminué entre 2013 et 2016, passant de 1,94 à 1,57 trillion de dollars des États-Unis. Toutefois, il est resté stable à 1,58 trillion de dollars en 2017 et 2018. Il a légèrement augmenté pour atteindre 1,63 trillion de dollars en 2019. La part des pays de l'OCI dans les réserves mondiales est constamment en baisse, passant de 15,3 % en 2013 à 12,4 % en 2019.

En 2019, les pays en développement possédaient 58,1% du total des réserves mondiales. La part croissante des pays en développement dans les réserves mondiales s'explique en grande partie

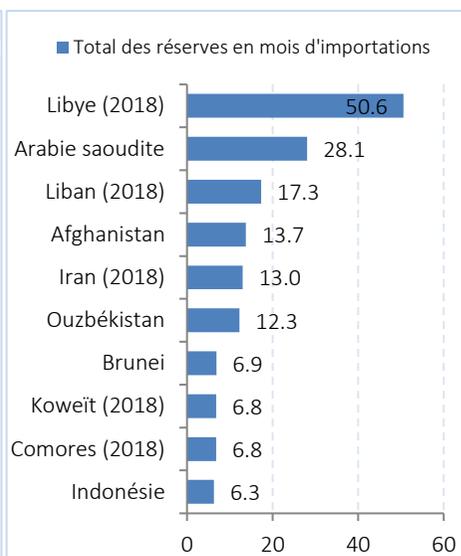
par l'augmentation des flux commerciaux, et les excédents commerciaux de certains pays émergents, comme la Chine, d'autres pays d'Asie nouvellement industrialisés, ainsi que les pays du Moyen-Orient exportateurs de pétrole. Les efforts de réforme financière dans certains pays en développement (surtout, ceux souffrant de déficits du compte courant) déployés pour améliorer leur position de réserve ont également joué un rôle. La libéralisation du compte de capital dans certains pays en développement a, semble-t-il, entraîné la nécessité d'accumulation de réserves en tant qu'assurance contre la volatilité financière y compris les arrêts/inversions brusques des flux de capitaux.

**Graphique 3.16:** Réserves, y compris l'or (billions de dollars des États-Unis)



Source: Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale. Couverture de données 44 pays de l'OCI, 35 pays développés et 91 pays en développement non membres de l'OCI.

**Graphique 3.17:** 10 principaux pays par réserves totales en mois d'importations (2019)



Source: Banque mondiale, base de données des IDM, juillet 2020. Couverture des données: 38 pays de l'OCI avec des données disponibles après 2018.

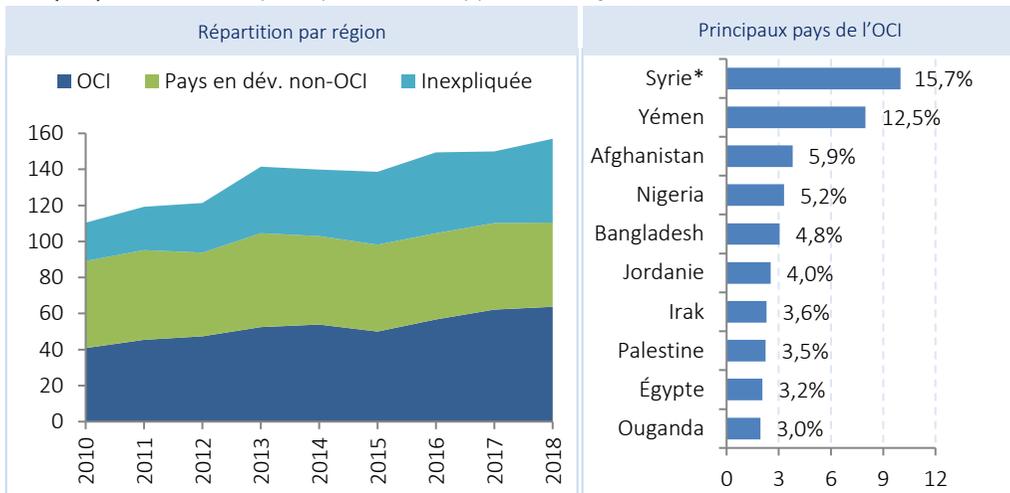
Le graphique 3.17 montre les 10 premiers pays de l'OCI par volume des réserves en mois d'importations au cours de la période 2018-2019. La Libye, avec des réserves équivalent à 50,6 mois d'importations, est en tête de liste, suivie de près par l'Arabie saoudite avec des réserves équivalent à 28,1 mois d'importations. Ensemble, avec le Liban, l'Afghanistan, l'Irak et l'Ouzbékistan, seuls six pays membres de l'OCI disposaient de réserves équivalent à plus de 12 mois de leurs importations.

- **APD et envois de fonds :** L'aide publique au développement et les transferts de fonds personnels aux pays de l'OCI ont augmenté au cours de l'année dernière.

L'aide publique au développement (APD) continue d'être une importante source de financement pour de nombreux pays en développement, y compris quelques pays membres de l'OCI. En 2018, les flux mondiaux nets de l'APD ont atteint 165.8 milliards de dollars des États-Unis, contre 146,7



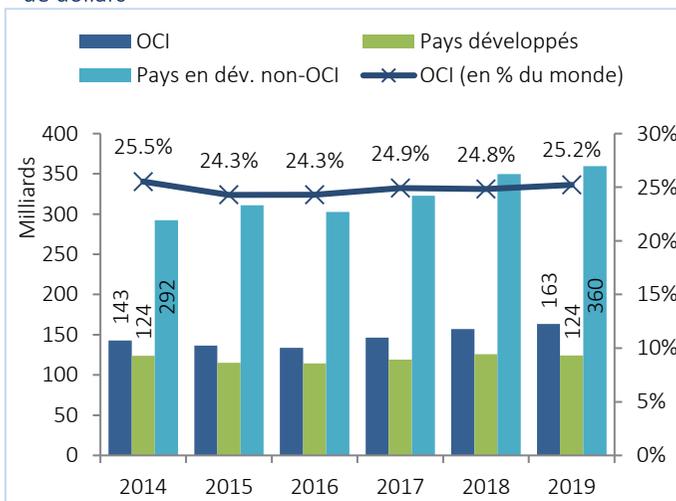
**Graphique 3.18:** L'aide publique au développement, reçue, en milliards de dollars \$



Source: Banque mondiale, base de données des IDM, juillet 2020 Couverture des données: 50 pays de l'OCI et 97 pays en développement non-OCI Remarque: Environ 28% des statistiques mondiales ne sont pas déclarées au niveau des pays. (\*) L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.

milliards de dollars des États-Unis en 2013 (graphique 3.18, à gauche). Cependant, les statistiques n'indiquent pas où tout cet argent s'écoulait, car les données montrent que les pays individuels représentent 66% des flux d'APD mondiale. En conséquence, plus de 33 % des flux d'APD restent inexplicables. Sur les 110,5 milliards de dollars de flux d'APD, pour lesquels les données de chaque pays sont disponibles, 57,7% étaient destinés aux pays de l'OCI en 2018. C'est également la plus forte part observée depuis 2006.

**Graphique 3.19:** Les envois de fonds personnels, en milliards de dollars

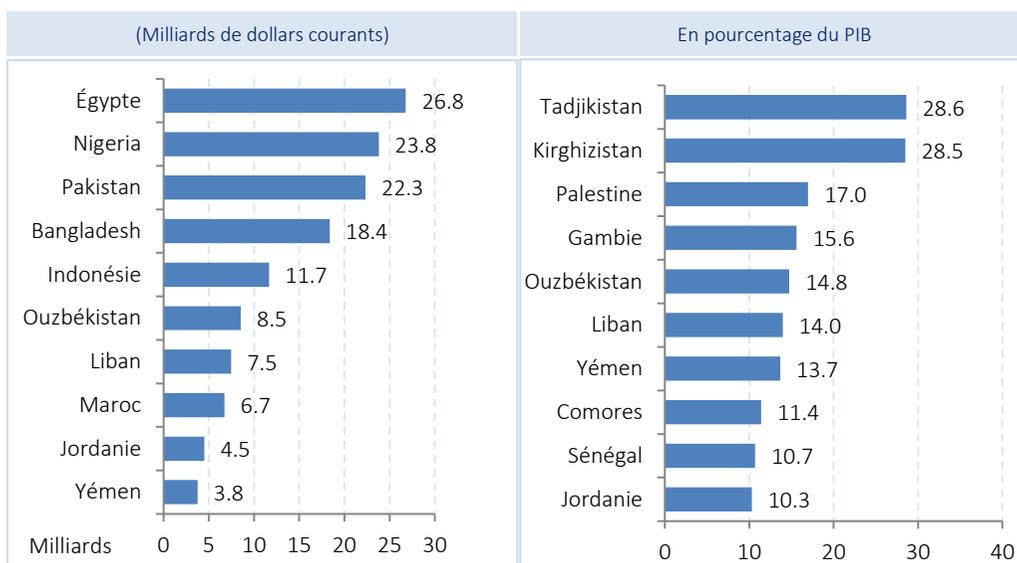


Source: Banque mondiale, base de données des IDM, juillet 2020 Couverture de données 49 pays de l'OCI, 35 pays développés et 92 pays en développement non membres de l'OCI.

En 2018, les cinq premiers pays de l'OCI ont reçu 44,1% du total des flux d'APD destinés à la région de l'OCI alors que les dix premiers ont reçu 61,5% (graphique 3.18, à droite). La Syrie, avec des entrées totales de 10,0 milliards de dollars, soit 15,7% du total de l'OCI, s'est classée première. Viennent ensuite le Yémen (8,0 milliards de dollars, soit 12,5%), l'Afghanistan (3,8 milliards de dollars, soit 5,9%), le Nigeria (3,3 milliards de dollars, soit 5,2%) et le Bangladesh (3,0 milliards de dollars, soit 4,8%).

Le graphique 3.19, d'autre part, montre que les envois de fonds personnels reçus par les pays membres de l'OCI sont passés de 142,6 milliards de dollars en 2014 à 163,3 milliards de dollars en 2019. La part des pays de l'OCI dans le total mondial des transferts de fonds a légèrement augmenté, passant de 24,8 % en 2018 à 25,2 % en 2019. Les flux de transferts de fonds vers les pays en développement non membres de l'OCI ont continué d'augmenter au cours de la même période et sont passés de 292 milliards de dollars en 2014 à 360 milliards en 2019.

**Graphique 3.20:** Envois de fonds personnels (2019) reçus, milliards de dollars des Etats-Unis



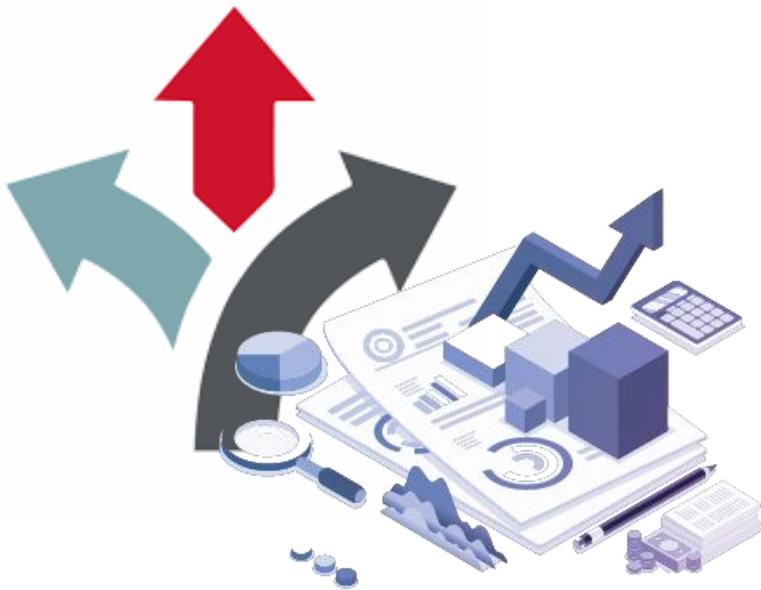
Source: Banque mondiale, base de données des IDM, juillet 2020 Couverture de données 49 pays de l'OCI.

Sur le plan national, il est observé qu'une part encore plus importante des flux de transferts de fonds vers les pays de l'OCI se concentre sur quelques membres en 2019. En tête de liste des pays destinataires d'envois de fonds de la région de l'OCI, l'Égypte a pris la première place avec 26,8 milliards de dollars de fonds reçus (graphique 3.20, à gauche). Elle est suivie par le Nigeria (23,8 milliards de dollars), le Pakistan (22,3 milliards de dollars), le Bangladesh (18,4 milliards de dollars) et l'Indonésie (11,7 milliards de dollars). Ces cinq pays ensemble représentaient 63,1% du total des flux d'envois de fonds destinés aux pays de l'OCI, alors que les dix premiers pays ont représenté 82,1% des flux d'envois de fonds totaux.

Afin d'évaluer l'importance relative des flux d'envois de fonds au niveau des pays, la part des flux de fonds reçus dans le PIB total serait un bon indicateur. Comme le montre le graphique 3.20 (à droite), les envois de fonds personnels ont atteint 28,6 % du PIB total du Tadjikistan en 2019, suivi par le Kirghizistan (28,5 %), la Palestine (17,0 %), la Gambie (15,6 %) et l'Ouzbékistan (14,8 %).



# **PARTIE III : LES DEFIS DU COMMERCE ET DE L'INTEGRATION DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDES CROISSANTES**





## CHAPITRE QUATRE

# La montée du protectionnisme et ses implications pour le commerce



La littérature économique démontre une forte corrélation entre le commerce, l'intégration économique et la croissance. L'approfondissement de l'intégration économique entre les pays, avec le soutien des progrès technologiques et des transports, a facilité la circulation des biens, des services, de l'argent et des personnes à travers les frontières. Une plus grande intégration économique a aidé les pays à se spécialiser dans les produits et composants pour lesquels ils ont un avantage comparatif plus important. Cela a permis d'améliorer davantage la productivité et les revenus dans le monde entier. Un rapport conjoint du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC (2017) réitère les conclusions universitaires selon lesquelles la libéralisation et l'ouverture du commerce ont entraîné une plus grande productivité, une concurrence accrue, une baisse des prix et une amélioration du niveau de vie.

Ces dernières années, en particulier après 2018, les sentiments protectionnistes sont réapparus à l'ordre du jour de la politique économique internationale en réponse à diverses préoccupations soulevées par les décideurs politiques. Il existe deux préoccupations majeures : les dislocations du travail induites par la mondialisation et les déséquilibres dits mondiaux (Duetsche Bundesbank, 2017). Certains politiciens interprètent les importants excédents et déficits comme le signe d'une répartition inégale des bénéfices du système commercial mondial actuel. Cela a renforcé les appels en faveur d'un renforcement des barrières aux importations en provenance d'autres pays afin de tenter de "rééquilibrer" l'inégalité des échanges.

Ce chapitre propose une analyse des attitudes protectionnistes croissantes à l'égard des flux commerciaux internationaux en examinant les facteurs qui conduisent à de tels changements de politique. Le chapitre traite également des impacts potentiels du protectionnisme croissant. Enfin, le chapitre traite de l'escalade des barrières commerciales due à la pandémie de COVID-19 et de la manière dont ces mesures affectent les capacités de réaction des pays face à l'épidémie.

#### 4.1 La menace du protectionnisme dans l'économie mondiale

Au cours des dernières décennies, les droits de douane et autres barrières commerciales ont considérablement diminué à mesure que la pensée économique libérale dominait de plus en plus l'élaboration des politiques économiques. Comme le montre le graphique 4.1, le taux tarifaire moyen appliqué au niveau mondial est passé de 8,6 % en 1994 à 2,6 % en 2017, ce qui reflète l'intégration économique et la connectivité accrues entre les économies (graphique 4.1). Cependant, ces dernières années ont été marquées par un appétit croissant pour un protectionnisme accru, alimenté par des motivations unilatérales.

Traditionnellement, les motifs du protectionnisme sont divers. Les principaux arguments en faveur du protectionnisme sont (i) la protection des industries naissantes et en déclin, (ii) la protection des secteurs et industries stratégiques, (iii) la dissuasion de la concurrence déloyale telle que le dumping par les entreprises étrangères, (iv) la protection des industries pour sauver les emplois créés par ces industries, (v) la limitation des dommages causés à leur environnement, et (vi) d'autres motivations politiques. Les mesures commerciales actuelles semblent être principalement motivées par des déséquilibres commerciaux bilatéraux. Des mesures sont prises unilatéralement pour résoudre ces déséquilibres. Bien que ces mesures aient des répercussions

importantes sur les flux commerciaux et la croissance, la véritable menace que représentent ces mesures protectionnistes vient de leur nature unilatérale, et non de leurs effets quantitatifs. Dans un tel environnement de politique économique, les avantages de la mondialisation vont disparaître avec l'effondrement du multilatéralisme.

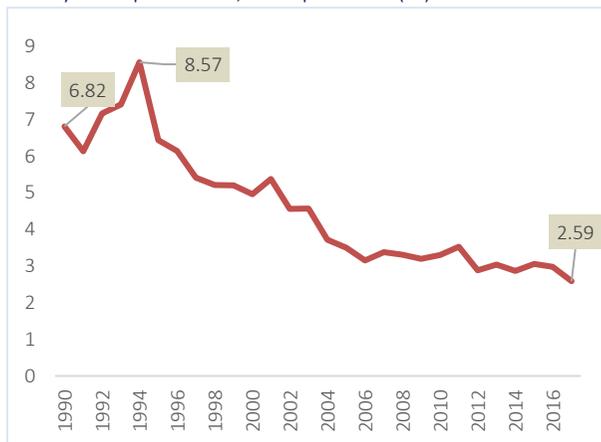
Les premiers signes de mesures protectionnistes ont commencé en 2017, lorsque les États-Unis ont décidé de se retirer du partenariat transpacifique (TPP), un traité de libre-échange entre 12 pays du Pacifique, et l'interruption des négociations commerciales avec

l'UE sur le partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement (TTIP). Toutefois, au début de 2018, l'administration américaine a commencé à introduire une série de mesures commerciales concrètes pour tenter de rééquilibrer ses échanges avec la Chine et certains autres pays. Ces mesures ont entraîné des représailles immédiates de la part des pays touchés, dont l'UE, le Canada, le Mexique, la Russie, l'Inde et la Turquie (Viani, 2019). Les cycles de désescalade et de ré-escalade de la guerre commerciale, principalement entre les États-Unis et la Chine, ont considérablement accru l'incertitude économique mondiale.

Les nouvelles politiques commerciales ont leurs propres coûts. Les tarifs introduits en 2018 et 2019 ont augmenté les prix pour les consommateurs nationaux, impliquant des pertes de bien-être d'environ 50 milliards de dollars, selon l'OCDE (2020a). De nombreux producteurs et consommateurs américains ont retiré des milliards de dollars de gains de la relation complexe qu'ils ont développée avec la Chine. Les préoccupations croissantes concernant les déséquilibres commerciaux, les effets sur l'emploi dans l'industrie manufacturière et la perte de compétitivité dans les industries basées sur la connaissance ont suscité l'attitude protectionniste.

Avant les mesures protectionnistes, les taux tarifaires moyens entre les États-Unis et la Chine étaient relativement bas, mais ils étaient beaucoup plus bas pour les importations de biens de la Chine vers les États-Unis. Après une série de droits de douane de rétorsion sur certains biens et secteurs, les taux moyens ont dépassé 20 %. À partir de février 2020, la moyenne des droits de douane américains sur les importations en provenance de Chine reste élevée à 19,3 %, un taux six fois plus élevé que la situation ex ante de 2018, et qui concerne près des deux tiers des marchandises en provenance de Chine (Bown, 2020a). Les droits de douane chinois moyens sur les importations en provenance des États-Unis restent également élevés, avec une moyenne de 20,3 % (graphique 4.2). Ces taux peuvent encore augmenter au-delà du niveau de 25 % (Bekkers et Schroeter, 2020).

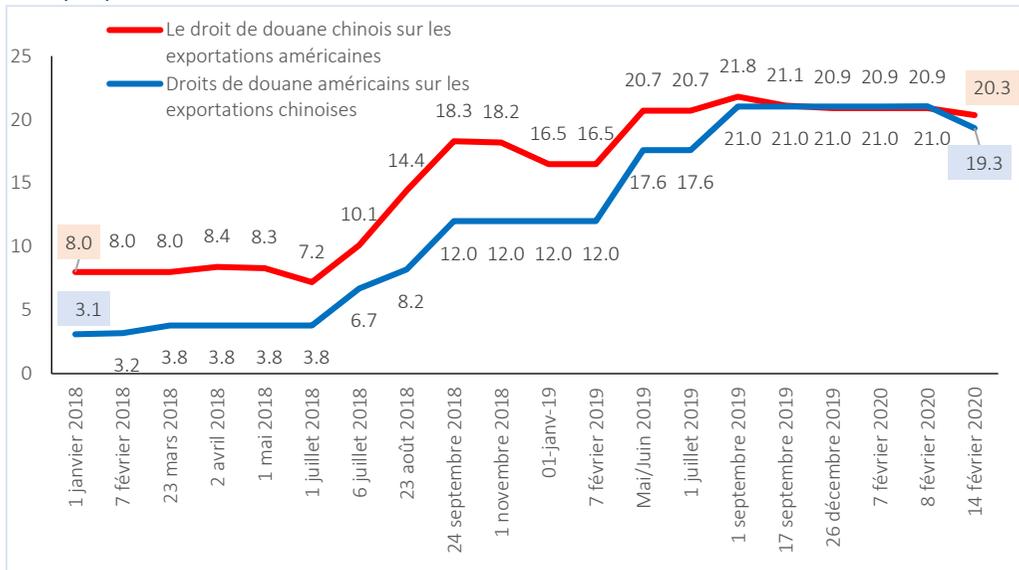
**Graphique 4.1:** Taux global des tarifs appliqués, moyenne pondérée, tous produits (%)



Source: Banque mondiale, base de données des IDM, août 2020



Graphique 4.2: Taux tarifaires bilatéraux entre les États-Unis et la Chine



Source: Bown(2020).

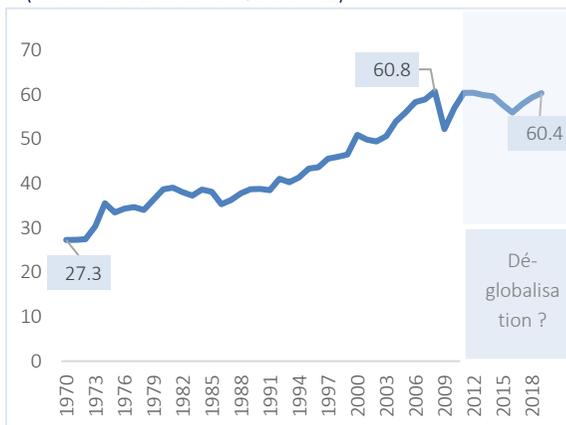
Ainsi, l'adoption de mesures protectionnistes a suscité des craintes de guerre commerciale et a mis à mal les flux commerciaux et les décisions d'investissement en raison de la détérioration du sentiment du marché et l'appétit pour le risque au niveau mondial. Les chaînes d'approvisionnement mondiales sont menacées en raison du risque croissant de guerres commerciales. L'incertitude liée au commerce a poussé les entreprises à reporter leurs décisions d'investissement et à adopter une approche attendiste avant de juger de la nécessité d'un éventuel remaniement des chaînes d'approvisionnement. Cela a conduit de nombreux intellectuels à s'interroger sur la fin de la mondialisation.

En fait, la propagation rapide de la mondialisation avait pris fin après la crise financière mondiale en 2008. La part du commerce dans le PIB total, en tant que mesure de l'ouverture, a augmenté depuis les années 1970 pour passer de 27,3 % en 1970 à 60,8 % en 2008. Depuis lors, cependant, la part est restée en moyenne à peu près au même niveau (graphique 4.3). Le volume des échanges a augmenté en moyenne de 3,5 % de 2009 à 2018, ce qui est beaucoup plus lent que la croissance moyenne de 7,6 % enregistrée avant la crise financière de 2008.

En raison de la réduction des flux commerciaux et de l'incertitude croissante dans l'économie mondiale, les flux d'investissement transfrontaliers ont également diminué. Comme on l'a partiellement évoqué aux chapitres 1 et 3, les flux mondiaux d'IDE sont passés de plus de 2 000 milliards de dollars en 2005 à 1 500 milliards de dollars en 2019. Selon la CNUCED, il devrait encore diminuer pour passer sous la barre des 1 000 milliards de dollars en 2020 en raison de la pandémie. Les flux de portefeuille vers les pays en développement ont également fortement diminué au cours de la dernière période. La baisse considérable des IDE et des portefeuilles de nos jours pourrait être considérée comme un signe critique de la fragmentation des marchés financiers mondiaux (Herrero, 2019).

Bien que certains affirment qu'il s'agit là d'un signe d'un éventuel processus de mondialisation et de montée de l'unilatéralisme, il est important de reconnaître que cette période est caractérisée par un niveau plus faible de la demande globale et une croissance économique plus lente. Lorsque la croissance économique est forte, la croissance du commerce a tendance à être encore plus forte. Mais l'inverse est également vrai : quand la croissance économique est faible, la croissance commerciale ne fait que s'affaiblir. Toutefois, le ralentissement de la croissance économique pourrait être le résultat du déclin du commerce transfrontalier et de la montée du protectionnisme également.

**Graphique 4.3:** Ouverture commerciale (Commerce total en % du PIB)

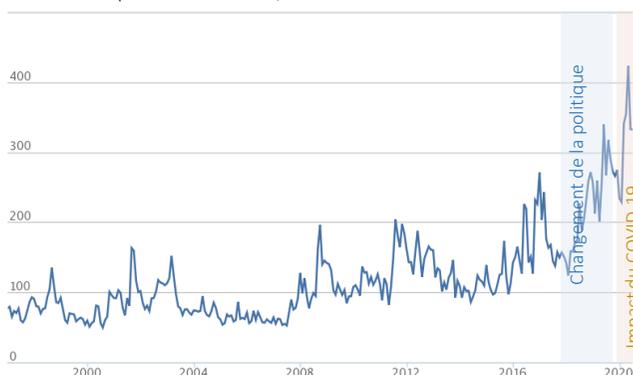


Source: Banque mondiale, base de données des IDM, août

Par conséquent, nous sommes maintenant à un taux de croissance zéro dans le commerce, ce qui s'explique principalement par la baisse des demandes ainsi que par des politiques protectionnistes impliquant la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine et plusieurs autres vagues protectionnistes, comme celle des États-Unis avec l'Europe mais aussi entre le Japon et la Corée. En outre, le destin de certains accords commerciaux précédemment proposés, qui auraient réduit les barrières commerciales - comme celui entre l'UE et le bloc commercial sud-américain Mercosur - est désormais incertain.

L'incertitude existe non seulement dans les accords commerciaux mais aussi dans les activités économiques mondiales. En raison de l'escalade des tensions commerciales et de la pandémie de COVID-19, l'incertitude économique mondiale a atteint ses plus hauts niveaux, au moins au cours des deux dernières décennies (graphique 4.4). Selon l'indice d'incertitude de la politique économique mondiale développé par Backer et al. (2016), l'incertitude de la politique économique mondiale augmentait déjà en raison du changement de politique commerciale des États-Unis, mais cette situation s'est encore aggravée à la suite de l'épidémie de coronavirus. Les recherches de Constantinescu et al. (2019a)

**Graphique 4.4:** Indice d'incertitude des politiques économiques mondiales, mensuel



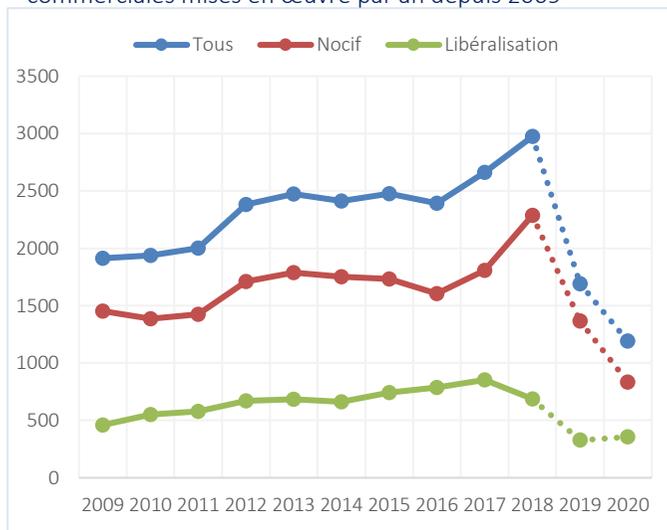
Source: Policyuncertainty.com, août 2020.



suggèrent une association négative entre la croissance du commerce mondial et l'incertitude politique.

Outre les droits de douane à l'importation, le recours aux mesures réglementaires et aux barrières non tarifaires (telles que les subventions à l'exportation, les restrictions en matière de licences et les clauses nationales dans les marchés publics) a également augmenté depuis 2018, entraînant une augmentation générale des distorsions commerciales. Selon les données de la base de données Global Trade Alert englobant les mesures commerciales traditionnelles et non traditionnelles, le nombre de nouvelles actions discriminatoires n'a cessé d'augmenter depuis 2012 et a atteint son plus haut niveau en 2018. Bien que les données fournies par la base de données du GTA après 2018 soient encore incomplètes, il est évident que le nombre de nouvelles restrictions commerciales a encore augmenté en 2019 et 2020.

**Graphique 4.5:** Nombre de nouvelles interventions commerciales mises en œuvre par an depuis 2009



Source: Policyuncertainty.com, août 2020.

significative (BCE, 2019). Les coûts de production plus élevés dus aux droits de douane sur les biens intermédiaires risquent de se répercuter sur les différentes étapes de la chaîne de valeur, affectant négativement la demande, la production et l'investissement dans toutes les phases. Kutlina-Dimitrova et Lakatos (2017) estiment que l'augmentation potentielle des obstacles mondiaux aux taux tarifaires consolidés pourrait se traduire par une baisse annuelle de 9 % du commerce mondial, ce qui est supérieur à ce qui a été observé pendant la crise financière mondiale de 2008-2009.

Les mesures protectionnistes pourraient devenir plus envahissantes et persistantes au cours de la période à venir. Selon une récente enquête sur les gestionnaires de fonds mondiaux menée par la Bank of America Merrill Lynch auprès d'environ 200 gestionnaires de fonds institutionnels, mutuels et spéculatifs dans le monde, 43 % des investisseurs interrogés estiment que la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine est la "nouvelle norme". Les politiques

Ces mesures commerciales augmentent les coûts commerciaux et, en présence de chaînes d'approvisionnement de production mondiales complexes, l'effet de coût peut être encore intensifié. Les intrants intermédiaires entraînent des coûts tarifaires chaque fois qu'ils sont expédiés vers un autre pays pour y subir une transformation ultérieure. Au moment où les produits finis ont atteint le consommateur final, le prix final peut avoir augmenté de manière

protectionnistes se généralisant face à la pandémie, des mesures commerciales sont désormais également introduites pour soutenir les capacités de réaction des pays en matière de santé.

L'impact total sur l'activité économique sera déterminé par un certain nombre de facteurs, notamment si les tensions commerciales s'intensifient et se transforment en une guerre commerciale majeure ou si elles s'atténuent et restent confinées à un petit nombre de pays et de produits. La baisse des échanges commerciaux a des conséquences sur la productivité et la croissance. La productivité diminuera en raison d'une moindre exposition à la concurrence et à l'innovation mondiales, d'une exploitation limitée des avantages comparatifs et d'une chance réduite de bénéficier d'économies d'échelle. Cela pourrait avoir un effet négatif sur les potentiels de croissance économique mondiale. Dans une étude du FMI, Furceri et al. (2019) ont trouvé que l'augmentation des tarifs douaniers a des conséquences macroéconomiques et distributives intérieures négatives, entraînant une baisse de la production et de la productivité à moyen terme, ainsi qu'une augmentation du chômage et des inégalités. En revanche, ils ne perçoivent pas une amélioration de la balance commerciale après la hausse des droits de douane, comme l'attendaient certains hommes politiques favorables au protectionnisme.

## 4.2 Implications du protectionnisme commercial pour les pays de l'OCI

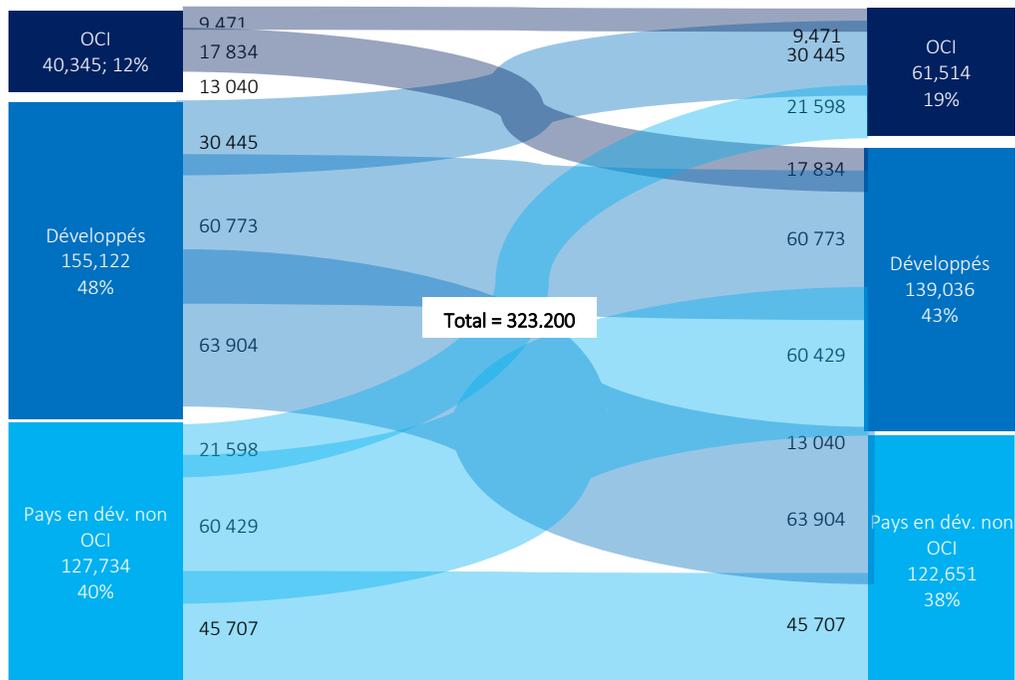
Les pays de l'OCI peuvent être touchés de manière disproportionnée par les politiques protectionnistes mises en œuvre par les grandes économies. Les politiques existantes indiquent déjà une position défavorable envers les pays de l'OCI. Au cours de la période 2009-2018, 323,2 milliers de mesures commerciales ont été mises en œuvre dans le monde en termes bilatéraux. Seulement 12 % d'entre eux ont été initiés par les pays de l'OCI, tandis que 48 % ont été mis en œuvre par des pays développés et 40 % par des pays en développement non membres de l'OCI (graphique 4.6). Malgré la grande puissance économique des pays développés, il est remarquable de noter qu'ils sont enclins à s'enrichir par des politiques "d'égoïsme sacré".

En ce qui concerne les groupes de pays touchés par les mesures commerciales, les pays de l'OCI sont individuellement touchés par 19 % de toutes les nouvelles mesures de politique commerciale mises en œuvre au cours de la période 2009-2018. D'autre part, 43 % des nouvelles mesures politiques ont touché les pays développés et 38 % les pays en développement non membres de l'OCI. Il est évident que les mesures de politique commerciale ont touché davantage les pays de l'OCI que les politiques mises en œuvre par ces derniers.

Néanmoins, les politiques commerciales mises en œuvre n'impliquent pas nécessairement une restriction des échanges. Sur les 323,2 mille cas où le commerce bilatéral est affecté, 114 mille (35%) étaient des interventions qui libéralisent sur une base non discriminatoire (c'est-à-dire la nation la plus favorisée) ou améliorent la transparence d'une politique pertinente. Plus de 60% de tous les cas étaient de nature discriminatoire à l'égard d'intérêts commerciaux étrangers (tableau 4.1).



**Graphique 4.4:** Nombre de mesures commerciales mises en œuvre (2009-2018)



Source: Base de données Global Trade Alert, août 2020.

Plus de 58% des politiques mises en œuvre par les pays de l'OCI étaient discriminatoires, mais environ 55% des politiques affectant les pays de l'OCI étaient de la même nature. Toutefois, le nombre total de politiques discriminatoires affectant les pays de l'OCI était supérieur de près de 50 % aux politiques qu'ils mettaient en œuvre. Néanmoins, les pays de l'OCI ont davantage bénéficié des politiques de libéralisation que celles qu'ils ont fournies aux pays non membres de l'OCI. Dans le cas des pays développés, ils ont mis en œuvre des politiques plus restrictives et plus libéralisantes que celles qui les concernent. On observe une situation similaire pour les pays en développement non membres de l'OCI.

**Tableau 4.1:** Politiques commerciales par direction de changement

	OCI		Pays développés		Pays en dév. non-OCI		Total
	IMP	AFF	IMP	AFF	IMP	AFF	
Discrimination	23,530	34,158	97,351	88,186	73,465	72,002	194,346
Discrimination potentielle	1,283	2,828	8,926	6,450	4,515	5,446	14,724
Libéralisation	15,532	24,528	48,844	44,399	49,754	45,203	114,130
<b>Total</b>	<b>40,345</b>	<b>61,514</b>	<b>155,121</b>	<b>139,035</b>	<b>127,734</b>	<b>122,651</b>	<b>323,200</b>

Source: Base de données d'alerte sur le commerce mondial, août 2020. IMP : pays de mise en œuvre ; AFF : Pays touchés.

Ces chiffres ne fournissent que quelques observations générales sur la structure passée des politiques commerciales dans les principaux groupes de comparaison. Prouver l'ampleur exacte de ces politiques et estimer précisément leurs effets est pourtant une tâche ardue. Les études fournissant quelques estimations sur les impacts des politiques commerciales protectionnistes sont riches en littérature économique. Sur la base des conclusions communes de ces études, les observations suivantes peuvent être faites sur les implications potentielles de ces politiques sur les économies de l'OCI.

#### *Une protection accrue réduit la demande de biens et de services importés*

Les droits de douane imposés aux produits étrangers les rendent plus chers pour les consommateurs sur les marchés intérieurs. La hausse des prix des produits de base étrangers réduit la demande et les consommateurs recherchent des substituts, soit sur les marchés locaux, soit sur d'autres marchés étrangers non touchés par les hausses tarifaires. Au début des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, les grands exportateurs tels que le Brésil, l'Union européenne, la Malaisie et le Mexique figuraient parmi les principaux bénéficiaires globaux, le Brésil ayant exporté près de 6 milliards de dollars de marchandises supplémentaires par rapport à l'année précédente dans des catégories de produits où les marchandises américaines sont soumises à des droits de douane (Freund et al., 2019).

Dans ce cas, les économies plus diversifiées sont plus susceptibles de profiter des tensions commerciales entre pays tiers en raison du détournement des échanges. L'UE, par exemple, avec son panier d'exportation important et diversifié, a bénéficié des droits de douane plus élevés imposés sur les échanges bilatéraux entre les États-Unis et la Chine, ce qui a entraîné une augmentation des exportations vers les États-Unis et la Chine. Les pays de l'OCI sont cependant moins diversifiés et moins compétitifs pour profiter de ces opportunités. Il existe des exemples où certains pays de l'OCI ont bénéficié du différend commercial entre les États-Unis et la Chine. Alors que le Koweït pourrait augmenter ses exportations vers la Chine en raison des tarifs chinois sur le propane américain, la Malaisie a connu une augmentation substantielle de ses exportations en raison des exportations de circuits intégrés électroniques vers les États-Unis et des déchets et débris de cuivre vers la Chine (Freund et al., 2019). Certains pays en développement, dont les pays de l'OCI, peuvent bénéficier à court terme des différends commerciaux entre les grandes économies. Pourtant, les répercussions mondiales de la progressivité des droits de douane seront considérables à long terme, avec des conséquences préjudiciables pour les pays en développement. Si les tensions commerciales alimentent l'incertitude mondiale et entraînent une baisse des investissements dans les pays en développement, Freund et al. (2018) estiment que les pertes de revenus dans les pays en développement pourraient se situer entre 0,9 % pour l'Asie du Sud et 1,7 % pour l'Europe et l'Asie centrale.

#### *Une protection accrue réduit l'exposition à la concurrence et affaiblit le transfert de technologie*

L'ouverture au commerce est un facteur important pour promouvoir la productivité dans un pays. L'exposition des entreprises à la concurrence internationale les oblige à différencier leurs produits par des approches innovantes. Cela favorise l'investissement dans la recherche et le développement, facilite le développement technologique et augmente la productivité dans le pays. Une moindre exposition à la concurrence internationale élimine une partie de cette motivation des entreprises à différencier leurs produits. Si le marché intérieur n'est pas du tout

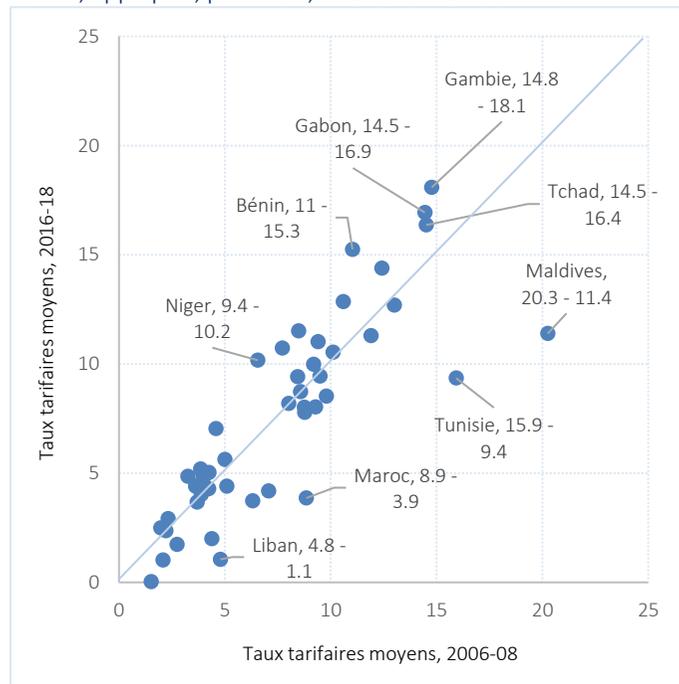


concurrentiel, les entreprises opérant dans une économie largement fermée seront très peu incitées à introduire de nouveaux produits et à devenir plus productives.

Compte tenu de la concurrence intérieure limitée dans de nombreux pays de l'OCI, il est particulièrement important que les pays de l'OCI restent ouverts au commerce mondial pour faciliter le transfert de technologie, encourager les entreprises à être innovantes et soutenir la diversification économique. Les résultats empiriques confirment que des séries de représailles et une nouvelle expansion des barrières commerciales ne feraient que nuire aux pays en développement.

Par exemple, Devarajan et al. (2018) explorent l'impact des stratégies possibles qui pourraient être mises en œuvre par les pays en développement en réponse à l'escalade des mesures protectionnistes et à une guerre commerciale potentielle entre les grandes économies. Ils estiment que les mesures de rétorsion des pays en développement sont la stratégie la moins souhaitable face aux nouvelles mesures protectionnistes. Aucune action n'est préférée aux représailles, car il s'avère que les pertes globales sont près de deux fois plus importantes lorsque les pays en

**Graphique 4.7:** Taux tarifaires moyens dans les pays de l'OCI, appliqués, pondérés, 2016-18 vs 2006-2008



Source: Banque mondiale, base de données des IDM, août 2020

développement imposent des mesures de rétorsion. D'autre part, la libéralisation du commerce et une meilleure intégration intra-régionale pourraient non seulement aider à compenser les effets négatifs des termes de l'échange d'un protectionnisme accru sur les pays en développement, mais aussi générer des bénéfices importants. Evenett et Fritz (2015) affirment également que les mesures protectionnistes mises en œuvre entre 2009 et 2013 ont considérablement ralenti la croissance des exportations des pays les moins avancés (PMA), leur coût équivalant à environ un tiers du total des exportations. Selon le graphique 4.7, cependant, les taux moyens des droits appliqués ont augmenté dans 28 pays de l'OCI au cours de la période 2016-18 par rapport à 2006-08, alors que 21 pays de l'OCI ont réduit les taux des droits au cours de la même période.

### *La baisse de la demande et la concurrence internationale réduisent la croissance et la productivité*

Les droits de douane imposés sur les produits importés augmentent les prix pour les consommateurs et les producteurs. Une augmentation des prix entraîne naturellement une baisse de la demande de biens et de services. Associée à une exposition limitée à la concurrence étrangère, la baisse de la demande dans une économie réduit la productivité et la croissance. Afin d'atteindre des niveaux de revenus plus élevés, les pays en développement, y compris les pays de l'OCI, doivent diversifier leurs économies en investissant dans les nouvelles technologies et en augmentant leur compétitivité. Cela ne serait guère possible en présence d'une demande plus faible, de retombées technologiques limitées et d'une concurrence internationale partielle.

Les pays en développement émergents ont été le moteur de la croissance mondiale au cours des deux dernières décennies. Afin de répondre à leur demande de production et de consommation, ils ont besoin d'importer une quantité importante de matières premières, notamment du pétrole et du gaz. Le ralentissement de la croissance réduira la demande de sources d'énergie, dont certains pays de l'OCI dépendent fortement pour leurs exportations. Par conséquent, les pays de l'OCI, en moyenne, ne bénéficieraient pas d'une baisse de la demande de produits bruts et de ressources minérales. Cela entraînerait une perte substantielle de revenus et créerait des déséquilibres économiques majeurs dans les pays touchés.

### *Une protection accrue accroît l'incertitude et réduit le sentiment d'investissement*

L'escalade des tensions commerciales nuit considérablement au comportement des entreprises en matière d'investissement en raison de l'incertitude politique accrue. L'incertitude croissante entraîne le report des décisions d'investissement des entreprises, tandis que les consommateurs réduisent également leurs dépenses et que les banques augmentent leur coût de financement. Ces facteurs réduisent la demande globale et la croissance économique. Une croissance plus faible affecte à son tour les flux d'échanges et d'investissements dans le monde entier. Il n'est donc pas simple de déduire une relation de cause à effet entre l'incertitude politique et le commerce, car la politique elle-même répond aux circonstances économiques et est probablement orientée vers l'avenir (Constantinescu et al., 2019b). Pourtant, il existe une association négative entre le commerce mondial et la croissance des investissements et l'incertitude politique. Les comportements de prise de risque diminuent généralement à mesure que l'incertitude économique augmente.

Comme nous l'avons vu au chapitre 3, en raison de l'incertitude qui persiste après la pandémie, on estime que les flux d'investissement mondiaux devraient diminuer d'environ 40 % en 2020. Les pays de l'OCI devraient être touchés à peu près aux mêmes niveaux. Les flux d'IDE vers les pays de l'OCI suivaient déjà une tendance à la baisse au cours des dernières années. L'accélération de ce processus en raison de l'incertitude de la politique économique rendra difficile pour de nombreux pays de l'OCI qui ont besoin de capitaux extérieurs et de technologie d'atteindre une meilleure performance économique.

## **4.3 Répondre à la COVID-19 face au protectionnisme croissant**

Avec l'émergence du nouveau coronavirus (COVID-19), qui menace la santé de millions de personnes, l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle crise. Si des perturbations majeures ont été observées dans la production locale et internationale, l'incertitude accrue qui



est apparue à la suite de la rupture des chaînes d'approvisionnement a intensifié les arguments en faveur de la rupture des chaînes de valeur mondiales et de la relocalisation de la production dans des lieux plus proches. La réduction de la dépendance à l'égard des importations a fait l'objet d'un jugement particulièrement sévère de la part des gouvernements face au besoin urgent d'équipements de protection et de fournitures médicales.

Tous les pays ne produisent pas suffisamment de fournitures médicales pour faire face à la pandémie. La plupart des pays en développement dépendent fortement des importations pour répondre à leurs besoins en fournitures médicales essentielles. Un récent document de l'OMC examinant le commerce des produits médicaux liés à la COVID-19 montre que les importations et les exportations de produits médicaux se sont élevées à environ 2 000 milliards de dollars des États-Unis, ce qui correspond à près de 5 % du commerce mondial total en 2019 (OMC, 2020b). L'Allemagne, les États-Unis et la Suisse fournissent 35 % des produits médicaux. La Chine représente 25 % des exportations mondiales de masques et, avec l'Allemagne et les États-Unis, ces trois pays contribuent à près de la moitié de l'offre mondiale de masques (CE, 2020). Les appareils respiratoires, y compris les respirateurs et les ventilateurs, sont également fournis par un petit nombre de pays, notamment par Singapour et les États-Unis, qui représentent ensemble 34 %. Par conséquent, toute perturbation des exportations de ces économies aura un impact majeur sur la disponibilité mondiale de ces produits.

En réponse aux besoins urgents en matière d'équipements de protection individuelle (EPI) et de fournitures médicales, de nombreux pays exportateurs ont adopté des politiques commerciales protectrices, mettant les pays en développement dans une situation extrêmement vulnérable en termes de disponibilité et d'accessibilité financière. Les données de Global Trade Alert montrent que 83 pays ont effectué un total de 150 contrôles à l'exportation d'équipements médicaux COVID-19 depuis le début de 2020 (CE, 2020). Selon le Centre du commerce international (ITC), 170 politiques restrictives ont été mises en œuvre jusqu'au 25 août, dont 115 sont toujours en vigueur (voir graphique 4.7). Dans une étude de la Banque mondiale, Espitia et al. (2020) ont estimé que les restrictions à l'exportation pourraient augmenter les prix des biens concernés par la pandémie de COVID-19 de 23 % en moyenne.

Au début de la pandémie, alors que les principaux fournisseurs d'EPI, tels que l'Union européenne (UE) et les États-Unis (US), ont soudainement imposé des limites aux exportations, la Chine, en tant que fournisseur de plus de 40 % des importations d'EPI, a également été un contributeur initial important à la pénurie mondiale en raison de l'énorme demande intérieure pour ces produits. En conséquence, les marchés mondiaux des EPI sont dans le chaos, avec des rapports de piratage, de produits défectueux, de thésaurisation et d'exploitation des prix, sans compter les pénuries (Bown, 2020b). De nombreux pays pauvres et vulnérables sont confrontés à l'incertitude quant à leur accès actuel et futur aux EPI importés. Ils manquent également d'installations de fabrication nationales pour augmenter soudainement la production. Nombre d'entre eux resteront entièrement dépendants des importations comme source d'approvisionnement, mais les restrictions à l'exportation imposées par les grandes économies pourraient avoir des répercussions négatives sur l'accès de nombreux PMA aux fournitures médicales essentielles nécessaires à la pandémie.

À cet égard, le tableau 4.2 montre la dépendance des pays de l'OCI en matière d'importation de certains équipements de protection en provenance des marchés européen et chinois. Plus de 50 % des visières de protection importées par huit pays de l'OCI et des équipements de protection

bucco-nasale importés de l'UE par six pays de l'OCI reflètent la dépendance excessive de ces pays à l'égard de l'UE.

**Tableau 4.2:** Dépendance des pays de l'OCI à l'égard des importations de l'UE et de la Chine

UE <sup>(1)</sup>				Chine <sup>(2)</sup>			
Visières de protection		Équipements de protection bucco-nasale		Respirateurs et masques chirurgicaux		Vêtements de protection	
C. Code	%	C. Code	%	C. Code	%	C. Code	%
TUN	85,5%	ALB	73,7%	TGO	82,8%	BEN	92,0%
MAR	78,3%	NER	70,9%	IRN	81,8%	UZB	91,6%
ALB	77,3%	TUN	63,3%	PAK	75,6%	IRN	91,1%
SEN	55,3%	SEN	61,0%	MYS	64,2%	TUR	88,4%
DZA	54,7%	MAR	53,7%	UZB	62,5%	KGZ	83,0%
NGA	54,6%	MRT	52,3%	BEN	61,9%	SUD	78,4%
NER	54,0%	NGA	44,6%	PSE	60,8%	TGO	75,5%
TUR	53,6%	TUR	43,8%	CIV	57,7%	PAK	75,4%
CIV	46,8%	EGY	43,2%	KGZ	57,5%	NGA	69,5%
EGY	45,7%	CMR	42,2%	IDN	53,0%	SAU	67,7%
BFA	42,1%	QAT	39,9%	SUD	52,6%	MYS	66,5%
QAT	40,7%	AZE	38,6%	DZA	48,6%	CIV	64,7%
CMR	39,6%	KAZ	36,4%	UGA	47,9%	LBN	64,0%
AZE	38,0%	GMB	34,6%	CMR	47,3%	ARE	61,8%
MRT	37,4%	CIV	34,3%	TUR	43,2%	KAZ	59,8%
TGO	36,4%	BFA	31,0%	EGY	42,0%	ALB	57,3%
BEN	36,0%	MLI	31,0%	GMB	41,3%	CMR	57,1%
ARE	33,0%	BEN	30,7%	KWT	39,1%	AZE	56,9%
BHR	29,6%	ARE	28,4%	QAT	37,0%	QAT	56,4%
LBN	28,7%	LBN	27,7%	BHR	35,3%	JOR	52,6%
KAZ	28,4%	OMN	24,1%	JOR	35,3%	PSE	52,4%
SAU	27,7%	DZA	22,4%	ARE	34,0%	BFA	50,5%
UGA	26,8%	BHR	22,3%	SEN	33,3%	DZA	43,6%
KWT	25,2%	KGZ	21,8%	SAU	32,0%	MAR	42,9%
OMN	25,0%	TGO	21,5%	AZE	31,1%	IDN	42,2%
PSE	22,3%	SAU	18,9%	MAR	29,8%	UGA	41,2%
JOR	20,9%	UZB	18,6%	KAZ	27,4%	EGY	36,0%
MOZ	19,1%	MDV	17,9%	NER	25,2%	BHR	33,9%
IRN	15,9%	IRN	17,0%	MDV	24,0%	MDV	33,0%
UZB	15,9%	KWT	16,3%	BRN	20,7%	GMB	31,2%
MLI	15,4%	JOR	15,8%	OMN	19,4%	MLI	25,8%
PAK	12,4%	UGA	14,7%	NGA	19,2%	OMN	21,3%
SUD	10,9%	IDN	13,1%	MOZ	17,6%	BRN	18,9%
BRN	10,1%	PAK	12,7%	ALB	17,1%	MRT	17,0%
MDV	10,0%	BRN	12,4%	TUN	14,3%	MOZ	15,4%
KGZ	9,1%	MOZ	11,5%	COM	12,3%	SEN	10,3%
IDN	6,9%	PSE	7,4%	BFA	8,8%	TUN	8,0%
MYS	6,6%	SUD	6,9%	MRT	7,0%	KWT	8,0%
GMB	4,1%	MYS	5,5%	MLI	6,1%		

Source: Divers blogs de C. P. Bown au Peterson Institute for International Economics. (1) Pourcentage des importations en provenance de l'UE selon les données de 2018. (2) Pourcentage des importations en provenance de la Chine selon les données de 2016-18. Voir UNSTAT sur <https://unstats.un.org/unsd/tradekb/knowledgebase/country-code> pour la description des codes de pays.

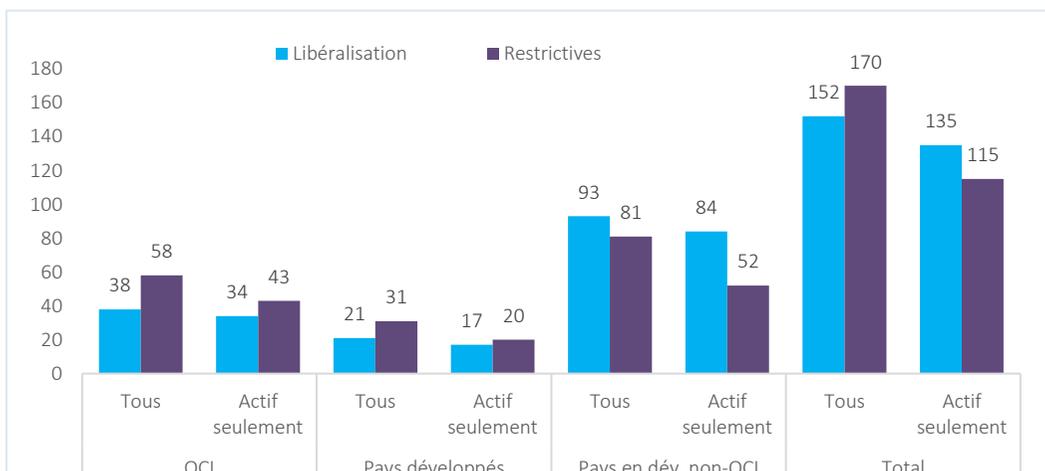


De même, 11 pays de l'OCI pour l'importation de respirateurs et de masques chirurgicaux et 22 pays de l'OCI pour l'importation de vêtements de protection dépendent principalement de la Chine avec une part de plus de 50%. Cela créerait des vulnérabilités pour les pays de l'OCI concernés si les principaux exportateurs appliquent certaines restrictions au commerce de ces produits. La dépendance des pays de l'OCI à l'égard des importations de l'UE peut s'expliquer en partie par la proximité géographique, mais cette relation n'est pas si visible dans le cas de la Chine, ce qui démontre le rôle dominant de la Chine en tant que fournisseur mondial.

D'autre part, de nombreux pays ont commencé à investir dans leurs propres capacités de production d'EPI et de fournitures médicales afin de réduire leur dépendance vis-à-vis des importations. Par exemple, les entreprises turques de défense et d'électronique se sont associées pour soutenir une entreprise technologique afin de commencer la production en masse des ventilateurs mécaniques. Ils ont réussi à lancer une production de masse en moins de trois semaines. Selon les rapports, il est possible de produire le ventilateur sur le marché intérieur pour 6 500 dollars alors qu'un équivalent importé coûterait environ 20 000 euros (Reuters, [news article](#)). La Turquie a également commencé à exporter vers d'autres pays en développement, dont le Brésil, ou à faire des dons à certains PMA, tels que le Soudan et la Somalie.

Dans le contexte de la crise actuelle, la demande mondiale de produits médicaux divers a fortement augmenté. Les barrières commerciales en place limitent l'accès à ces produits et les rendent inutilement coûteux. Les politiques commerciales mises en œuvre au cours de cette période visaient principalement les fournitures médicales. Les gouvernements du monde entier continuent de promulguer des mesures commerciales temporaires qui visent à restreindre les exportations de produits médicaux vitaux et à libéraliser les importations de produits médicaux vitaux, ainsi que d'autres produits essentiels. En surveillant les politiques commerciales relatives aux EPI, aux produits pharmaceutiques, aux désinfectants pour les mains, aux aliments et à certains autres produits, la base de données MacMap de l'ITC fournit une liste actualisée de ces

**Graphique 4.8:** Politiques commerciales mises en œuvre pendant la pandémie



Source: Centre du commerce international, base de données MacMap COVID-19 sur les mesures commerciales temporaires, v. 25 août 2020.

politiques. À compter du 25 août 2020, un total de 170 politiques commerciales restrictives et 152 politiques commerciales libéralisantes ont été lancées. Alors que 135 des 152 politiques de libéralisation sont encore en vigueur, seules 115 des 170 politiques restrictives sont actuellement en vigueur (graphique 4.8). Apparemment, les pays lèvent les mesures de protection lorsqu'ils estiment disposer d'une quantité suffisante de fournitures médicales pour l'usage de leur propre population.

Les pays de l'OCI ont également été relativement restrictifs durant cette période. 31 pays de l'OCI ont lancé 58 mesures restrictives, dont 43 sont toujours en vigueur. Le plus grand nombre de mesures de protection a été pris par le Kazakhstan (6), la Turquie (5), l'Iran (4) et l'Ouzbékistan (4). D'autre part, 27 pays de l'OCI ont introduit 38 mesures de facilitation du commerce avec l'émergence de la pandémie, dont 34 sont toujours en vigueur. L'Indonésie (5) et le Pakistan (4) ont introduit le plus grand nombre de politiques de libéralisation des échanges (tableau 4.3). De toute évidence, si toutes ces politiques sont considérées comme temporaires, les

**Tableau 4.3:** Politiques commerciales mises en œuvre par les pays de l'OCI pendant la pandémie

	Libéralisantes		Restrictives	
	Tous	Active	Tous	Active
Albanie	0	0	1	1
Algérie	1	1	1	1
Azerbaïdjan	2	1	1	1
Bahreïn	0	0	1	1
Bangladesh	2	2	1	0
Brunei Darussalam	1	1	0	0
Burkina Faso	1	1	0	0
Cameroun	1	1	0	0
Tchad	1	1	0	0
Côte d'Ivoire	1	1	1	1
Égypte	0	0	3	3
Guyana	1	1	0	0
Indonésie	5	3	3	2
Iran	0	0	4	2
Irak	0	0	1	1
Jordanie	0	0	2	1
Kazakhstan	0	0	6	4
Koweït	0	0	1	1
Kirghizistan	0	0	2	2
Liban	0	0	1	1
Libye	0	0	1	1
Malaisie	2	2	1	1
Maldives	1	1	0	0
Mali	1	1	1	1
Mauritanie	1	1	0	0
Maroc	1	1	2	1
Mozambique	1	0	0	0
Niger	1	1	0	0
Nigeria	1	1	0	0
Oman	1	1	2	2
Pakistan	4	4	3	2
Qatar	1	1	0	0
Arabie saoudite	1	1	2	2
Sénégal	1	1	0	0
Somalien	0	0	1	0
Soudan	0	0	1	1
Surinam	1	1	0	0
Syrie	0	0	2	1
Tadjikistan	0	0	1	1
Togo	1	1	0	0
Turquie	1	1	5	3
Turkménistan	0	0	1	1
Ouganda	0	0	1	0
Émirats Arabes Unis	0	0	1	1
Ouzbékistan	2	2	4	3

Source: Centre du commerce international, base de données MacMap COVID-19 sur les mesures commerciales temporaires, v. 25 août 2020.



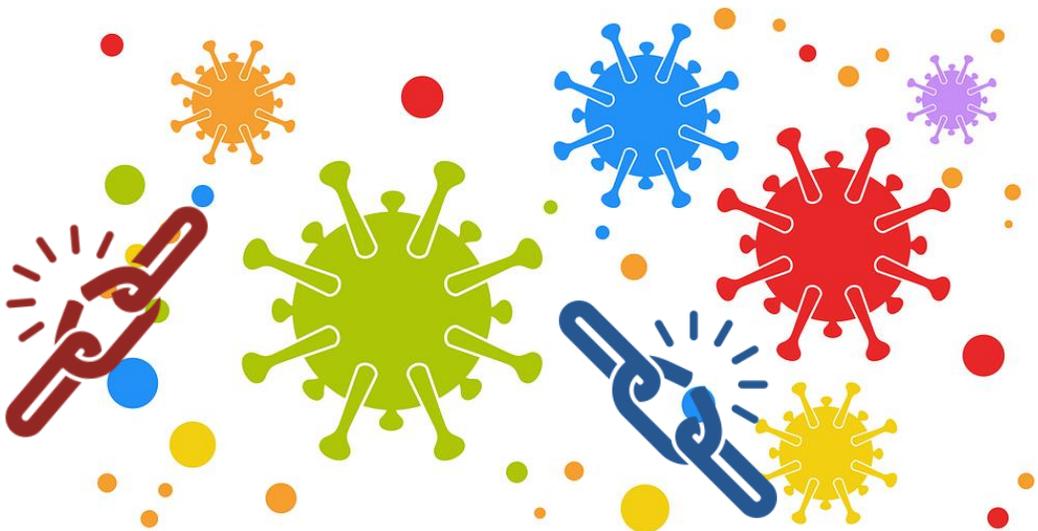
politiques de libéralisation ont tendance à rester efficaces plus longtemps que les politiques restrictives.

Au vu de l'analyse ci-dessus, il est clairement nécessaire de maintenir la fluidité des échanges, à la fois pour garantir l'approvisionnement en produits essentiels et pour envoyer un signal de confiance à l'économie mondiale. Dans le contexte actuel, comme le souligne l'OCDE (2020b), le commerce est essentiel pour sauver à la fois des vies et des moyens de subsistance. Il est donc nécessaire de maintenir la fluidité des chaînes d'approvisionnement, en particulier pour les produits essentiels tels que les produits de santé et les denrées alimentaires, sans aggraver la situation par des restrictions commerciales excessives. Il est également essentiel de renforcer la confiance dans le commerce et les marchés mondiaux en améliorant la transparence des actions et des intentions politiques liées au commerce. Il est évidemment dans l'intérêt à long terme des pays industriels et en développement que les tensions commerciales soient résolues par une approche multilatérale et des réformes de l'OMC et non par une approche unilatérale.



## CHAPITRE CINQ

# Impacts de la pandémie de COVID-19 sur les chaînes de valeur mondiales et régionales et ses implications pour les pays de l'OCI



Les chaînes de valeur mondiales (CVM) sont devenues une caractéristique centrale du commerce et des investissements mondiaux, façonnant énormément les relations économiques entre les économies en développement, émergentes et développées. Les progrès majeurs des technologies de l'information, de la communication et des transports ont permis de fragmenter la production au-delà des frontières nationales. Le nombre croissant d'accords commerciaux signés au niveau bilatéral ou multilatéral a également permis de réduire considérablement les obstacles au commerce mondial. Par conséquent, le processus de production de biens, des matières premières aux produits finis, s'effectue de plus en plus là où les compétences et les matériaux nécessaires sont disponibles à des prix compétitifs et de qualité. Cette fragmentation internationale de la production a contribué de manière significative à l'augmentation du commerce et des investissements mondiaux au cours des dernières décennies.

La fragmentation peut être observée non seulement dans le processus de fabrication, mais aussi à tous les étapes de production, tels que la recherche et le développement, la conception, la commercialisation et la distribution. Cette interconnexion des activités de fabrication et de services a également contribué à l'essor du commerce dans le secteur des services. Ce processus a permis l'intégration économique, la croissance et la réduction de la pauvreté dans l'ensemble du monde en développement. L'augmentation de la productivité et des revenus les a aidés à atteindre un niveau de vie plus élevé.

Aujourd'hui, il est moins optimiste de considérer le commerce comme un moteur de croissance et de prospérité. Depuis la crise financière mondiale de 2008, la croissance du commerce a été lente et l'expansion des chaînes de valeur mondiales s'est ralentie. De plus, les récents développements technologiques, tels que l'automatisation et l'impression en 3D, réduisent l'importance de la proximité de la main-d'œuvre à bas prix. Les différends croissants concernant les déséquilibres commerciaux entraînent une nouvelle augmentation des barrières commerciales. Et ces tendances ne font qu'être exacerbées par la pandémie mondiale actuelle de COVID-19.

Ce chapitre examine les implications des développements récents sur les chaînes de valeur mondiales et la transformation potentielle des activités de fabrication face aux récentes perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Il commence par résumer les principaux moteurs des CMV ainsi que les causes des perturbations durant la pandémie de COVID-19. Il aborde ensuite l'intégration actuelle des pays de l'OCI dans les chaînes de valeur mondiales. Cette section se termine par quelques discussions sur la relocalisation potentielle (le processus de retour de la production et de la fabrication des marchandises dans le pays d'origine de l'entreprise) de la CVM et les implications pour les pays de l'OCI.

## 5.1 Perturbations de la chaîne d'approvisionnement dans le contexte du "Covid-19" et de la montée du protectionnisme

Plus des deux tiers du commerce mondial se fait par le biais de chaînes de valeur mondiales, dans lesquelles la production franchit au moins une frontière avant l'assemblage final (OMC, 2019). Un tiers de la production mondiale est réalisée par des entreprises multinationales et celles-ci représentent la moitié du commerce mondial (OCDE, 2018).

Les chaînes de valeur mondiales n'ont cessé de se développer au cours des années 1990 et 2000, car elles ont apporté de nombreux avantages en permettant aux entreprises de s'approvisionner plus efficacement, d'accéder à des connaissances et à des capitaux au-delà de l'économie nationale et d'étendre leurs activités à de nouveaux marchés (OCDE, 2013). Les chaînes de valeur mondiales ont également joué un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté et ont offert aux pays en développement la possibilité de se développer et de rattraper les pays riches (Banque mondiale, 2019). Toutefois, un ralentissement de cette tendance a déjà été observé avant les tensions commerciales et la pandémie. Depuis 2011, les échanges de biens et services intermédiaires ont diminué, ce qui montre que les entreprises réduisent leur utilisation d'intrants étrangers (OCDE, 2020c).

La participation aux chaînes de valeur mondiales était principalement déterminée par les dotations en facteurs (travail, capital et ressources naturelles), la taille du marché, la géographie et la qualité des institutions (Banque mondiale, 2019). La main-d'œuvre peu qualifiée et les capitaux étrangers sont essentiels à la participation rétroactive aux chaînes de valeur mondiales dans les premières étapes. L'abondance des ressources naturelles fait progresser l'intégration des CVM. Les petits pays sont plus dépendants des intrants importés et des marchés étrangers, ce qui les oblige à participer à des chaînes de valeur mondiales. Le fait de surmonter l'éloignement en améliorant la connectivité peut favoriser la participation des communautés locales. Enfin, l'intégration régionale avec des cadres et des procédures juridiques harmonisés peut améliorer la qualité institutionnelle et accroître la participation des chaînes de valeur mondiales (COMESA, 2020).

La participation aux CMV comporte à la fois des avantages et des coûts. Si elle permet aux pays en développement de transférer des connaissances et du savoir-faire sur les processus de production et les méthodes commerciales, les chaînes de valeur mondiales peuvent conduire les pays à faible revenu à être piégés dans des étapes de production à faible valeur ajoutée avec des possibilités très limitées d'innovation et de transfert de technologie. Il est donc essentiel que les pays en développement se modernisent régulièrement au sein des chaînes de valeur mondiales afin de bénéficier des avantages potentiels en matière de productivité et de compétitivité. L'établissement de relations très dépendantes avec les investisseurs extérieurs et la technologie étrangère peut également créer des vulnérabilités supplémentaires en période de chocs.



### *Les CVM à l'époque de COVID-19*

Bien que la participation aux chaînes de valeur mondiales ait déjà diminué, l'incertitude liée aux futures politiques commerciales et à la pandémie mondiale de COVID-19 a causé des dommages plus sérieux à l'expansion des chaînes de valeur mondiales, car les usines ont fermé et l'activité économique a diminué en raison des commandes de produits de consommation courante et des mesures de confinement prises à l'échelle mondiale. Le Centre du commerce international (ITC) estime que la réduction combinée des intrants manufacturiers de la Chine, des États-Unis et de l'UE s'élèvera à 228 milliards de dollars, soit 11 % du total des échanges de CVM. Les secteurs touchés seraient les secteurs des machines, des plastiques et du caoutchouc, des produits chimiques et des équipements électroniques, qui subiront une perte de plus de 7 % de leurs exportations en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement (Solleder et Velasquez, 2020). En outre, 55% des entreprises interrogées par l'OIT s'attendent à ce que les pénuries d'approvisionnement durent toute l'année 2020 (OIT, 2020c).

La pandémie COVID-19 a donné une impulsion aux discussions sur l'établissement et le renforcement des chaînes d'approvisionnement nationales et régionales. Les petites économies qui sont déjà bien intégrées dans les chaînes de valeur mondiales sont susceptibles de souffrir le plus de la nationalisation et de la régionalisation des chaînes de valeur mondiales. Ces pays ont généralement investi leurs ressources pour faire partie des réseaux de production mondiaux, mais la destruction de ces réseaux provoquerait des troubles importants dans les activités économiques de ces pays, en particulier s'ils sont trop petits pour développer leurs propres systèmes de production. Une autre préoccupation serait leur compétitivité sur le marché mondial, même s'ils parviennent à fabriquer leurs propres produits pour les marchés internationaux. Afin de contrer la poussée du protectionnisme et la montée du nationalisme, ces pays favoriseraient les partenariats régionaux pour stimuler les activités économiques et le processus de diversification.

### *S'adapter à la nouvelle normalité*

Le sentiment général qui se dégage du double choc des tensions commerciales et de la pandémie de COVID 19 indique que le protectionnisme va s'accroître et que les gouvernements adopteront des politiques visant à inciter les entreprises à réduire leur dépendance vis-à-vis des produits, producteurs ou prestataires de services étrangers (Anukoonwattaka et Mikic, 2020). L'architecture actuelle de la CVM est déjà vulnérable à divers chocs. Certaines entreprises développent des modèles de chaîne d'approvisionnement plus flexibles pour s'adapter à de tels chocs. Historiquement, ces chocs étaient principalement dus à des catastrophes naturelles, telles que des tremblements de terre, des tsunamis et des inondations frappant certaines économies asiatiques, notamment le Japon, la Thaïlande et l'Indonésie. Ces chocs touchaient un ou plusieurs pays sans perturber l'ensemble de la chaîne de valeur.

La crise actuelle a eu un impact beaucoup plus fort sur les chaînes de valeur mondiales, et donc sur les activités économiques mondiales. Les livraisons de la plupart des produits ont été interrompues en raison de la fermeture des usines et des frontières. Bien qu'il existe des mesures pour s'adapter à ces circonstances, les entreprises et les gouvernements constatent qu'il ne s'agit

pas d'une approche fiable et durable à long terme. Il n'y a aucun doute sur la nécessité d'adopter des politiques d'accommodement pour contrer les dommages potentiels de ces chocs. Toutefois, ces politiques devraient maintenir un équilibre entre les interventions à court terme liées au maintien des liens existants et les interventions à long terme liées à l'établissement de nouveaux liens. Il est important de maintenir les réseaux de production essentiels, en particulier les produits médicaux et agricoles connexes. Il serait imprudent de suggérer que les pays devraient réduire de manière drastique leur dépendance aux importations et s'engager sur la voie de la démondialisation.

#### *Rééquilibrage entre l'efficacité et la résilience de la chaîne d'approvisionnement*

L'efficacité était le principal moteur des CVM. Avec la réduction des coûts commerciaux et l'amélioration de la connectivité, il était plus efficace d'externaliser les différentes étapes de la production dans des lieux différents. Cependant, dans de nombreuses industries, la Chine est devenue un fournisseur dominant au niveau mondial. Avec l'émergence du choc des politiques commerciales et la crise COVID-19, la priorité a commencé à passer de l'efficacité à la résilience. Dans une tentative de rééquilibrage entre l'efficacité et la résilience de la chaîne d'approvisionnement, les pays ont commencé à réfléchir à des stratégies visant à réduire les dépendances à l'égard d'un seul pays ou d'une seule source. Ils tenteront de raccourcir le délai d'approvisionnement en se procurant plus de produits à proximité géographique et en produisant des produits finis à proximité des utilisateurs finaux. La toute première réorientation de la production devrait se concrétiser dans le secteur de la santé, car les pays ont un besoin urgent de se procurer des produits de santé essentiels. Toutefois, la re-localisation d'usines dans les secteurs de l'électronique, de l'automobile et autres n'est pas prévue dans un avenir immédiat, car elle nécessitera des investissements considérables pour réorganiser les réseaux d'approvisionnement de ces industries. Cependant, elle sera certainement à l'ordre du jour des entreprises mondiales et des grandes économies industrialisées.

À plus long terme, COVID-19 devrait permettre un examen plus approfondi des chaînes de valeur mondiales dans une multitude de secteurs, en mettant davantage l'accent sur la diversification et la résilience des réseaux d'approvisionnement mondiaux. Chaque pays est susceptible de se concentrer davantage qu'auparavant sur ses avantages comparatifs, en étudiant les possibilités d'établir des réseaux de production régionaux. Ils peuvent viser à attirer les industries cherchant à se relocaliser ou à se rapprocher d'elles, en particulier celles dont les chaînes d'approvisionnement ont été fortement perturbées et dont les exportations ont été contrôlées par les gouvernements.

L'infrastructure numérique devient de plus en plus critique face à la pandémie. La réponse politique à moyen terme à l'interruption des chaînes de valeur mondiales devrait se concentrer sur le développement des compétences et des infrastructures requises pour la numérisation des chaînes d'approvisionnement. Les pays dont les niveaux de compétences, les mécanismes et les infrastructures nécessaires à la transformation numérique sont inadéquats manqueront l'occasion de participer aux chaînes d'approvisionnement dans la période de crise suivant la pandémie de COVID-19 (Anukoonwattaka et Mikic, 2020). Ce nouvel ordre devrait également



tenir compte des préoccupations sociales et environnementales connexes afin d'accroître la résilience de la chaîne d'approvisionnement et d'améliorer la durabilité.

### *Emplois liés aux CVM à risque*

Les chaînes de valeur mondiales se sont développées principalement dans le but d'utiliser les faibles coûts de la main-d'œuvre et d'accéder aux ressources et aux marchés. Par conséquent, une part importante des emplois dans les pays en développement est liée aux chaînes d'approvisionnement dans le monde. Selon l'OIT (2020d), près de 60 % de tous les intrants importés ont été perturbés en raison des fermetures obligatoires de tous les lieux de travail, sauf les plus essentiels, en avril 2020. Ce ratio est resté à 35% au début du mois de juin 2020. On estime qu'environ 255 millions de travailleurs travaillent dans des secteurs présentant une vulnérabilité élevée ou moyenne aux perturbations de l'approvisionnement en intrants importés, ce qui correspond à 69 % de l'emploi dans le secteur manufacturier. Les secteurs à forte vulnérabilité représentent 49 millions de ces emplois, ce qui inclut les emplois dans l'électronique, les véhicules à moteur et autres équipements de transport (OIT, 2020d).

Dans ses estimations couvrant 64 pays (soit 74 % de la population active mondiale), l'OIT fait état de 292 millions d'emplois dans les chaînes d'approvisionnement manufacturières qui sont à haut risque en raison de la baisse de la demande des consommateurs liée à la pandémie de COVID-19, et de 63 millions d'emplois supplémentaires qui sont à risque moyen. Dans l'ensemble, plus au moins un emploi sur deux dans les chaînes d'approvisionnement de l'industrie manufacturière, et plus d'un emploi sur sept dans l'ensemble de l'industrie, sont actuellement à risque moyen ou élevé, malgré les mesures d'assouplissement prises dans de nombreux pays (OIT, 2020d). Parmi les emplois à haut risque, 167 millions d'emplois se trouvent dans le secteur manufacturier ou d'autres secteurs industriels, 29 millions d'emplois dans l'agriculture et 96 millions d'emplois dans les services, qui fournissent des intrants à l'industrie manufacturière.

Environ 73 millions d'emplois sont à haut risque dans les chaînes d'approvisionnement du textile et de l'habillement, ce qui représente un emploi à haut risque sur quatre (tableau 5.1). C'est également le secteur où certains pays de l'OCI ont un avantage concurrentiel, notamment la Turquie, le Pakistan et le Bangladesh. En outre, on estime que 54 millions d'emplois dans les chaînes d'approvisionnement des véhicules automobiles sont à haut risque (OIT, 2020e). Le Maroc, la Turquie et la Malaisie font partie des pays qui fournissent des intrants importants pour les chaînes d'approvisionnement des véhicules automobiles au niveau régional et les emplois sont à risque élevé ou moyen dans ces secteurs.

Dans l'ensemble, la fermeture d'entreprises et l'effondrement de la demande des consommateurs impliquent des pertes d'emplois importantes dans les chaînes d'approvisionnement de divers secteurs manufacturiers. La plupart de ces travailleurs risquent de souffrir du chômage, de la réduction des heures de travail et de la baisse des revenus. Les entreprises qui fournissent des intrants aux multinationales devraient également souffrir de la réduction des commandes, de la diminution des investissements et des licenciements.

**Tableau 5.1:** Le nombre d'emplois touchés par l'interruption des chaînes d'approvisionnement due à la pandémie de COVID-19

Chaînes d'approvisionnement	Part des emplois de la chaîne d'approvisionnement dans l'emploi total (%)	Emplois soutenus par la demande des consommateurs dans différents pays, selon le niveau de rigueur des mesures de verrouillage en place (millions)		Total des emplois à haut risque en raison de la baisse de la demande des consommateurs (millions)	Part des emplois féminins dans les emplois de la chaîne d'approvisionnement (%)
		Rigueur élevée	Rigueur moyenne		
Alimentation et boissons	10.1	174	75	0	36.8
Textiles et vêtements	3.0	40	34	73	46.2
Véhicules à moteur	2.2	29	25	54	35.6
Machines et équipements	2.0	34	15	34	37.6
Électronique	1.4	17	17	17	49.8
Produits chimiques et pharmaceutiques	1.1	16	11	0	39.5
Équipement électrique	0.9	15	8	15	40.2
Autres industries manufacturières	4.3	52	54	99	32.5
Toutes les industries manufacturières	25.0	376	239	292	38.1

Source: ILO (2020d). Les estimations sont basées sur des données correspondant à 64 pays qui représentent 74 % de la population active mondiale. Les cellules oranges indiquent les travailleurs à haut risque. Les cellules bleues indiquent les travailleurs à risque moyen. Les cellules grises indiquent les travailleurs à risque élevé ou moyen. Les cellules vertes indiquent les travailleurs à faible risque.

## 5.2 Commerce des produits intermédiaires et participation aux chaînes de valeur mondiales

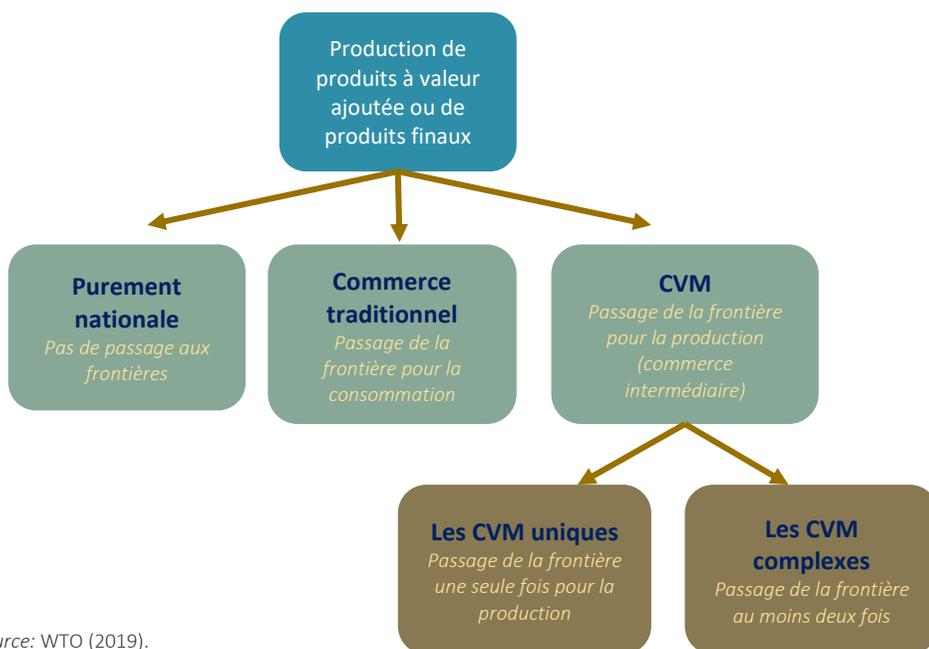
Avec l'expansion des chaînes de valeur mondiales, le commerce des produits intermédiaires augmente plus rapidement que celui des produits finaux. Aujourd'hui, presque tous les produits exportés comportent des intrants importés, que ce soit sous forme de biens ou de services. Les statistiques commerciales saisissent les flux commerciaux de produits finaux, mais il est possible de désagréger les données commerciales entre les biens d'équipement, intermédiaires et de consommation en se basant sur la classification des grandes catégories économiques (CGCE) du commerce international. Toutefois, l'utilisation des données sur le commerce entraîne souvent un double comptage en raison de ce commerce de réseau croissant, où les produits intermédiaires passent fréquemment les frontières. Par conséquent, elles ne sont pas en mesure de saisir les gains nets de valeur ajoutée dans le cadre de la fragmentation internationale de la production

Pour mesurer la valeur ajoutée intérieure nette créée par le commerce, les analyses des entrées-sorties (E/S) constituent une alternative utile aux données commerciales. Un avantage important des tableaux E-S est le fait qu'ils classifient les produits en fonction de leur utilisation, ce qui inclut également des informations sur les intrants des/dans les secteurs des services (Banga, 2013). La base de données TiVA de l'OCDE est la base de données la plus complète sur le commerce de la valeur ajoutée dans 55 industries ; mais elle ne couvre que 64 pays, dont huit pays de l'OCI, jusqu'en 2015. Il existe diverses mesures visant à générer la participation des pays à la chaîne de



valeur à partir des flux commerciaux intermédiaires (voir encadré 5.1). Dans cette section, malgré ses lacunes, les données commerciales classées sous la catégorie BEC seront utilisées pour fournir quelques observations générales sur la participation des pays de l'OCI aux activités manufacturières mondiales.

### Encadré 5.1: Décomposition des activités de production



Source: WTO (2019).

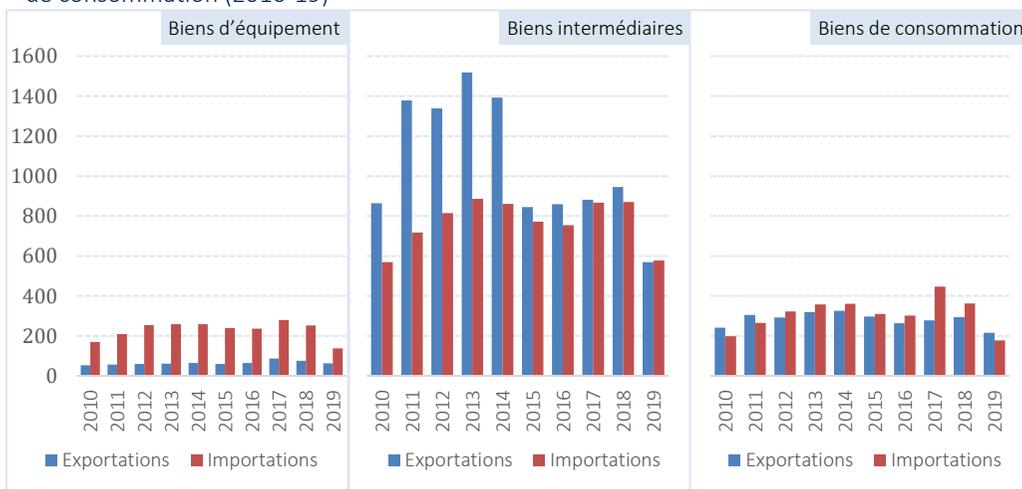
Afin de décomposer les activités de production, une étude récente a divisé celles-ci en 4 grands types en fonction du fait qu'elles impliquent un partage de la production entre deux ou plusieurs pays et a établi un ensemble de données connexes (Wang et al., 2017). Le premier type est la valeur ajoutée produite dans le pays et absorbée par la demande finale intérieure sans impliquer le commerce international. Aucun contenu de facteur ne traverse les frontières nationales dans l'ensemble du processus de production et de consommation. Le deuxième type est la valeur ajoutée intérieure incorporée dans les exportations de produits finaux, c'est-à-dire le commerce traditionnel : les produits sont entièrement fabriqués par des facteurs nationaux et le contenu en facteurs ne parvient à franchir les frontières nationales qu'une seule fois pour la consommation. Le troisième type est la valeur ajoutée intérieure incorporée dans le commerce intermédiaire d'un secteur national qui est utilisée par le pays partenaire pour produire ses produits nationaux consommés localement, ou est la valeur ajoutée étrangère qui est importée directement des pays partenaires et utilisée pour les produits consommés au niveau national. Le contenu factoriel est utilisé dans la production en dehors du pays d'origine et traverse une fois les frontières nationales pour la production. Le dernier type est la valeur ajoutée incorporée dans les exportations/importations intermédiaires qui est utilisée par un pays partenaire pour produire des exportations (intermédiaires ou finales) pour d'autres pays. Dans ce cas, le contenu des facteurs traverse une frontière nationale au moins deux fois, c'est pourquoi on parle d'activités complexes de CVM.

Le commerce des produits intermédiaires a également de fortes implications pour le commerce mondial. Une analyse préliminaire de la CNUCED montre que même une baisse relativement faible du commerce des produits intermédiaires peut avoir de fortes répercussions. Par exemple, on estime qu'une réduction de 2 % des exportations d'intrants intermédiaires de la Chine vers les producteurs automobiles de l'UE, du Japon, de l'Amérique du Nord et d'autres grandes économies productrices d'automobiles pourrait entraîner une réduction de 7 milliards de dollars américains des exportations automobiles de ces économies vers le reste du monde (CNUCED, 2020c).

### Commerce de biens intermédiaires

La classification des statistiques du commerce international par grandes catégories économiques (CGCE) permet de convertir les données du commerce international basées sur la classification type du commerce international (CTCI) en produits par catégorie d'utilisation finale, à savoir les biens d'équipement, intermédiaires et de consommation. Cela facilite toute une série d'applications analytiques, telles que l'intégration relative des économies dans les chaînes de valeur mondiales. Les biens d'équipement sont les biens qui contribuent à la fabrication des biens de consommation ou des biens intermédiaires. Les biens d'équipement sont en eux-mêmes des biens finaux mais ne sont pas utilisés par les personnes mais sont utilisés par l'industrie pour fabriquer d'autres biens. Ils comprennent généralement les machines, les outils et les équipements. Les biens intermédiaires sont les biens qui sont nécessaires à la fabrication de biens finaux. Il peut s'agir de pièces/équipements semi-finis ou de la production d'une industrie qui est utilisée comme intrant pour une autre industrie. Enfin, les biens de consommation sont

**Graphique 5.1:** Commerce total des pays de l'OCI en biens d'équipement, intermédiaires et de consommation (2010-19)



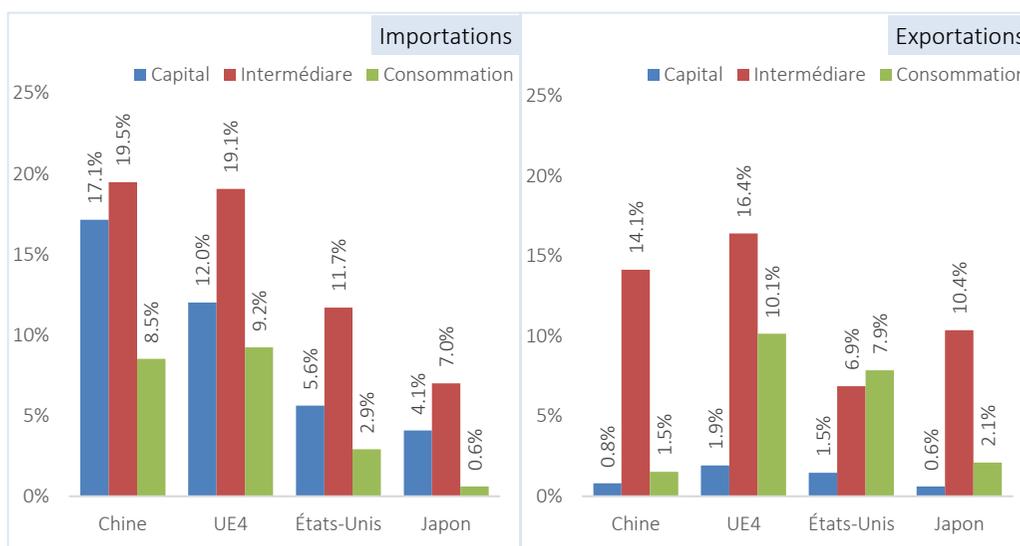
Source: Calculs des effectifs de l'auteur fondés sur la Base de données Comtrade des Nations Unies.

évidemment destinés à la consommation, qui peut être durable ou non durable. Cette classification ne fournit pas d'informations sur la valeur ajoutée par les différents pays, mais sera utilisée pour faire quelques observations générales.



Le graphique 5.1 montre que les pays de l'OCI ont exporté principalement des produits intermédiaires, qui comprennent des produits minéraux et des matières premières. Plus de 75 % des exportations de la période 2010-19 ont été classées comme des biens intermédiaires, qui sont utilisés par les pays importateurs pour une transformation ultérieure. Pendant les années où les prix des produits de base étaient élevés (2010-14), les pays de l'OCI réalisaient un important excédent en biens intermédiaires, mais après 2014, ils pouvaient difficilement atteindre un excédent, qui s'est ensuite transformé en déficit en 2019. Les biens d'équipement représentaient moins de 5 % de leurs exportations totales, mais plus de 17 % de leurs importations totales. Il est compréhensible que la plupart des pays de l'OCI aient besoin de biens d'équipement (et du transfert de technologie inhérent) pour renforcer leurs capacités de production.

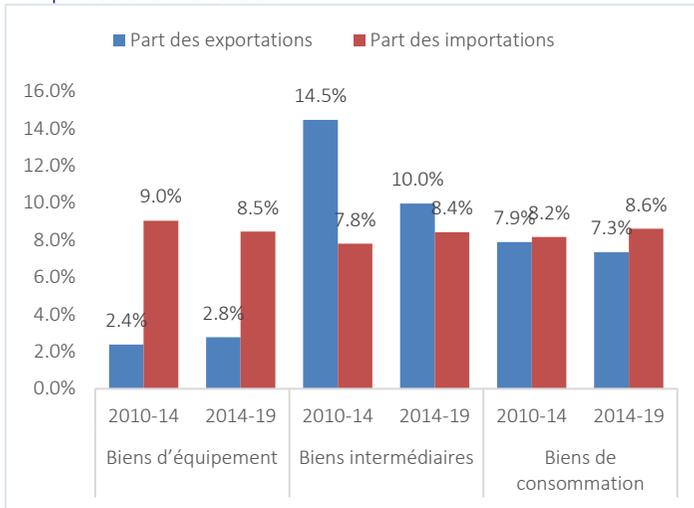
Graphique 5.2: Commerce total des pays de l'OCI avec les principales économies (2010-19)



Source: Calculs des effectifs de l'auteur fondés sur la Base de données Comtrade des Nations Unies.

Comme on l'a vu lors de la crise COVID-19, une dépendance excessive à l'égard d'un marché unique peut créer d'importantes vulnérabilités. Le graphique 5.2 (à gauche) montre que près de 20 % des biens intermédiaires sont importés de Chine et environ 19 % de quatre grandes économies européennes, dont l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie. Avec les États-Unis, plus de 50 % des importations de biens intermédiaires provenaient de six grandes économies du monde. De même, plus de 47 % des biens intermédiaires sont exportés par les pays de l'OCI vers sept grandes économies, y compris le Japon (graphique 5.2, à droite).

**Graphique 5.3:** Part des pays de l'OCI dans les exportations et importations mondiales



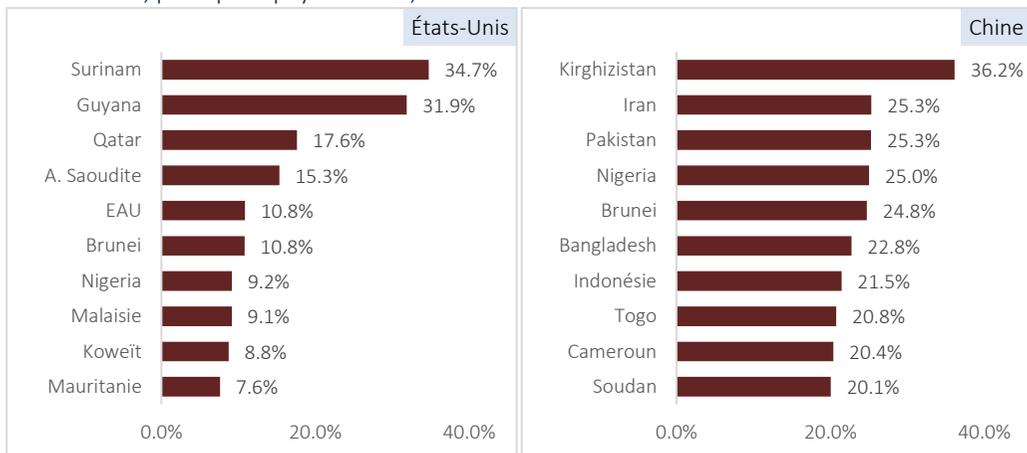
Source: Calculs des effectifs de l'auteur fondés sur la Base de données Comtrade des Nations Unies.

En moyenne, les pays de l'OCI représentaient 14,5 % des exportations mondiales de produits intermédiaires en 2010-14, mais ce ratio est tombé à 10 % en 2014-19 (graphique 5.3). En ce qui concerne les importations de produits intermédiaires, le ratio est passé de 7,8 % à 8,4 % au cours de la période considérée. Cela indique que l'importance relative des pays de l'OCI dans la fourniture de produits intermédiaires régresse au fil des ans. On n'observe qu'une légère augmentation de la part des

exportations de biens d'équipement, mais ce ratio est déjà trop bas (2,8%).

Lorsque l'on analyse la dépendance à l'importation des différents pays de l'OCI vers les grands centres économiques, on constate qu'il existe une plus grande dépendance à l'égard de la Chine par rapport aux autres grandes économies du monde. Les pays de l'OCI en Amérique latine sont relativement plus dépendants des importations de produits intermédiaires, qui dépassent les 30 %. Les autres pays de l'OCI qui dépendent fortement des États-Unis sont le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (graphique 5.4, à gauche). D'autre part, il y a dix pays de l'OCI

**Graphique 5.4:** Dépendance des pays de l'OCI à l'égard des importations des États-Unis et de la Chine, principaux pays de l'OCI, 2015-2019

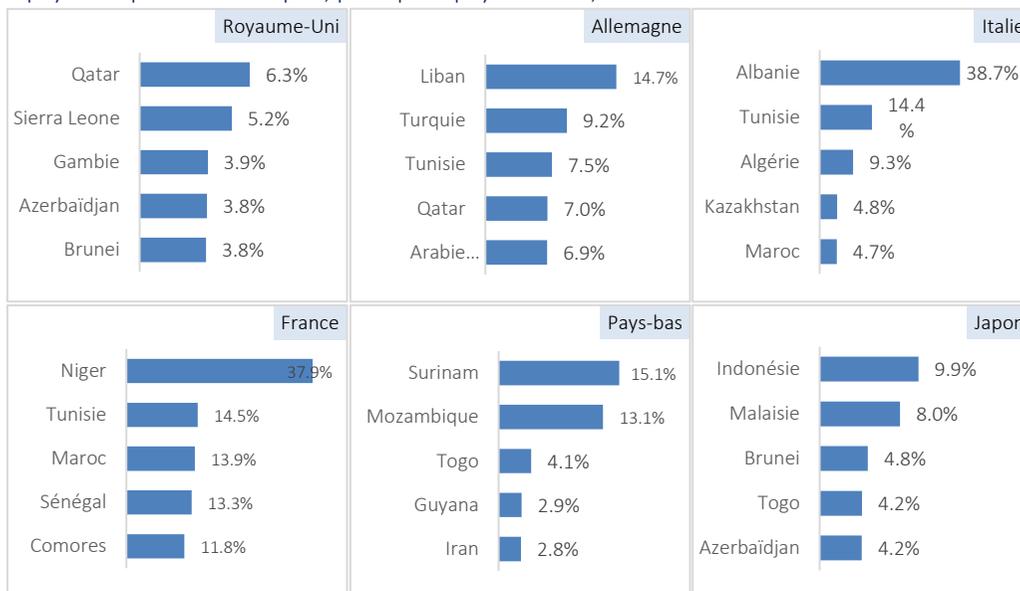


Source: Calculs des effectifs de l'auteur fondés sur la Base de données Comtrade des Nations Unies.



qui ont une dépendance d'importation envers la Chine supérieure à 20%, qui sont principalement des pays asiatiques de l'OCI, atteignant 36% dans le cas du Kirghizistan (graphique 5.4, à droite).

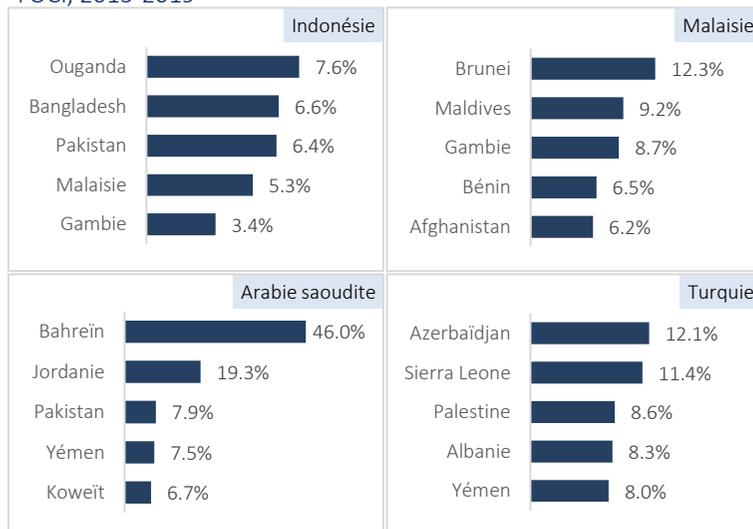
**Graphique 5.5:** Dépendance des pays de l'OCI à l'égard des importations des principaux pays européens et du Japon, principaux pays de l'OCI, 2015-2019



Source: Calculs des effectifs de l'auteur fondés sur la Base de données Comtrade des Nations Unies.

La dépendance à l'égard des importations des différents pays européens et du Japon n'est pas

**Graphique 5.6:** Dépendance des pays de l'OCI à l'égard des importations de certains autres pays de l'OCI, principaux pays de l'OCI, 2015-2019

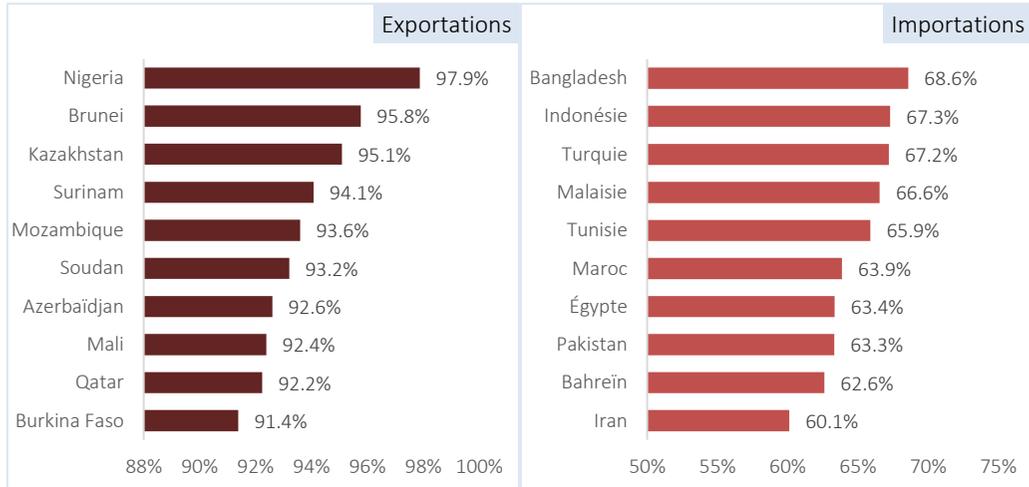


Source: Calculs des effectifs de l'auteur fondés sur la Base de données Comtrade des Nations Unies.

excessivement élevée (graphique 5.5). L'Albanie semble très dépendante de l'Italie (38,7%) et le Niger de la France (37,9%). Cependant, lorsque les pays européens sont considérés comme une seule économie, il y aurait un certain nombre de pays de l'OCI dont la dépendance dépasse 50 %. Enfin, lorsqu'on examine la dépendance des pays de l'OCI à l'égard des importations de

certaines grandes économies de l'OCI, on constate que l'Ouganda a la plus forte dépendance à l'égard de l'Indonésie (7,6 %), le Brunei Darussalam a la plus forte dépendance à l'égard de la Malaisie (12,3 %), Bahreïn a la plus forte dépendance à l'égard de l'Arabie saoudite (46 %) et l'Azerbaïdjan a la plus forte dépendance à l'égard de la Turquie (12,1 %) (graphique 5.6).

**Graphique 5.7:** Pays de l'OCI ayant la plus grande part du commerce de produits intermédiaires, 2015-2019



Source: Calculs des effectifs de l'auteur fondés sur la Base de données Comtrade des Nations Unies.

Avant de conclure l'analyse sur le commerce des biens intermédiaires, le graphique 5.7 montre les pays de l'OCI qui ont la plus grande part des exportations et des importations de produits intermédiaires. Presque 98% de toutes les exportations du Nigeria sont classées comme des produits intermédiaires, qui sont utilisés par les pays importateurs pour produire des produits à plus grande valeur ajoutée. Viennent ensuite le Brunei Darussalam (95,8%), le Kazakhstan (95,1%), le Suriname (94,1%) et le Mozambique (93,6%). En termes d'importations, le Bangladesh (68,6 %), l'Indonésie (67,3 %), la Turquie (67,2 %), la Malaisie (66,6 %) et la Tunisie (65,9 %) ont la plus grande part des importations de produits intermédiaires. Ces pays figurent également parmi les premiers pays de l'OCI ayant la plus grande capacité de production.

En général, les caractéristiques des pays de l'OCI ayant une part plus importante d'exportations de produits intermédiaires sont les pays de l'OCI riches en ressources naturelles qui exportent principalement des produits minéraux et d'autres matières premières. D'autre part, les pays de l'OCI ayant une part plus importante d'importations ont des activités manufacturières relativement plus fortes en important des produits intermédiaires pour ajouter de la valeur et les réexporter sous forme de produits intermédiaires ou finaux.

L'analyse ci-dessus ne fournit pas suffisamment d'informations sur la nature exacte de la participation des pays de l'OCI aux CVM, mais donne quelques indications sur la structure actuelle de leur commerce de produits intermédiaires ainsi que de biens d'équipement et de consommation. Il n'existe pratiquement aucun produit qui soit produit à 100 % dans le pays et vendu sur les marchés étrangers sans autre transformation. Par conséquent, s'il y a une activité



d'exportation, que ce soit en biens d'équipement, en biens intermédiaires ou en biens de consommation, cela indique une certaine forme de participation aux chaînes de valeur mondiales. Malheureusement, les parts des pays de l'OCI dans les exportations et importations mondiales de produits à différents stades de production s'avèrent très basses (voir graphique 5.3). Même si l'on supposait que ces produits comportent un niveau élevé de valeur ajoutée intérieure, la participation des pays de l'OCI au CVM serait très limitée.

Les crises actuelles pourraient offrir de nouvelles opportunités aux pays de l'OCI. Certains pays de l'OCI sont géographiquement plus proches que d'autres économies non membres de l'OCI pour ce qui est de l'approvisionnement des principaux centres économiques et ils disposent d'importants avantages comparatifs. Les pays de l'OCI dans la région méditerranéenne ont de gros avantages à approvisionner les pays européens, en particulier dans les domaines du textile, de l'automobile et des produits chimiques. Étant donné l'accès préférentiel au marché que certains d'entre eux ont avec l'UE et la proximité du grand marché européen, ces pays de l'OCI pourraient bénéficier de la diversification et la relocalisation potentielle des chaînes de valeur mondiales. Afin d'attirer les entreprises multinationales et de bénéficier du recalibrage des chaînes de valeur mondiales, les pays de l'OCI doivent développer leurs infrastructures physiques et numériques, améliorer le climat général des investissements et réduire les barrières non tarifaires et administratives.

Il existe également de plus grandes possibilités et justifications économiques pour l'intégration économique régionale. Même si certains pays de l'OCI sont en concurrence sur divers produits similaires sur les marchés internationaux, il existe d'importantes complémentarités entre les différents pays de l'OCI, qui pourraient être mieux exploitées dans le contexte économique actuel. Avec une forte volonté politique, le développement de chaînes de valeur régionales dans certaines industries pourrait créer d'importants avantages économiques sous la forme de productivité, d'économies d'échelle et de compétitivité, ce qui renforcerait encore les possibilités découlant de la relocalisation et de la diversification des chaînes de valeur mondiales.

### 5.3 Relocalisation potentielle des chaînes de valeur mondiales et orientations alternatives

L'expansion des chaînes de valeur mondiales a historiquement apporté des contributions importantes en termes de soutien à la participation économique des pays en développement, de réduction de la pauvreté et d'augmentation de l'emploi et de la productivité. Dans ce cadre, les pays avancés se sont principalement concentrés sur la production à forte intensité de connaissances, la stratégie de marque, le design, le marketing et d'autres éléments intangibles ; tandis que les pays en développement ont accueilli des activités de fabrication ou d'assemblage où les IDE sont les bienvenus.

Les conséquences économiques de la pandémie ont déjà déclenché des discussions sur la nécessité de réorganiser les chaînes d'approvisionnement mondiales. L'une des stratégies possibles consiste à renforcer les opérations régionales en concentrant les chaînes d'approvisionnement dans des lieux plus proches. Cependant, la résistance à de tels chocs n'exige

pas que les chaînes de valeur mondiales se reposent uniquement sur l'autosuffisance. En outre, l'évolution de la dynamique de la politique commerciale mondiale augmente les barrières commerciales, crée une incertitude quant à la future politique commerciale, ce qui pousse les entreprises à reporter ou à annuler leurs décisions d'investissement à l'étranger et à les reporter dans leur pays d'origine. Avant la pandémie, les changements de politique commerciale incitaient déjà les entreprises à reconfigurer leurs chaînes d'approvisionnement vers des pays où les droits de douane étaient moins élevés.

Dans certains secteurs, on prévoit une relocalisation relativement accélérée après la pandémie, notamment dans les secteurs où les chaînes d'approvisionnement ont été fortement perturbées et où des contrôles plus stricts des exportations ont été imposés, comme le secteur de la santé. Dans d'autres secteurs plus complexes, aucune action immédiate n'est prévue. Toutefois, à moyen et long terme, on a tendance à reconsidérer les chaînes de valeur mondiales. Cette tendance est encore renforcée par l'essor de l'automatisation et la diminution du besoin d'une main-d'œuvre bon marché.

La pandémie et les tensions commerciales pourraient également entraîner des changements structurels dans les chaînes d'approvisionnement pour accroître la diversité des fournisseurs et augmenter les stocks de composants et de produits essentiels, par exemple dans le cas de biens et de services perçus comme ayant une importance stratégique au niveau national (OIT, 2020f). Dans une enquête récente menée par PricewaterhouseCoopers (PWC) auprès de 55 entreprises aux États-Unis et au Mexique, la majorité des personnes interrogées ont répondu soit "oui" (42 %), soit "pas sûr" (27 %) lorsqu'on leur a demandé si elles modifieraient la portée de leur chaîne d'approvisionnement en raison du coronavirus (PWC, 2020). D'une manière générale, l'avenir des chaînes de valeur mondiales est déterminé par divers facteurs, notamment les coûts de production, les coûts commerciaux, les innovations technologiques, la répartition géographique mondiale de la demande et la capacité à faire face aux risques de la chaîne d'approvisionnement (Choi, 2020).

Selon le rapport du Kearney Reshoring Index, de nombreuses entreprises américaines ont effectivement cherché des chaînes d'approvisionnement alternatives. COVID-19 n'améliorera pas la tendance en matière de relocalisation pour les États-Unis. Au contraire, les entreprises diversifient leurs fournisseurs et sous-traitants dans des pays aux marchés plus proches, mais pas nécessairement aux États-Unis directement (Kearney, 2020). La "dé-sinification" de la fabrication fera perdre à la Chine sa position centrale dans de nombreux réseaux d'approvisionnement mondiaux au profit de certains marchés émergents, dont le Brésil, le Mexique et certains autres pays d'Asie du Sud-Est.

Compte tenu des crises actuelles et des transformations économiques en cours, la CNUCED (2020a) présente quatre trajectoires possibles pour les configurations de production internationales pour la décennie à 2030. Ils indiquent tous un recul de la production internationale à des degrés divers. Trois trajectoires - la relocalisation, la régionalisation et la réplique - impliquent une certaine forme de réduction d'échelle des chaînes de valeur mondiales. Le quatrième, la diversification, prévoit une nouvelle croissance, mais avec une plus grande concentration de la valeur ajoutée et une pression à la baisse sur les investissements en actifs physiques productifs.



Dans le domaine de la relocalisation, l'orientation est vers une simplification du processus de production et l'utilisation d'opérations onshore ou nearshore. L'automatisation avancée pilotée par la robotique joue un rôle clé dans cette trajectoire. Dans le secteur manufacturier, cette trajectoire est surtout pertinente pour les industries de haute technologie à forte intensité de CVM. Certaines industries de haute technologie sont susceptibles de subir de nouvelles pressions protectionnistes, soit parce qu'elles fournissent des biens essentiels - tels que des équipements médicaux - soit parce qu'elles sont considérées comme stratégiquement importantes d'un point de vue économique ou technologique. D'autres industries manufacturières ont un champ d'action plus limité en matière de relogement, car elles ont des liens structurels avec des lieux d'accès aux matières premières ou à d'autres facteurs de production.

Dans le cadre de la régionalisation, les chaînes de valeur se déroulent de plus en plus au niveau régional ou local. Du point de vue des pays en développement, les chaînes de valeur régionales (CVR) rompent la dépendance vis-à-vis des marchés et des technologies développés, stimulant ainsi le processus de développement local ; elles permettent une plus grande participation aux chaînes de valeur ; elles favorisent la spécialisation interne et la diversification industrielle au sein de la région et ouvrent des possibilités de transformation structurelle et d'amélioration des chaînes de valeur. Cependant, il n'est pas facile d'établir des CVR. Il est plus difficile pour une région d'attirer ou de développer toute une chaîne de valeur que pour un pays d'attirer des investissements dans un segment de l'industrie. Les CVR nécessitent une coordination régionale et des conditions systémiques favorables. Même si l'élan politique en faveur d'un passage au régionalisme est établi, la mise en œuvre ne pourra pas être immédiate.

Dans le cas de la diversification des chaînes de valeur mondiales, la numérisation de la chaîne d'approvisionnement est essentielle. La numérisation permet aux multinationales de tirer davantage d'efficacité des réseaux de production internationaux, en réduisant les coûts de gouvernance et de transaction et en renforçant la coordination et le contrôle centralisés. Les applications des technologies numériques visant à favoriser la diversification internationale et à renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement comprennent la visibilité en temps réel de la disponibilité des matières premières et des produits finis, un meilleur contrôle des processus, des personnes et des biens, y compris le suivi des fournisseurs externes jusqu'au bout de la chaîne d'approvisionnement. Il comprend également l'utilisation de l'IA et de la formation mécanique pour assurer des réponses plus rapides aux chocs et aux discontinuités.

Dans le même ordre d'idées, les activités de fabrication coordonnées au niveau central sont reproduites de manière à se rapprocher du point de consommation à l'aide de nouvelles technologies de production. Cette situation se caractérise par des chaînes de valeur courtes, avec des étapes de production manufacturière regroupées et reproduites dans de nombreux endroits. Par conséquent, la dispersion géographique des activités économiques est élevée, avec une concentration des activités à haute valeur ajoutée dans certains lieux mais une large participation au processus de fabrication par le biais de l'impression 3D ou d'autres instruments d'automatisation.

Une grande incertitude demeure quant à la trajectoire exacte de la transformation de la production internationale, notamment en ce qui concerne le calendrier et l'ampleur de la transformation. D'autre part, rien ne garantit que l'économie mondiale bénéficiera de la montée

du régionalisme et du nationalisme. L'OCDE (2020d) mène une série de simulations de modèles économiques pour explorer deux versions stylisées de l'économie mondiale, l'une avec une fragmentation de la production dans les chaînes de valeur mondiales et l'autre où la production est plus localisée et où les entreprises et les consommateurs dépendent moins des fournisseurs étrangers. Le rapport a conclu que la relocalisation des chaînes d'approvisionnement augmenterait non seulement les coûts pour les entreprises et les consommateurs, mais aussi, et c'est important, qu'elle ne mettrait pas les acteurs économiques à l'abri de l'incertitude. Tous les pays perdraient à passer d'économies interconnectées à un système de production localisé.

## 5.4 Défis et opportunités politiques pour les pays de l'OCI dans le cadre de la "nouvelle normalité"

Les chaînes d'approvisionnement actuelles se caractérisent par l'optimisation des activités pour minimiser les coûts, réduire les stocks et augmenter l'utilisation des actifs. Même si ces optimisations tiennent compte de divers risques, les chocs combinés que connaissent les entreprises aujourd'hui ne pouvaient pas être anticipés il y a quelques années. Les orientations actuelles de la politique économique indiquent une plus grande incertitude résultant des tensions commerciales et de la pandémie. La montée du régionalisme, du protectionnisme et du nationalisme économique devrait affecter le fonctionnement actuel des chaînes de valeur dans le monde entier.

Dans le cadre de cette "nouvelle normalité" (qui fait référence au changement significatif de la situation actuelle), il y aura à la fois des défis et des opportunités pour les pays de l'OCI. La montée du nationalisme économique pourrait nuire à certains pays de l'OCI qui sont déjà bien intégrés dans les chaînes de valeur mondiales. On ne peut pas s'attendre à un monde où chaque produit est fabriqué sans la participation d'un autre pays. Un niveau élevé de chaînes de valeur, peut-être même plus complexe que ce qui existe déjà, sera la forme de production dominante. Toutefois, on s'attend à ce que les pays tentent d'atteindre l'autosuffisance en matière de production de certains produits essentiels.

Un autre défi serait la concurrence accrue résultant du nationalisme économique et du protectionnisme croissants. Alors que les pays avancés ayant une structure économique forte et diversifiée auront un avantage concurrentiel sur de nombreux fronts, les pays en développement ayant une structure économique faible et concentrée auront du mal à diversifier leurs économies et à être compétitifs au niveau de toute une série de produits. Cela pourrait aggraver encore les tensions commerciales, car les différents pays adopteront des politiques pour protéger leurs industries. Ce scénario a plus de chances de se réaliser dans les secteurs considérés comme stratégiques.

Les entreprises ont besoin d'une plus grande flexibilité et de tampons plus solides pour absorber les retards et les perturbations. Il ne sera pas facile pour les entreprises de réorganiser totalement leur chaîne de valeur, mais elles seront à la recherche d'une plus grande flexibilité dans leurs chaînes d'approvisionnement. Même si les pays de l'OCI ne peuvent pas attirer la majeure partie des chaînes de valeur en raison de diverses contraintes de la part des entreprises ou des pays d'accueil, ils pourraient offrir aux entreprises une certaine forme de flexibilité en

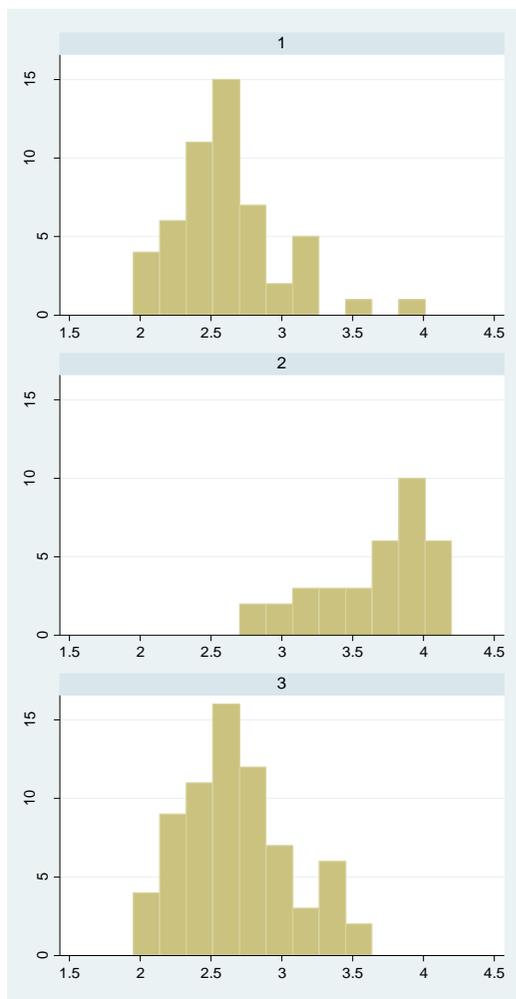


prouvant leur capacité à fournir certains produits. Au fil du temps, ils peuvent progressivement devenir des fournisseurs clés, plutôt que des fournisseurs secondaires.

Les implications d'une éventuelle relocalisation ou quasi-localisation diffèrent en fonction de divers facteurs tels que la taille, la proximité géographique, la qualité institutionnelle et les dotations en ressources. Les petites économies sont, en moyenne, plus vulnérables aux perturbations de l'approvisionnement en intrants importés par rapport aux grands pays. Ces pays sont moins susceptibles d'avoir la capacité de produire tous les composants d'un produit final, en particulier les produits sophistiqués. Leurs liens économiques en termes de fourniture de composants importés ne sont pas non plus suffisamment diversifiés pour externaliser rapidement les pièces nécessaires auprès d'autres fournisseurs. Même l'Allemagne aurait enregistré des perturbations des importations d'intrants à hauteur de 70 % en raison de la pandémie, bien qu'elle dispose du réseau de fournisseurs qui soit le plus diversifié (OIT, 2020d).

Afin de bénéficier de la réorientation des chaînes d'approvisionnement, les pays de l'OCI doivent réduire les coûts commerciaux, améliorer les capacités technologiques et accroître leur préparation à faire face aux risques de la chaîne d'approvisionnement. Afin de réduire les coûts commerciaux, ils peuvent signer des accords commerciaux régionaux, améliorer les infrastructures physiques et numériques et réduire les mesures commerciales lourdes. Les investissements dans les infrastructures de transport et de communication sont essentiels pour offrir un environnement favorable aux entreprises à la recherche de réseaux alternatifs de chaînes de valeur. Afin d'améliorer les capacités technologiques, ils doivent investir dans le capital humain, augmenter les dépenses de R&D et protéger les droits de propriété intellectuelle. Enfin, des mesures devraient être prises pour accroître la préparation aux risques de la chaîne d'approvisionnement et améliorer la résilience à ces risques, tels que la défaillance des réseaux

Graphique 5.8: Indice de performances

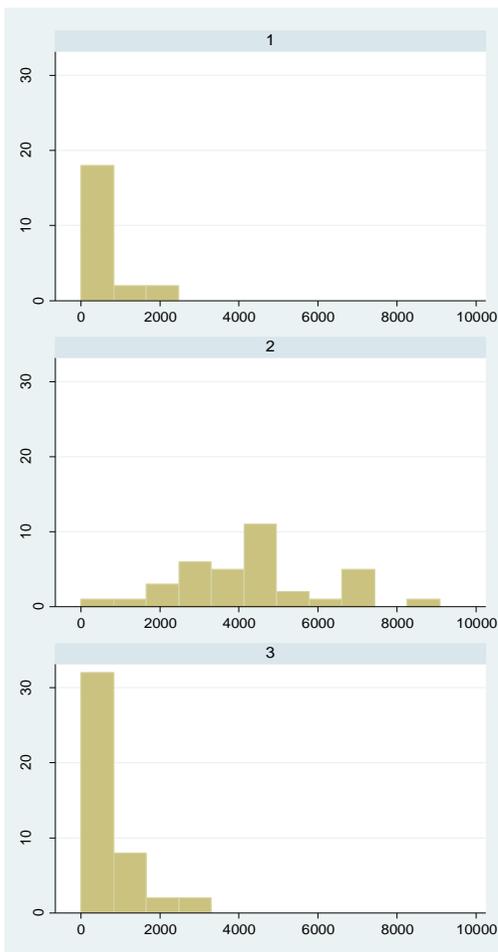


Source: Banque mondiale, Base de données des Indicateurs de développement dans le monde (WDI) 1: Pays de l'OCI (n=52); 2: Pays développés (n=35); and 3: Pays en développement non membres de l'OCI (n=70). L'axe des Y indique le nombre de pays.

de transport et de communication, les risques des marchés financiers, les risques d'épidémie et de pandémie et les risques de cyber sécurité.

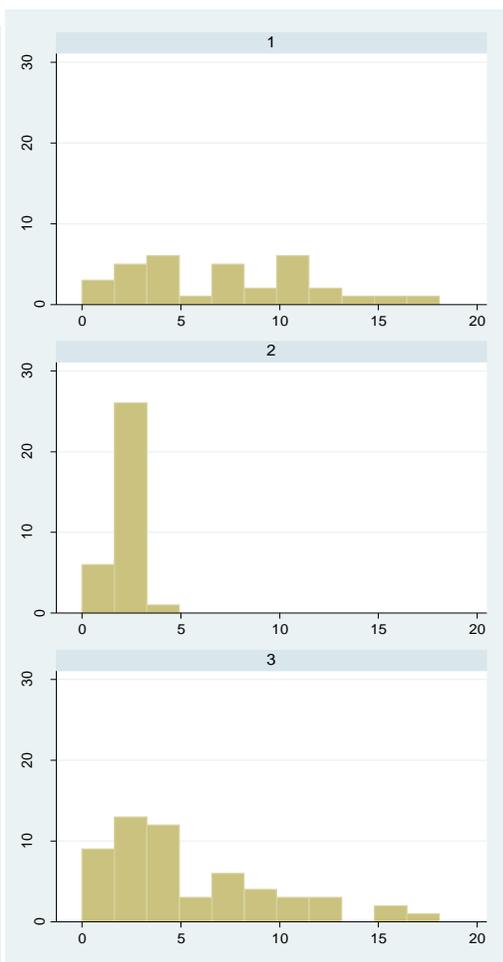
Une analyse de ces mesures serait plutôt excessive pour les besoins de ce chapitre. Toutefois, afin de fournir quelques observations générales sur la situation actuelle dans les pays de l'OCI, de brèves discussions seront menées sur certains indicateurs. Le graphique 5.8 montre la répartition des scores de l'indice de performance logistique (IPL) entre trois groupes de comparaison, où les scores les plus élevés reflètent une meilleure performance logistique. La répartition des scores de l'IPV dans les pays de l'OCI ressemble à celle des pays en développement non membres de l'OCI, mais elle est beaucoup plus faible que celle des pays développés. Il y a 13 pays de l'OCI dont les scores de l'IPV sont supérieurs à la moyenne mondiale de 2,87.

**Graphique 5.9:** Nombre de chercheurs par million



Source: Banque mondiale, Base de données des Indicateurs de développement dans le monde (WDI) Dernière année disponible après 2010. 1: Pays de l'OCI (n=22); 2: Pays développés (n=36); and 3: Pays en développement non membres de l'OCI (n=44). L'axe des Y indique le nombre de pays.

**Graphique 5.10:** Taux tarifaires moyens, 2018



Source: Banque mondiale, Base de données des Indicateurs de développement dans le monde (WDI) Moyenne pondérée des taux tarifaires appliqués. 1: Pays de l'OCI (n=33); 2: Pays développés (n=33); and 3: Pays en développement non membres de l'OCI (n=57). L'axe des Y indique le nombre de pays.



En tant qu'indicateur de la capacité d'innovation et de développement technologique, le nombre de chercheurs par million de personnes est représenté dans le graphique 5.9. Dans la majorité des pays de l'OCI, ce nombre est inférieur à 1000. Seule la Malaisie compte plus de 2000 chercheurs par million. Si les capacités physiques et humaines sont nettement inférieures à celles des pays développés, les taux tarifaires moyens appliqués par les pays de l'OCI sont plus élevés (graphique 5.10). Alors que le pays médian de l'OCI a un taux tarifaire moyen de 8%, ce niveau est de 1,7% dans les pays développés et de 4,2% dans les pays en développement non membres de l'OCI, ce qui indique un protectionnisme relativement plus élevé appliqué par les pays de l'OCI.

Dans l'ensemble, les capacités existantes dans de nombreux pays de l'OCI ne sont pas assez appropriées pour attirer un grand nombre d'investissements pendant la période post-pandémique. Toutefois, leur proximité géographique avec les grands centres économiques pourrait les placer dans une position avantageuse. De bonnes politiques pendant la période de pandémie peuvent fournir des avantages supplémentaires pour attirer les entreprises étrangères à établir de nouvelles chaînes de valeur. Compte tenu de la montée du protectionnisme et de l'importance croissante du régionalisme, faciliter la circulation régionale des biens et des personnes pendant la période post-pandémique peut être particulièrement important pour attirer les multinationales.

À cet égard, les recommandations suivantes sont formulées à l'intention des pays de l'OCI dans le sillage de la transformation potentielle de la production internationale :

**Minimiser l'incertitude politique :** L'escalade des tensions commerciales nuit considérablement au comportement des entreprises en matière d'investissement en raison de l'incertitude politique accrue. L'incertitude croissante entraîne le report des décisions d'investissement des entreprises, tandis que les consommateurs réduisent également leurs dépenses et que les banques augmentent leur coût de financement. Celles-ci réduisent la demande globale et la croissance économique. Les pays de l'OCI doivent minimiser l'incertitude politique en communiquant clairement et en temps utile les changements futurs de la politique commerciale afin de soutenir les investissements et les comportements de consommation.

**Atteindre son propre niveau de dépendance en matière de produits stratégiques :** Quel que soit leur niveau de développement, de nombreux pays ont connu une pénurie de produits de santé essentiels en réponse à l'apparition rapide de la pandémie de COVID-19. Cela a rappelé l'importance cruciale d'atteindre l'autosuffisance en matière de produits stratégiques. Afin d'être plus résistants en présence de chocs similaires, il est nécessaire que les pays de l'OCI atteignent leur autonomie en matière de produits considérés comme étant critiques ou stratégiques.

**Réduire la dépendance à l'égard d'un seul fournisseur :** Il est devenu évident que la forte dépendance à l'égard des importations par opposition à l'approvisionnement en intrants nationaux, et la forte concentration de leurs réseaux de fournisseurs d'intrants étrangers sur un seul ou quelques pays, rendent ces secteurs plus vulnérables aux fermetures de lieux de travail actuelles et futures. Par conséquent, lors de l'établissement de chaînes de valeur ou

d'approvisionnement, il est essentiel d'éviter la dépendance à l'égard d'un marché ou d'un fournisseur unique.

**Se concentrer sur les chaînes de valeur intra-régionales :** Une nationalisation ou une régionalisation importante des chaînes d'approvisionnement risque de réduire davantage la diversification des fournisseurs dans l'économie mondiale et de réduire les possibilités pour les économies en développement de bénéficier des flux de capitaux et des transferts de technologie associés à la chaîne mondiale de valeur. Un résultat potentiel serait une réduction significative du potentiel des pays en développement à s'industrialiser en se liant à des chaînes de valeur mondiales et à entraver le progrès socio-économique qui a été enregistré dans de nombreuses régions en développement (Seric et al., 2020). Un remède serait de se concentrer sur les chaînes de valeur intra-régionales, plutôt qu'interrégionales. Les chaînes de valeur intra-régionales devraient être plus résistantes que les chaînes interrégionales et elles peuvent être un catalyseur continu pour le transfert de capitaux et de technologies pour les pays de l'OCI. Cela contribuerait également à réaliser une plus grande intégration économique entre les pays de l'OCI, comme le prévoit le PAD OCI-2025.

**Exploiter la proximité des grands pôles économiques :** Les pays de l'OCI disposant d'une combinaison suffisante de main-d'œuvre qualifiée et peu qualifiée à proximité de l'Union européenne peuvent devenir plus attrayants pour certains projets de fabrication, par rapport aux sites d'Asie de l'Est. Si ces pays offrent un environnement propice à la modernisation progressive des installations de production avec l'essor de l'automatisation et des usines intelligentes, ils conserveront leur rôle de partenaire clé dans la chaîne de valeur régionale. Dans cette situation, il serait possible d'attirer des investissements de pointe pour offrir une gamme complète de services de soutien dans ces pays. Une telle stratégie à long terme est nécessaire pour éviter que les pays participant aux chaînes de valeur mondiales ne soient enfermés dans des activités à faible valeur ajoutée.

**Éviter les mesures de politique commerciale non transparentes :** Une reprise plus longue de la récession économique provoquée par la pandémie de COVID-19 fera probablement prévaloir le protectionnisme sur des périodes plus longues, car la motivation des gouvernements à protéger les industries nationales de la concurrence des importations sera plus forte. Pendant cette période, il est important d'éviter de recourir à des formes non transparentes de mesures commerciales en dehors du système fondé sur des règles. Cela découragerait davantage les investisseurs étrangers dans leur décision potentielle de repenser leurs chaînes d'approvisionnement.

**S'engager dans des accords régionaux de libre-échange :** Dans le cadre de la nouvelle norme, la proximité des fournisseurs et des consommateurs disposant d'une infrastructure adéquatement développée sera de la plus haute importance. Outre la proximité géographique et une infrastructure suffisamment développée, des accords de libre-échange avec de grands blocs commerciaux constitueraient un autre attrait pour les entreprises multinationales qui envisageraient d'investir dans les pays de l'OCI.



Créer des modules de groupement régionaux : Dans un contexte régional, la création de groupements régionaux pour différents secteurs attirerait également des entreprises opérant dans certains secteurs. Les modules de groupement établissent une concentration géographique d'entreprises, de fournisseurs et d'institutions associées interconnectés. Ils offrent d'importants avantages en termes de coûts en créant des synergies directes et indirectes entre les entreprises des modules de groupement et contribuent à la productivité et à la compétitivité des pays. Cela serait particulièrement fonctionnel lorsque les pays qui engagent des modules de groupement régionaux sont économiquement petits et que les activités économiques ne sont pas suffisamment diversifiées. La création de modules de groupement régionaux dans les pays de l'OCI nécessiterait une forte volonté politique et une plus grande intégration économique au niveau régional.

**Investir dans l'amélioration de la connectivité :** Certains pays de l'OCI n'ont pas de proximité géographique ... La distance peut être surmontée en améliorant la connectivité et en réduisant les coûts commerciaux. Les coûts liés aux retards et à l'incertitude peuvent être réduits par une réforme douanière, l'introduction de la concurrence dans les services de transport et l'amélioration de la structure et de la gouvernance des ports (BM, 2019).

**Mettre en place des modules logistiques :** Afin de soutenir leur compétitivité régionale, les pays de l'OCI peuvent également créer des modules logistiques régionaux pour assurer la livraison rapide et efficace des produits intermédiaires. En traitant de grands volumes de fret, il est possible de réaliser des économies d'échelle et de gamme au sein de modules de groupement. En outre, les modules de groupement logistiques offrent des avantages basés sur l'interchangeabilité des moyens de transport et de logistique. Cela permettrait d'accroître la compétitivité des pays utilisant les modules de groupement et de faciliter la livraison accélérée des marchandises.

**Investir dans l'automatisation et l'intelligence artificielle :** L'automatisation et l'intelligence artificielle (IA) sont également des facteurs émergents qui devraient façonner les chaînes de valeur mondiales à moyen terme. Les entreprises sont en train de se transformer en réseaux d'approvisionnement numérique grâce aux technologies numériques, notamment l'Internet des objets (IoT) et l'IA. Les chocs récents ont stimulé les entreprises sur l'urgence de cette transformation. Ces mesures ne diminueraient pas l'importance de la main-d'œuvre bon marché, mais réduiraient également au minimum les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement. La demande croissante de réduction des interactions humaines devrait également accélérer les investissements dans la robotique et l'automatisation qui étaient déjà en cours. À cet égard, les pays de l'OCI devraient investir dans les technologies de pointe, ou au moins adapter leurs industries manufacturières à ces nouvelles technologies pour rester compétitifs.

# Annexe : Classifications des pays

## A. Principaux groupes de pays utilisés dans le rapport

### Pays de l'OCI (56+1)

Afghanistan	Égypte	Malaisie	Somalie
Albanie	Gabon	Maldives	Soudan
Algérie	Gambie	Mali	Surinam
Azerbaïdjan	Guinée	Mauritanie	(Syrie*)
Bahreïn	Guinée-Bissau	Maroc	Tadjikistan
Bangladesh	Guyana	Mozambique	Togo
Bénin	Indonésie	Niger	Tunisie
Brunei	Iran	Nigeria	Turquie
Darussalam	Irak	Oman	Turkménistan
Burkina Faso	Jordanie	Pakistan	Ouganda
Cameroun	Kazakhstan	Palestine	Émirats arabes
Tchad	Koweït	Qatar	unis
Comores	Kirghizistan	Arabie saoudite	Ouzbékistan
Côte d'Ivoire	Liban	Sénégal	Yémen
Djibouti	Libye	Sierra Leone	

(\*L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.)

### Pays en développement non membre de l'OCI:

Angola	Barbade	Bosnie et	Cap Vert
Antigua-et-	Biélorussie	Herzégovine	Cambodge
Barbuda	Bélice	Botswana	République
Argentine	Bhutan	Bésil	centrafricaine
Arménie	Bolivie	Bulgarie	Chili
Bahamas		Burundi	Chine



Colombie	Jamaïque	Nicaragua	Saint-Kitts-et-Nevis
Dém. de Congo	Kenya	Palaos	Nevis
Rép. de Congo	Kiribati	Panama	Sainte Lucie
Costa Rica	Kosovo	Papouasie	Saint-Vincent-et-les Grenadines
Croatie	Laos	Nouvelle Guinée	Swaziland
Dominique	Lesotho	Paraguay	Tanzanie
Rép. Dominicaine	Liberia	Pérou	Thaïlande
Équateur	Macédoine	Philippines	Timor-Leste
Salvador	(ARYM)	Pologne	Tonga
Guinée	Madagascar	Roumanie	Trinidad et Tobago
Équatoriale	Malawi	Russie	Tuvalu
Érythrée	Îles Marshall	Rwanda	Ukraine
Éthiopie	Îles Maurice	Samoa	Uruguay
Fidji	Mexique	São Tomé et Príncipe	Vanuatu
Géorgie	Micronésie	Serbie	Venezuela
Ghana	Moldavie	Seychelles	Vietnam
Grenade	Mongolie	Les îles Salomon	Zambie
Guatemala	Monténégro	Afrique du Sud	Zimbabwe
Haïti	Myanmar	Soudan du sud	
Honduras	Namibie	Sri Lanka	
Hongrie	Nauru		
Inde	Népal		

#### **Pays développés\* (39):**

Australie	France	Lettonie	Saint Marin
Autriche	Allemagne	Lituanie	Singapour
Belgique	Grèce	Luxembourg	Rép. Slovaque
Canada	Hong Kong	Macao	Slovénie
Chypre	Islande	Malte	Espagne
République	Irlande	Pays-Bas	Suède
Tchèque	Israël	Nouvelle-Zélande	Suisse
Danemark	Italie	Norvège	Taiïwan
Estonie	Japon	Portugal	Royaume-Uni
Finlande	Rép. de Corée	Puerto Rico	États-Unis

(\* Basé sur la liste des pays développés classés par le FMI. Dernière mise à jour avril 2019.)

## B. Classification géographique des pays de l'OCI

(Basé sur le classement de la Banque mondiale)

### Afrique sub-saharienne (21): OCI-ASS

Bénin	Gabon	Mozambique	Soudan
Burkina Faso	Gambie	Niger	Togo
Cameroun	Guinée	Nigeria	Ouganda
Tchad	Guinée-Bissau	Sénégal	
Comores	Mali	Sierra Leone	
Côte d'Ivoire	Mauritanie	Somalie	

### Moyen-Orient et Afrique du Nord (18+1): OCI-MENA

Algérie	Iran	Maroc	(Syrie*)
Bahreïn	Jordanie	Oman	Tunisie
Djibouti	Koweït	Palestine	Émirats arabes
Égypte	Liban	Qatar	unis
Irak	Libye	Arabie saoudite	Yémen

(\*L'adhésion à l'OCI est actuellement suspendue.)

### Asie de l'est et du sud et Amérique latine (9): OCI-AESAL

Afghanistan***	Darussalam*	Malaisie*	Surinam**
Bangladesh***	Guyana**	Maldives***	
Brunei	Indonésie*	Pakistan***	

AESAL est la combinaison de pays de (\*) l'Asie de l'Est et du Pacifique, (\*\*) Amérique latine et Caraïbes, et (\*\*\*) l'Asie du Sud.

### Europe et l'Asie centrale (8): OCI-EAC

Albanie	Kazakhstan	Tadjikistan	Turkménistan
Azerbaïdjan	Kirghizstan	Turquie	Ouzbékistan



# Références

Anukoonwattaka W. and M. Mikic (2020). Beyond the COVID-19 pandemic: Coping with the 'new normal' in supply chains. ESCAP Policy Brief. United Nations Economic and Social Commission for Asia and Pacific. Bangkok.

Baker, S. R., N. Bloom, S. J. Davis (2016). "Measuring Economic Policy Uncertainty." *The Quarterly Journal of Economics*, Volume 131, Issue 4, Pages 1593–1636.

Banga, R. (2013). Measuring Value in Global Value Chains. Background Paper No. RVC-8. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement Geneva.

Bekkers E. and S. Schroeter (2020). "An Economic Analysis of the US-China Trade Conflict." Staff Working Paper ERSD-2020-04. World Trade Organization, Geneva.

Bown, C.P. (2020). Unappreciated hazards of the US-China phase one deal. Trade and Investment Policy Watch. The Peterson Institute for International Economics. Published on January 21, 2020. Available at [piie.com](http://piie.com).

Bown, C.P. (2020b), COVID-19: Demand spikes, export restrictions, and quality concerns imperil poor country access to medical supplies. In EBook *COVID-19 and Trade Policy: Why Turning Inward Won't Work*. Edited by R. E. Baldwin and S. J. Evenett. CEPR Press.

Bown, C.P. (2020c). "EU limits on medical gear exports put poor countries and Europeans at risk," PIIE Trade and Investment Policy Watch, 19 March.

Bown, C.P. (2020d). "COVID-19: China's exports of medical supplies provide a ray of hope," PIIE Trade and Investment Policy Watch, 26 March.

Choi, N. (2020). Global Value Chains in the Era of COVID-19. 29 May 2020. KIEP Opinions. Korea Institute for International Economic Policy.

COMESA (2020). Global Value Chain as a Vehicle for Development in Africa: Implication of COVID 19 in the Future of Global Value Chain. By I.A. Zeidy. 22 June 2020. Common Market for Eastern and Southern Africa.

Constantinescu, C., A. Mattoo and M. Ruta (2019a). Global Trade Watch 2018: Trade amid Tensions. World Bank, Washington, DC.

Constantinescu, C., M. Ruta and A. Mattoo (2019b). "Policy Uncertainty, Trade, and Global Value Chains: Some Facts, Many Questions." Policy Research Working Paper 9048. World Bank, Washington, DC.

Corong, E., M. Maliszewska, M. Pereira, D. van der Mensbrugge (2019). "Global and Regional Impacts of Trade Tensions on Global Value Chains." World Bank, Washington, DC.

Deutsche Bundesbank (2017). The danger posed to the global economy by protectionist tendencies. Monthly Report, July: 77-91.

Devarajan, S., D. S. Go, C. Lakatos, S. Robinson and K. Thierfelder (2018). Traders' Dilemma: Developing Countries' Response to Trade Disputes. Policy Research Working Paper 8640. World Bank, Washington, DC.

- EC (2020). Trade policy reflections beyond the COVID19 outbreak. Chief Economist Note, Issue 2. June 2020. European Commission.
- ECB (2019). The economic implications of rising protectionism: a euro area and global perspective. ECB Economic Bulletin, Issue 3:40-62. Prepared by V. Gunnella and L. Quaglietti. European Central Bank: Frankfurt.
- Espitia A, N Rocha, M Ruta (2020). "Trade and the COVID-19 crisis in developing countries." Centre for Economic Policy Research (CEPR). 09 April 2020.
- Evenett, S. (2020), "Tackling COVID-19 Together", *Global Trade Alert*, University of St. Gallen, Switzerland, <https://www.globaltradealert.org/reports> (accessed on 26 August 2020).
- Evenett, S., and J. Fritz (2016). "Global Trade Plateaus - the 19th Global Trade Alert Report." London: Centre for Economic Policy Research.
- Fajgelbaum, P. D., P. K. Goldberg, P. J. Kennedy, and A. K. Khandelwal (2019). "The Return to Protectionism." University of California Los Angeles, Los Angeles, CA.
- Freund, C., M. Ferrantino, M. Maliszewska and M. Ruta (2018). "Impact on Global Trade and Income of Current Trade Disputes." MTI Practice Note No. 2. World Bank, Washington, DC.
- Freund, C., M. Maliszewska and C. Constantinescu (2019). "How are trade tensions affecting developing countries?" World Bank Blog available at the [link](#), Washington, DC.
- Furceri D., S. A. Hannan, J. D. Ostry, and A. K. Rose (2019). Macroeconomic Consequences of Tariffs. IMF Working Paper WP/19/9. International Monetary Fund.
- Herrero, A. G. (2019). From globalization to deglobalization: zooming into trade. Las claves de la Globalización 4.0. Economistas. No: 165: 33-52
- ILO (2020a). *World Employment and Social Outlook: Trends 2020*. The International Labour Organization, Geneva.
- ILO (2020b), ILO Monitor: COVID-19 and the World of Work. 1<sup>st</sup> Edition, March 2020.
- ILO (2020c). ILO SCORE Global Covid-19 Enterprise Survey. Available at the [link](#). International Labour Organization. Geneva.
- ILO (2020d). COVID-19 and Global Supply Chains: How the Jobs Crisis Propagates across Borders. Policy Brief. June 2020. International Labour Organization. Geneva.
- ILO (2020e). COVID-19 and the Automotive Industry. ILO Brief. International Labour Organization. Geneva.
- ILO (2020f). The effects of COVID-19 on trade and global supply chains. Research Brief. June 2020. International Labour Organization. Geneva.
- IMF (2020a). World Economic Outlook, April 2020: The Great Lockdown. The International Monetary Fund, Washington, D.C.
- IMF (2020b). Global Financial Stability Report: Markets in the Time of COVID-19, April 2020. The International Monetary Fund, Washington, D.C.
- IMF (2020c), World Economic Outlook Update: A Crisis Like No Other, An Uncertain Recovery, June 2020. The International Monetary Fund, Washington, D.C.
- IMF, World Bank and WTO (2017). Making trade an engine of growth for all. Policy paper.
- Kearney (2020). Trade war spurs sharp reversal in 2019 Reshoring Index, foreshadowing COVID-19 test of supply chain resilience. Available at the [link](#).
- Kutlina-Dimitrova, Z. and C. Lakatos (2017). "The Global Cost of Protectionism." Policy Research Working Paper 8277. Washington, DC: World Bank.



- McKibbin, W. and Fernando, R. (2020). The Global Macroeconomic Impacts of COVID-19: Seven Scenarios. Available at the [link](#).
- OECD (2013), *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2018), “Multinational Enterprises in the Global Economy: Heavily Debated but Hardly Measured”, OECD Publishing, Paris, <https://www.oecd.org/industry/ind/MNEs-in-the-global-economy-policy-note.pdf>.
- OECD (2020), Economic Outlook, June 2020, Volume 2020, Issue 1. Paris.
- OECD (2020a). OECD Economic Surveys: United States. July 2020.
- OECD (2020b). COVID-19 and International Trade: Issues and Actions. Updated 12 June 2020. Organization of Economic Cooperation and Development. Paris.
- OECD (2020c). COVID-19 and Global Value Chains: Policy Options to Build More Resilient Production Networks. 3 June 2020. Available at the [link](#).
- OECD (2020d). Shocks, risks and global value chains: insights from the OECD METRO model. June 2020. Available at the [link](#).
- PWC (2020). PwC COVID-19 US/Mexico CFO Pulse Survey. 25 March 2020. Available at the [link](#).
- Seric A., H. Görg, S. Möhle and M. Windisch (2020). Managing COVID-19: How the pandemic disrupts global value chains. April 2020. United Nations Industrial Development Organization. Vienna.
- SESRIC (2018). OIC Women and Development Report 2018: Enhancing Women Entrepreneurship for Development, Ankara. Available at the [link](#).
- SESRIC (2020). Impacts socio-économiques de la pandémie de COVID-19 dans les pays membres de l'OIC: Prospects and Challenges, Ankara. Available at the [link](#).
- Solleder, O. and M.T. Velasquez (2020). The Great Shutdown: How COVID-19 disrupts supply chains. International Trade Centre Blog. 5 May 2020. Available at the [link](#).
- UNCTAD (2020a). *World Investment Report 2020: International Production beyond the Pandemic*, Geneva: Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- UNCTAD (2020b). Investment Policy Responses to the COVID-19 Pandemic. Investment Policy Monitor Special Issue 4. May 2020.
- UNCTAD (2020c). Trade and Development Report Update: Global Trade Impact of the Coronavirus (COVID-19) Epidemic, 4 March 2020.
- Viani, F. (2019). The latest protectionist trade trends and their impact on the European Union. Economic Bulletin 2/2019 Analytical Articles. Banco De Espana.
- Wang, Z., S-J. Wei, X. Yu, and K. Zhu (2017). “Measures of Participation in Global Value Chains and Global Business Cycles”, NBER Working Paper No. 23222.
- World Bank (2019). *World Development Report 2020: Trading for Development in the Age of Global Value Chains*, The World Bank, Washington, DC.
- World Bank (2020). Global Economic Prospects, June 2020, Washington, DC.
- WTO (2019). *Global Value Chain Development Report 2019: Technological Innovation, Supply Chain Trade, and Workers in a Globalized World*. World Trade Organization. Geneva.
- WTO (2020a), World Trade Statistical Review 2020, World Trade Organization: Geneva.
- WTO (2020b). Trade in Medical Goods in the Context of Tackling COVID-19. April 2020. Available at the [link](#).

### Main Data Sources

ILO World Employment and Social Outlook 2020 Dataset

IMF Direction of Trade Statistics (DOT) Database, July 2019

IMF World Economic Outlook Database, April and June 2020

SESRIC OIC-STAT Database, August 2020

UN COMTRADE Database, July 2020

UN Services Trade Database, July 2020

UNCTAD Online Database and World Investment Report Annex Tables, August 2020

UNSD National Accounts Main Aggregates Database, July 2020

WTO Database, August 2020

World Bank World Development Indicators, August 2020





CENTRE DE RECHERCHES STATISTIQUES, ÉCONOMIQUES ET  
SOCIALES ET DE FORMATION POUR LES PAYS ISLAMIQUES

Kudüs Cad. No: 9, Diplomatik Site, 06450 ORAN, Ankara, Turquie  
Téléphone : (90-312) 468 61 72-76 Fax: (90-312) 468 57 26  
Email: [oicankara@sesric.org](mailto:oicankara@sesric.org) Web: [www.sesric.org](http://www.sesric.org)